

**M. Spadolini chargé  
de former le nouveau  
gouvernement italien**

LIRE PAGE 7

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 200 m. ;  
Autriche, 1,30 DM ; Belgique, 15 s. ; Danemark,  
26 kr. ; Espagne, 1,10 P. ; Grèce, 275 P. ; Israël,  
20 s. ; Italie, 1,20 L. ; Japon, 200 Y. ; Liban, 200 L. ;  
Luxembourg, 20 F. ; Pays-Bas, 1,25 G. ; Portugal,  
200 Esc. ; Royaume-Uni, 200 P. ; Suède, 500 Kr. ;  
Suisse, 1,40 F. ; Tchécoslovaquie, 20 s. ;  
Yugoslavie, 20 D.

Tarif des abonnements page 2  
S. RUE DES ITALIENS  
75007 PARIS CEDEX 02  
Tél. : 246-72-23

## LA GUERRE DU LIBAN ET LES SUITES DE L'ATTENTAT DE LA RUE DES ROSIERS

### L'étrange logique de M. Begin

En plus du terrorisme sanglant dont Paris vient de subir les effets, il existe un autre terrorisme qui, pour n'être pas meurtrier, est tout de même fort déplaisant : le terrorisme « intellectuel » qui, manipulant l'amalgame, le slogan et le réflexe conditionné, vise à priver celui qui en est victime de son sens critique et de sa faculté de jugement.

Puis, de l'entier le moindre péché veniel afin de prévenir le péché plus grave, mettre dans le même sac le critique amical et l'ennemi mortel, tels sont ses procédés les plus usuels, dont l'effet en politique peut être redoutable.

Les amalgames couramment pratiqués à propos du terrorisme et des événements d'aujourd'hui au Proche-Orient montrent que la tentation est bien vivace. Reconnaissons que M. Begin n'a pas inauguré cette surenchère verbale et que les expressions de « génocide » (au Liban), de « fascisme » (en Israël) ont d'abord été employées par d'autres. Mais le premier ministre israélien est entré à son tour dans cette logique infernale en identifiant Beyrouth et Berlin, M. Arafat et Hitler, puis en établissant un rapprochement entre le mot malheureux d'Oradour prononcé à son corps défendant par M. Mitterrand et la tuerie de la rue des Rosiers. Et on le savait déjà tout prêt à poser l'équation d'un nouveau terrorisme intellectuel : « critique des gouvernements israélien = adversaire de l'Etat d'Israël = antisémisme ».

De deux choses l'une, pourtant : ou bien le massacre de la rue des Rosiers est l'œuvre des « terroristes de l'O.L.P. » comme l'a affirmé d'emblée l'ambassade d'Israël à Paris, ou bien il est, comme le dit M. Begin, « la conséquence d'une attitude anti-Israélienne, qui est aussi antijuive, dans l'ensemble des médias français ». Dans le premier cas, les auteurs sont venus d'ailleurs ; dans l'autre, il faut l'attribuer à des antisémites français, galvanisés par la propagande française.

En réalité, les dirigeants de Jérusalem savent fort bien que le massacre, condamné par l'O.L.P., a sans doute été le fait de dissidents palestiniens. Mais l'occasion est trop belle de culpabiliser à cette occasion la population française, comme on l'avait fait (bien à tort) après l'attentat de la rue Copernic : d'une part, pour un antisémitisme qui, pour être latent et ténace, n'est pas près de prendre ces formes extrêmes, mais aussi pour la politique de ses gouvernements, qui n'a pas l'heur de plaire à M. Begin.

Mais ce dernier va beaucoup plus loin en se disant prêt à « appeler la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des Juifs et leur dignité ». On ne savait pas que le premier ministre israélien se considérait comme responsable des tâches de police ailleurs que chez lui... ou qu'au Liban, et encore moins que les Français juifs ne devaient pas être considérés comme une partie du « peuple de France », mais d'un autre. Faudra-t-il parler, après les querelles déjà tristes sur la double appartenance, de « simple appartenance » au profit de l'Etat juif ? Cette étrange logique a été sagement écartée par les responsables de la communauté juive en France, qui ont choisi d'ignorer l'appel de M. Begin.

Sans doute, le chef du gouvernement israélien a-t-il été traumatisé par l'holocauste dans lequel a péri la quasi-totalité de sa famille, par l'antisémitisme qu'il a vu à l'œuvre en Europe orientale, enfin par le terrorisme palestinien. Sa réaction n'en reste pas moins inacceptable dans la forme et irresponsable quant au fond.

### Les chances d'un règlement rapide compromises par les « amendements » d'Israël au plan Habib

Tandis que continuaient les tractations destinées à assurer le départ des combattants palestiniens de Beyrouth-Ouest, la pression militaire de l'armée israélienne sur la capitale libanaise s'est accentuée mardi 10 et mercredi 11 août. Les unités de Jérusalem ont opéré des mouvements importants surtout dans la région côtière : la marine, l'aviation et l'artillerie ont poursuivi le pilonnage, par intermittence, de Beyrouth-Ouest.

Le cabinet libanais devait se réunir ce mercredi pour examiner les contre-propositions d'Israël concernant le « plan Habib ». Les amendements requis par Jérusalem ont suscité de la déception dans les milieux palestiniens et libanais, compte tenu des difficultés supplémentaires qu'ils risquent d'engendrer. A l'exception de Washington et de Paris, où l'on se dit « prudemment optimiste », la plupart des capitales étrangères ne cachent pas leur scepticisme quant à un dénouement proche de la crise.

### Le « oui, mais... » de Jérusalem

Le « prudent optimisme » qu'affichent Washington et Paris devant la réponse israélienne au plan Habib est indissociable dans la délicate partie diplomatique qui se joue au Liban. Le « oui, mais... » de Jérusalem comporte des conditions si draconiennes qu'on peut craindre une nouvelle et longue impasse dans les tractations menées par l'ambassadeur américain, M. Habib.

Le principal obstacle à une entente paraît être l'exigence de M. Begin que l'armée régulière libanaise, et non un contingent français de la force multinationale, assure le départ du premier groupe de fedayin quittant Beyrouth, et que les unités envoyées par Paris, Rome et Washington ne s'installent dans la capitale qu'après l'évacuation de la « majorité des terroristes palestiniens ». Cette exigence risque d'être inacceptable tant pour les hommes de M. Arafat que pour leurs alliés libanais. En effet, l'armée libanaise, commandée essentiellement par des maronites, ne bénéficie pas de la confiance des « palestino-progressistes ». Les fedayin craignent de

traverser les lignes israéliennes pour se rendre au port de Beyrouth ou à la frontière syrienne sans une solide escorte internationale qui ne soit pas impliquée dans le conflit. Pour leur part, les musulmans libanais et les divers partis et organisations de gauche se trouvant à Beyrouth-Ouest redoutent d'être abandonnés à la merci des puissances militaires phalanges dirigées par M. Bachir Gemayel. Toutes les informations en provenance de Beyrouth sont à ce sujet concordantes : ce sont les Libanais, davantage que les Palestiniens, qui veulent des garanties concrètes pour leur sécurité après le départ des fedayin.

Une autre revendication israélienne contribue à nourrir la méfiance des Libanais musulmans et progressistes : M. Begin veut limiter le mandat de la force multinationale à une durée de quinze jours, en d'autres termes une quinzaine de jours après le départ du dernier combattant palestinien. On

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 6.)

### Le premier ministre, le maire de Paris et de nombreuses personnalités à l'office de la grande synagogue

De nombreuses personnalités politiques, syndicales et religieuses, dont le premier ministre, M. Pierre Mauroy, et le maire de la capitale, M. Jacques Chirac, devaient assister, mercredi 11 août, en fin de journée aux cérémonies organisées à la grande synagogue de la rue de la Victoire et au mémorial du Juif inconnu rue Geoffroy-Amaury, après la fusillade qui a coûté la vie à six personnes, lundi, rue des Rosiers. Le chef de l'Etat devait être représenté à ces cérémonies par son directeur-adjoint de cabinet, M. Gilles Ménage.

Les premiers résultats de l'enquête ouverte après la tuerie seront examinés, mardi 17 août, à l'Elysée, lors d'un conseil restreint consacré à la sécurité, présidé par M. François Mitterrand. Malgré les révélations de M. Gaston Defferre mardi, mettant en cause implicitement le groupe dissident palestinien d'Abou Nidal, enquêteurs et magistrats restent très prudents.

### Une enquête bousculée par la politique

Deux logiques aux légitimités opposées. Celle de l'enquête, qui induit des impératifs de prudence, de réserve et de patience. Celle du pouvoir, qui tient à rassurer, calmer, prouver, et vite. La contradiction n'est pas nouvelle : la tuerie de la rue des Rosiers n'aura pas failli à la règle. Une journée à peine après l'attentat, M. Gaston Defferre a tenu à parler et, incidemment, à conclure. Mardi 10 août, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a choisi la première chaîne de télévision pour révéler les premiers éléments de l'enquête et ébaucher une conviction profonde sur la nature des tuteurs.

Mettant en cause une « organisation internationale communiste des terroristes antisémites », l'attentat, M. Gaston Defferre a affirmé que « le drame de la rue des Rosiers est un attentat en rapport avec la situation que nous connaissons, hélas, depuis plusieurs années en France et au Proche-Orient ». M. Defferre s'est appuyé sur le seul indice matériel notable recueilli par la brigade criminelle.

Balles et états de cartouche ont permis d'identifier en effet l'origine d'une des armes utilisées par le commando : un pistolet mitrailleur de fabrication polonaise (le WZ-63) de petite taille et fort maniable (nos dernières éditions). En soi ce n'est rien, si ce n'est qu'à cette arme fort particulière sont déjà associées deux actions terroristes : à Vienne en août 1981, contre une synagogue ; à Londres, en juin dernier, contre l'ambassade d'Israël. Et que, de plus, l'on s'accorde à attribuer ces deux attentats au groupe dissident palestinien dirigé par Abou Nidal. La mise en cause n'est qu'implicite, M. Defferre étant resté dans le vague, mais c'est bien ce mouvement qu'il a voulu désigner en estimant « que l'on se trouve en présence d'une organisation internationale qui dispose d'un lot de WZ-63 qu'elle a utilisé pour commettre des attentats antisémites à travers l'Europe ».

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 3.)

## RÉPONSE A M. JEAN GANDOIS

### Une politique industrielle ne peut pas être la politique des industriels

par DIDIER MOTCHANE (\*)

Au moment où le gouvernement crée la nation tout entière, mesurer l'enjeu de la guerre économique qu'elle doit affronter, M. Jean Gandois, administrateur général démissionnaire de Rhône-Poulenc, vient de confier au Monde (1) des réflexions sur notre politique industrielle qui appellent assurément l'attention. Non pas, faut-il le dire, en raison de l'éclat supplémentaire que les circonstances de sa démission jettent sur ces propos : ces circonstances ne regardent, après tout, que sa conscience, et il n'y a pas lieu de les évoquer. Mais certainement parce que l'autorité que lui donnent les responsabilités dont il avait la charge et la

résonance immédiate qu'évoque un discours aussi conforme au libéralisme avancé que le sien donne une valeur emblématique à cette profession de foi des illusions de la culture économique de notre temps.

M. Gandois refuse de se situer politiquement : par rapport à la démarche qu'il poursuit, ce n'est pas la sincérité mais le réalisme d'une telle position qui est en cause. « La vérité, dit-il, est que je n'ai jamais réagi en fonction

(\*) Secrétaire national du parti socialiste chargé de l'action culturelle.

d'une idéologie. Une telle affirmation est de sa part, considérée peut-être une habileté ; en tout cas, et à l'évidence, une erreur. Et, s'il nous importe de rompre avec son discours idéologique et procédural d'assertions et de l'expérience confirme, c'est qu'il nous permet, à contrario, non seulement de rappeler que l'économie est politique, mais surtout de mettre en lumière certaines des conditions de possibilité et de cohérence de la politique industrielle dont nous avons besoin.

M. Gandois centre l'ensemble de son propos sur les nationalisations. Les critiques dont il les accable, et dont la succession correspond aux étapes de l'élargissement et du renforcement du secteur public auxquelles il a assisté avec nous depuis un an, forment, jusqu'au point d'orgue de son départ, un crescendo que nous ne pensons pas déformer en le résumant de la manière suivante :

1) « Les nationalisations ne comportent que des inconvénients et aucun avantage » (déclaration de M. Gandois citée par le Monde du 12 mai 1981).

2) Lorsque, « en juillet 1981, il faut se rendre à l'évidence, c'est-à-dire que la volonté du gouvernement d'appliquer son programme de nationalisation (appareil) inéluctable », il faut pour essayer d'être constructif, tenter de limiter les dégâts, c'est-à-dire « lutter contre la nationalisation à 100 % et mener un combat actif pour obtenir une juste indemnisation » (ce qui laisse clairement entendre que l'État est dans cette affaire « perdant »).

Le mal étant fait, reste l'espoir de faire prévaloir malgré tout un bon usage des entreprises nationalisées, « selon une conception qui s'oppose à (celle) qui consiste à considérer l'entreprise comme un outil politique ».

(Lire la suite page 18.)

(1) Dans sa livraison datée du 7 août 1982.

## AU JOUR LE JOUR

### AU-DELA DES MOTS

Les mots sont toujours révélateurs. Ainsi, pendant la guerre, on disait israéliens quand on respectait les Juifs et Juifs quand on était antisémite.

Plus tard, la reconnaissance du fait sémitique se fit par l'emploi du mot juif, au point de provoquer la quasi-disparition du terme israélien. Mais le racisme n'avait pas pour autant disparu puisque l'on vient de le voir réapparaître à travers ceux qui veulent assimiler tous les Juifs à une tendance — serait-elle dominante — de l'Etat israélien.

Les mots ne sont pas innocents, et ils continuent de vivre. En revanche, rue des Rosiers, ce sont des innocents qui sont morts.

TRESIAS.

## Les Juifs de France et Israël

Entendre oui !  
Obéir non !

(Lire page 4 l'article  
de THIERRY BREHIER)

## UN « TOUBIB DES TROPIQUES »

### Soigner le tiers-monde

Raconter sa vie. L'exercice est difficile, voire impossible, à moins qu'un talent littéraire vire, joint à une existence mouvementée, ne rende l'entreprise troublante, amusante et passionnée.

L'histoire du médecin-général Léon Lapeyssonnie commence dans le midi de la France, au début de la première guerre mondiale. Après l'euphorie de la victoire, les nuages s'amoncellent de nouveau sur l'Europe, la guerre d'Espagne éclose, un nouveau conflit s'annonce. Le futur général entreprend des études de médecine, qu'il poursuit à Lyon, déjà dans l'armée. Jacques-Léon, non que de très classique. La guerre, puis la défaite et six mois de captivité modifieront le cours de cette existence et prépareront Lapeyssonnie à « servir », d'une manière hors du commun.

C'est en Afrique noire, pendant la

guerre, qu'il découvre ce qui sera, plus tard, l'essentiel de sa mission : soigner, mais soigner le groupe, non pas au mépris de l'individu malade, mais, plus simplement, parce que l'immensité des problèmes sanitaires, dans le tiers-monde, impose une telle démarche.

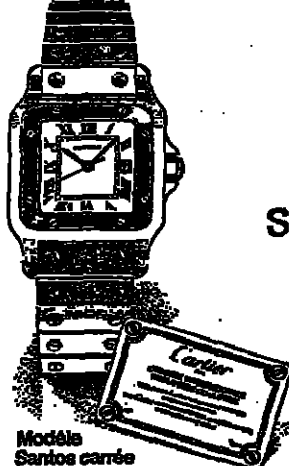
CLAIRE BRISSET.  
(Lire la suite page 21.)

## TENEZ-VOUS UN JOURNAL INTIME ?

Poursuivant son enquête commencée le 8 juillet, « le Monde des livres » publiera demain les réponses de JACQUES BOREL, DANIEL BOULANGER, HECTOR BIANCIOTTI.

le mur de Cartier

Paris



Modèle Santos carré

cette montre  
est la vraie  
Santos de Cartier  
garantie à vie.

Cartier poursuit en justice  
ses contrefacteurs.

Le Monde

# idées

## Une mutation à négocier sur vingt ans

par ANDRÉ CRUIZIAT (\*)

L'important, aujourd'hui, est de faire comprendre au maximum de Français capables de regarder l'avenir en face, que (contrairement à la plupart des discours politiques giscardiens ou mitterrandistes) nous ne traversons pas une crise susceptible d'être maîtrisée en quelques mois, mais qu'il s'agit d'une mutation de l'ensemble de notre monde, ce qui est d'une tout autre envergure et qu'il convient dorénavant de négocier sur vingt ans, au moins, pour les générations montantes.

On peut regrouper le diagnostic autour de cinq thèmes illustrant chacun une évolution à la fois irréversible et inévitablement coûteuse pour nous, sauf à parier sur les incertitudes de l'histoire.

L'ensemble plaide pour une nécessité : investir plus et consommer moins si l'on entend, dans le nouveau contexte, retrouver des capacités concurrentielles sur les produits et les services qu'il conviendra de vendre aux peuples de la Terre tels qu'ils sont aujourd'hui et deviendront demain.

A chacun d'enrichir ses rappels comme il l'entend, puisqu'il s'agit ici uniquement d'énumérer la liste des problèmes inéluctables que le monde d'aujourd'hui pose aux pays industriels occidentaux.

I. - Ce que nous quittons ? - Trente années de croissance (intitulées par J. Fourastié « Les 30 glorieuses ») qui ont vu tripler le revenu des pays du monde occidental, le nôtre compris.

II. - Les faits nouveaux ? - En se limitant aux tendances les plus lourdes, distinctes de l'inflation, du chômage ou des dérèglements monétaires internationaux, nous pouvons considérer plutôt comme des effets de moyen terme.

1) Le passage d'une énergie abondante et bon marché à une énergie chère et risquant la rareté. Le pétrole est passé de 2 dollars le baril, après la guerre, à 35 aujourd'hui (avec un dollar approchant les 7 F en 1982). L'accalmie actuelle ne peut nullement être prise pour un gel structurel de cette situation qui demeure grosse de fragilités, notamment politiques, concernant les principaux pays producteurs et exportateurs de pétrole.

2) La disparition du monopole de la fabrication de produits manufacturés, par les seuls pays occidentaux.

L'arrivée du Japon et des nouveaux pays industriels (N.P.I.) qui (étant donnés leurs faibles coûts salariaux et leur moindre couverture sociale) vont sans cesse accroître, à notre détriment, leur part du mar-

ché mondial. Non seulement dans les produits de « bas de gamme » technique : acier, cuir, textiles, etc., ce qui est déjà fait depuis une décennie, mais dans les gammes moyennes de biens d'équipements et de travaux publics, où les N.P.I. ont atteint le niveau concurrentiel.

3) La nécessité de se placer dans les industries de pointe (informatique, espace, biotechnologie, etc.) domaine où ne demeureront compétitifs dans l'avenir que les seuls États capables de tenir une part notable du marché mondial. Aucun marché intérieur de type européen n'y peut suffire.

C'est dire que la sauvegarde d'emplois et d'un minimum d'indépendance nationale à ce propos ne peut s'assumer qu'au prix de dizaines de milliards de francs d'investissements, pendant une ou deux décennies, dans la recherche et le développement.

A ces investissements lourds concernant la réadaptation industrielle, il convient d'ajouter les coûts sociaux d'un chômage important et durable, sans compter des politiques de conversion professionnelle, devenues indispensables.

4) Les conséquences du poids grandissant des pays en développement par rapport aux pays industriels occidentaux.

Autour de l'an 2000, le rapport démographique entre les uns et les autres franchira le seuil de 5 à 1, alors qu'il était de 2 à 1, en 1960. Les 5 milliards d'habitants des pays en développement comprendront plus de 50 % de moins de vingt ans ; le milliard des pays industriels, une proportion appréciable de plus de soixante.

De bon gré (par l'augmentation volontaire de l'aide et des transferts) ou de mauvais gré (par le biais de dettes impayées, sans compter celles de l'Est européen, de la requête de soutiens de plus en plus exigeants, de la pression des émigrations, etc.) les pays pauvres imposeront vraisemblablement des dépenses de plus en plus élevées aux pays riches.

5) Les contraintes de la défense française et européenne. Le monde est dangereux : près de cent trente conflits armés ont éclaté depuis la dernière guerre mondiale. L'U.R.S.S., depuis trente ans, investit implacablement 10, 15 % ou au-delà, de son P.N.B. dans l'armement. L'Occident, sauf les États Unis, moins de 5.

(\*) Directeur d'un centre de formation aux problèmes internationaux.

Négocier avec l'U.R.S.S. pour une décelération de la croissance des armements implique de le faire en position d'un relatif équilibre stratégique Est-Ouest. Il est donc difficile d'échapper aux préoccupations militaires (et à leurs coûts) pour limiter la poursuite des déséquilibres de tel ou tel pays, modifiant l'équilibre des forces Est-Ouest, et éviter une « finlandisation » future de l'Occident.

C'est dire combien s'ajoutent, pour tous les observateurs du monde, les raisons de transférer les revenus de notre haute consommation vers des investissements intelligents susceptibles de renouveler nos chances de compétitivité et favoriser l'essor économique de nos éventuels clients.

III. - Les chances à saisir. - Sur le total de 4 milliards 200 millions d'habitants de notre planète en 1979, 3 milliards 600 millions vivent au-dessous d'un niveau de revenus estimé à 7 500 dollars par tête et par an (dont 2 milliards et demi, au-dessous de 750). Nous sommes parmi les populations vivant, en moyenne, au-dessus de 10 000 dollars. Est-ce l'apocalypse de quitter ce niveau de consommation pour sauver les chances réelles de notre avenir, alors que de s'y cramponner revient à perdre encore plus sûrement et les chances d'avenir, et le niveau de consommation ?

Ces chances tiennent dans ce fait considérable : le monde franchira le seuil de 6 milliards d'habitants vers l'an 2000 et poursuivra encore cette croissance dans les décennies qui suivront. C'est dire l'immensité des besoins en nourriture, santé, logements, communications, développement, etc., auxquels le monde devra faire face. La chance des français sera d'être parmi ceux qui acceptent de courir parmi tous ces mondes, pour tirer notre outil économique et culturel au service de cette exaltante entreprise.

C'est dire que si une vue plus claire de l'environnement international ne réagit pas les objectifs qu'implique une politique intérieure adéquate, elle demeure la justification la plus convaincante pour s'y résoudre.

En fait, ces réalités s'imposent depuis 1974. Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. Sachons enfin que si nous voulons rebondir dans les 20 années qui viennent, la nécessité historique d'une austérité s'impose dès maintenant.

La première condition pour l'importer dans une guerre - fût-elle non sanglante - s'est toujours mesurée à la capacité de s'en donner les moyens !

## Le contrôle social des prix reste à inventer

par J.-F. DELORME (\*)

Depuis le lundi 14 juin, les personnels de la Direction générale de la concurrence et de la consommation relèvent les prix dans les magasins et veillent au respect des mesures de blocage décidées par le gouvernement.

Depuis plusieurs années, le syndicat C.F.D.T. de cette administration, partant de la pratique du métier de contrôleur, s'interroge sur l'efficacité des politiques en matière de prix.

M. Delors répète que la liberté est un principe, mais que tous les abus doivent être sanctionnés. Malheureusement, la réglementation en matière d'abus (A.M. N° 73.49 F) est à peu près inopérante. Ce texte ne s'applique qu'à la distribution, et la marge abusive est déterminée par comparaison avec la marge habituellement pratiquée dans les mêmes commerces pour des produits identiques.

De ce fait, ce texte qui existe depuis 1973 n'a pu être utilisé plus de deux cents fois.

Nous considérons, pour sortir du blocage, qu'il est possible d'élaborer une réglementation plus cohérente qui éviterait l'alignement par le haut de la taxation.

Les mesures prises prévoient à la fois le blocage des prix et des salaires. Si à la sortie du blocage, on considère que prix et salaires doivent être liés, il est temps d'utiliser l'article L. 432.4 dernier alinéa du code du travail :

« Les comités d'entreprise sont habilités à donner des avis sur les augmentations de prix. Ils peuvent être consultés par les fonctionnaires chargés de la fixation et du contrôle des prix. »

Ce texte n'est pas un « droit nouveau ». Il date de 1945 !

### I. - Les difficultés d'un blocage

Un blocage ralentit la diffusion des hausses mais ne peut empêcher certains prix de monter : à l'extérieur l'inflation existe et nous ne vivons pas en autarcie. Ainsi, pour d'excellentes raisons, il est nécessaire de prévoir dès le départ des exceptions dont la liste est déjà longue.

Déclarer un blocage est facile : la première difficulté est de le faire respecter et la deuxième d'en sortir.

Les moyens de tourner un blocage sont nombreux :

Fraude classique :

- Augmenter les prix avant le passage du contrôleur.

- Non-communication des listes de prix obligant à faire des relevés alors que certains magasins contiennent plus de vingt mille articles.

Cela est facilité par le nombre ridicule de contrôleurs : pour le département de Paris, soixante-trois contrôleurs pour plus de trois cent mille points de vente.

Pendant deux semaines, pour les relevés, vingt mille fonctionnaires se sont intéressés au prix : depuis le 27 juin, les mille quatre cents contrôleurs de la Direction de la concurrence sont seuls.

De plus, le blocage s'accompagne pour les produits frais et les importations de réglementations particulières. Ces mesures supposent des contrôles souvent plus complexes qu'un contrôle de blocage.

L'économiste S. C. Kolm, partisan du contrôle des prix, estime que pour être efficace celui-ci nécessite l'intervention de soixante mille agents. Même en tant que syndicalistes, tout en soulignant l'insuffisance criante de nos effectifs et moyens matériels, nous ne souhaitons pas un tel renforcement de notre administration, car blocage et taxation généralisés, probablement nécessaires, sont difficilement envisageables sur une longue période.

De notre expérience de la réglementation des prix, nous tirons la conclusion qu'une réglementation pour être efficace doit être assez simple pour que le consommateur puisse en vérifier l'application.

La proposition des organisations de consommateurs, au dernier Comité national de la consommation, de création de comité d'information sur les prix pourrait aller dans ce sens.

### II - Le 1<sup>er</sup> novembre 1982

Le problème de fond d'un blocage est la sortie. Pour éviter des ratapages, il est déjà prévu deux types de mesures : les accords de régulation et la taxation :

- Les accords de régulation sont, pour l'instant, la base de la politique contractuelle de M. Delors. Pourtant, leurs inconvénients sont multiples : augmentations en pourcentage, négociations administration-professionnels, programmation de hausses très tôt dans l'année, absence de sanctions.

Notre expérience nous a montré qu'une réglementation ne peut se faire valablement entre les professionnels défendant des intérêts bien tangibles et l'administration représentée par de hauts fonctionnaires pour qui l'intérêt général est souvent flou, lointain et parfois acquis aux idées patronales. Toute négociation en matière de prix devrait opposer : patronat d'une part, consommateurs et syndicats de l'autre, l'administration jouant le rôle d'arbitre. Cette proposition n'a rien d'utopique, ce dispositif est analogue à celui prévu par la loi Quillot sur les loyers.

- La taxation : parfois nécessaire, elle provoque le plus souvent un alignement par le haut. Nos propres enquêtes récentes, mais restées confidentielles, ont montré que le prix réglementé était celui qui performait de vivre. Toutes les autres entreprises pratiquant elles aussi le prix réglementé empêchent des surprofits. Ce n'est pas un boulanger, maintenant célèbre, de La Ciotat qui nous contredira.

### III. - Des réformes de structures

Le blocage des prix maintient en l'état l'ensemble de l'appareil de production et de distribution. Pourtant, chacun s'accorde à considérer que des réformes de structures sont nécessaires.

L'introduction de ces réformes suppose la connaissance des mécanismes de formation des prix, des circuits de distribution et des marchés. Ce type d'étude a été entreprise depuis un an par la Direction de la concurrence, mais, semble-t-il, détournée de son objectif par l'ancien directeur général, M. Blanc.

Ce type d'étude permettrait de faire apparaître les circuits excessifs, les marges abusives, les rentes de situation, les gaspillages et les indexations incohérentes.

Une fois ces études faites, il faut la volonté politique de changer ces situations contre tous les corporatismes.

Hormis cet aspect, connaissance de la formation des prix, on pourrait envisager :

- Le développement de l'information du consommateur :

Le consommateur idéal, selon la libre concurrence, qui court dans tous les magasins pour faire des comparaisons est une vue de l'esprit ; on suppose que le temps n'a aucune valeur. Le projet de M. Laumière, du Centre d'observation des prix, indiquera au consommateur une moyenne (le premier quartile), pas un magasin. Le consommateur, si on lui en donne les moyens, peut exercer une pression anti-inflationniste sur l'extrémité de la chaîne de distribution.

Pour éviter les ravages du principe plus le prix est élevé plus la qualité est bonne, on pourrait dans certains secteurs rendre obligatoire l'affichage du prix d'achat à côté du prix de vente. Une réglementation de ce type a existé en 1947 pour les fruits et légumes.

- En matière de concurrence : le texte sur les contrôles de concentration n'a pu être utilisé que deux fois depuis qu'il existe.

Quelque que le consommateur ait une quelconque influence sur le niveau des prix, il ne faut pas que la concurrence se fasse par des artifices. Dans cette optique, on pourrait :

- Limiter la publicité dans le coût d'un produit (c'est le consommateur qui la paie) ;

- Augmenter la durée de vie des produits ;

- Empêcher les pièges de la distribution : marge unique par rayon pour mettre fin aux prix d'appel, connaissance des marques et sous-marques pour un produit identique.

M. Jospin a estimé récemment que l'inflation était le résultat de la lutte des classes : le contrôle social des prix reste à inventer. Nos diverses propositions en matière de prix, de concurrence et de consommation vont dans ce sens.

Contrôle démocratique, contrôle populaire ou contrôle social : peu importe la formule, il est temps que la société en général et les consommateurs en particulier prennent en charge le problème des prix autrement qu'en disant, ainsi que le montrent les sondages : « L'Etat n'a qu'à les bloquer. »

(\*) Secrétaire général du syndicat C.F.D.T. de la concurrence et de la consommation.

## Crise

Les vacances ne font pas disparaître la crise économique. André Cruiziat demande qu'on en mesure bien l'enjeu : pour lui, il s'agit d'une mutation de l'ensemble de notre monde à essayer de négocier sur vingt ans, au moins, pour les générations montantes. Jean-François Delorme souligne la difficulté du blocage des prix aussi longtemps qu'un véritable contrôle - démocratique, populaire ou social - n'est pas mis en place. M. Varlin réplique à Christian Beullac, qui voyait dans l'exportation la clé de tout, qu'à l'affaiblissement de notre compétitivité il faut ajouter comme élément négatif une insuffisante créativité. Enfin, René Chalande répond à Paul Boccarda sur les nouveaux critères de gestion.

### RÉPLIQUES A...

PAUL BOCCARDA

## Gérer autrement, pourquoi ?

M. René Chalande nous écrit à propos de l'article de Paul Boccarda, « Gérer autrement, pourquoi ? » (Le Monde du 2 juin 1982) :

Il peut certes y avoir excès stérile et nocif de l'accumulation des moyens matériels destinés à remplacer la main-d'œuvre, mais le rapport synthétique nouveau proposé par P. Boccarda, soit V.A./C. (Valeur ajoutée/Capital matériel et financier) est-il pour autant favorable au

développement équilibré qui est souhaité ?

Il est vrai que P. Boccarda considère que la croissance du rapport V.A./C. doit se faire au moyen de la croissance simultanée de V.A. et de C., ce dernier ne croissant pas trop vite pour éviter les gaspillages.

Mais le fait de fixer les idées sur un rapport ou un taux comporte des risques, entre autres celui d'être pris à la lettre. V.A./C. en effet ne sera jamais aussi élevé que lorsque C. tendra vers 0 et V.A. vers l'infini, c'est-à-dire lorsque tous les travailleurs produiront les richesses au moyen d'outils individuels, pendant des journées de travail de seize heures, et si possible, six jours sur sept... Ce serait là la sortie de la crise, mais à reculons.

### La formule adéquate

Il est donc indispensable que l'indice choisi comme référence reflète fidèlement le nouveau développement souhaité. La formule adéquate semble être V.A.X I.P./C. (I.P. étant l'indice de productivité), ce qui peut se traduire par V.A./C. x N. (N. étant l'effectif de la main-d'œuvre). Cet indice, qui peut être pondéré par branche (toutes les branches ne requérant pas la même intensité capitaliste, c'est à dire C./V.A.), devrait être le plus élevé possible.

Les aides de la collectivité publique seraient attribuées proportionnellement, et la fiscalité sur les entreprises, y compris les « charges sociales », devrait être inversement proportionnelle à la valeur de cet indice, afin d'orienter les choses dans la bonne voie.

CHRISTIAN BEULLAC

## Relance par l'exportation

M. Varlin, cadre de l'Institut électronique, nous écrit à la suite de l'article de Christian Beullac (Le Monde du 3 juin) :

Les problèmes économiques deviennent de plus en plus angoissants. Est-ce cette angoisse qui fait fleurir un délire d'opinions dont certains, le moins que l'on puisse dire, est qu'elles reflètent une vision économique totalement erronée !

M. Christian Beullac, quant à lui, énonce tranquillement un certain nombre de contre-vérités assez effrayantes : assés, bien entendu, d'un certificat de bonne conduite. Il commence par expliquer que la relance par la consommation intérieure a échoué et que la relance par l'investissement « n'est pas une fin en soi ».

D'après lui, le remède absolu est d'exporter et il explique longuement les avantages de cette politique allant jusqu'au besoin de dire « exporter, ce n'est pas, comme certains pourraient le penser, produire pour d'autres ».

Vous avez bien compris, M. Beullac estime que les entreprises françaises ne veulent pas exporter et que certains chefs d'entreprise sont tellement obtus qu'ils refusent de céder aux étrangers leurs précieuses marchandises. Allons, Messieurs, ne refusez pas de vendre à tous ces acheteurs que se bousculent pour acquérir vos produits !

La réalité est, malheureusement, tout autre car le vrai problème réside d'une part dans notre compétitivité qui s'affaiblit constamment mais encore plus par le fait que nous ne sommes plus capables de concevoir et de fabriquer un large éventail de produits nouveaux. Or, ces produits nouveaux (vidéo, informatique, bureautique, etc.), sont précisément ceux qui connaissent le plus grand essor. M. Beullac peut étaler sa satisfaction pour le passé mais c'est néanmoins sous le signe de l'ancien pouvoir que, par exemple, notre plus grande firme d'électronique est

devenue le plus gros distributeur de produits japonais (magnétoscopes, bifi, etc.).

Par ailleurs, M. Beullac exprime sa plus vive répugnance pour les procédés d'ajustement monétaires en tant que palliatif à des manques de compétitivité. C'est une question de point de vue et de classement de priorités. On est en train, actuellement, d'enfermer le pouvoir dans le complexe de la valeur de la monnaie comme si cela était le critère essentiel de l'économie. La défense de la valeur d'une monnaie est simplement un certificat de bonne conduite. Il commence par expliquer que la relance par la consommation intérieure a échoué et que la relance par l'investissement « n'est pas une fin en soi ».

En effet, du point de vue strict de l'industrie, la diminution de production est un facteur d'accroissement des coûts unitaires ainsi d'ailleurs que le taux d'intérêts élevés. Au risque de choquer beaucoup de monde, on peut dire que, dans une économie moderne, la défense de la monnaie par la récession est objectivement inflationniste. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que cette méthode de régulation est basée sur l'accroissement de la misère des entreprises et des travailleurs.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant :  
André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beauvillier (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)

Impression :  
Le Monde  
5, rue de la Harpe  
75001 PARIS-13  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.  
ISSN : 0395 - 2037.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue de la Harpe  
75001 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
273 F 442 F 611 F 789 F

**FRANCE-DOM-TOM**  
273 F 442 F 611 F 789 F

**TOUS PAYS ÉTRANGERS**  
PAR VOIE NORMALE  
533 F 942 F 1 391 F 1 820 F

**ÉTRANGER**  
(par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
313 F 522 F 731 F 940 F  
IL - SUISSE, TUNISIE  
386 F 607 F 840 F 1 230 F

Par voie aérienne  
L'avis sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

## LE MONDE

Après les élections de 1981, le monde a connu une période de relative stabilité. Les gouvernements ont tenté de mettre en œuvre des politiques de croissance et de réduction des dépenses. Cependant, la situation économique mondiale reste incertaine, avec des tensions persistantes entre les pays développés et les pays en développement.

## Après le blocage

### Une enquête

Après le blocage des prix, les consommateurs se retrouvent face à une situation complexe. Les entreprises tentent de maintenir leurs marges, ce qui entraîne des hausses de prix dans certains secteurs. Les consommateurs doivent donc faire preuve de vigilance et privilégier les produits de qualité à moindre coût.

### Abou Nidal : un professeur du terrorisme

Abou Nidal, figure emblématique du terrorisme, est considéré comme un maître à penser pour certains groupes extrémistes. Ses idées sur la violence et la lutte armée ont influencé de nombreux militants à travers le monde.

### Le contrôle social des prix

Le contrôle social des prix est une mesure controversée. Certains y voient un moyen efficace pour lutter contre l'inflation, tandis que d'autres considèrent cela comme une atteinte à la liberté économique.

### La formule adéquate

La formule adéquate pour mesurer le développement économique est un sujet de débat. Certains privilégient l'indice de productivité, tandis que d'autres insistent sur la valeur ajoutée par habitant.

### Relance par l'exportation

La relance par l'exportation est une stratégie économique qui vise à stimuler la production nationale en augmentant les ventes à l'étranger. Cette approche nécessite une compétitivité accrue sur le marché international.

### Le contrôle social des prix

Le contrôle social des prix est une mesure controversée. Certains y voient un moyen efficace pour lutter contre l'inflation, tandis que d'autres considèrent cela comme une atteinte à la liberté économique.



contrôle social des  
reste à inventer

Le Monde

# L'attentat de Paris

## LE MONDE POLITIQUE S'ASSOCIE AU DEUIL DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE FRANÇAISE

Après les révélations de M. Gaston Defferre, mardi, sur la marque identique des armes utilisées lors de la tuerie de la rue des Rosiers et de deux autres attentats, revendiqués par le groupe dissident palestinien d'Abou Nidal et commis à Vienne en août 1981 et à Londres en juin dernier, aucun élément nouveau n'était apparu, mercredi matin, dans l'enquête policière.

Plus d'un millier de personnes avaient répondu, mardi 10 août au soir, à 18 h 30, à l'appel du Collectif des mouvements sionistes de France et s'étaient rassemblés avenue Matignon à Paris 8<sup>e</sup>, au coin de la rue Rabelais — bloquée par la police, — où se trouve l'ambassade d'Israël.

Vers 19 h 30, aux cris d'« Israël vaincra » et « Au bureau de l'O.L.P. ! » la majorité des manifestants refusait de se disperser et remontait dans le calme les Champs-Élysées jusqu'à la hauteur de la rue La Boétie, où elle faisait un sit-in devant des cordons de police avant de se disperser dans le calme vers 20 h 30.

Sous la présidence de M. François Mitterrand, un conseil restreint consacré à la sécurité doit examiner, mardi 17 août, à l'Élysée, les résultats de l'enquête. Après avoir affirmé, mardi, que « Paris n'était pas devenu une plaque tournante du terrorisme international », le ministre de l'Intérieur a indiqué que le « groupe des cinq », créé pour lutter contre le terrorisme

international et qui comprend en réalité six pays (France, Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne, Autriche, Suisse et Italie) se réunira au mois de septembre à Bonn.

Un office solennel devait avoir lieu, ce mercredi 11 août, à 18 heures, à la grande synagogue de la rue des Victoires à Paris (4<sup>e</sup>), après la fusillade de lundi, rue des Rosiers. De nombreuses personnes, politiques, religieuses, syndicales devaient assister à cette cérémonie ainsi qu'au rassemblement organisé à 20 heures au Mémorial du juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Asnier (4<sup>e</sup>). MM. Mauroy et Chirac devaient notamment s'associer au recueillement de la communauté juive.

### APRÈS LES DÉCLARATIONS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

## Une enquête bousculée par la politique

(Suite de la première page.)

La déduction n'est pas innocente, et le raisonnement qui prévalait à sa divulgation rapide est d'abord politique. Elle conforte en effet la thèse, chère au ministre de l'Intérieur, qui différencie le terrorisme interne du terrorisme importé de l'étranger, les actions à la logique nationale de celles relevant d'une sorte de fatalité internationale. La signature du groupe d'Abou Nidal confirmerait que, depuis le 10 mai 1981, la France est d'abord victime des secondes et que la recrudescence des actions terroristes ne vient pas d'un prétendu « laxisme » gouvernemental mais d'une offensive nouvelle du terrorisme international, plus ou moins manipulée et tendant à déstabiliser notre pays et son pouvoir socialiste.

Cependant, M. Defferre est sans doute allé trop vite en besogne. Hypothèse n'est pas preuve, même si la présomption peut être ici sérieuse. En effet, même de M. Yasser Arafat et de la ligne majoritaire de l'O.L.P., qu'il juge trop modérée, Abou Nidal n'a guère exprimé ses divergences que sous forme de règlements de compte, d'assassinats et d'actions antisémites. Son groupe est responsable de la mort de MM. Salih Hammani, Ali Yassine, Esméline Kalk, Naim Kader, respectivement représentants de l'O.L.P. à Londres, Koweït, Paris et Bruxelles. Enfin, récemment, certains proches de Fadi Dani, directeur adjoint de l'O.L.P. à Paris, asse-

sné le 23 juillet dernier, ont accusé Abou Nidal d'avoir commandité ce meurtre.

Si, dans le tableau de chasse, qui dit à la fois beaucoup et peu, beaucoup sur la détermination de ce groupe terroriste. Peu sur ses véritables commanditaires. An profit de qui agit Abou Nidal, dont les alliances ont varié depuis 1973 ? Qui le manipule ? On se perd ici en conjectures. Réfugié d'abord à Bagdad, où il représentait l'O.L.P. jusqu'en 1978, il mit son organisation — le « conseil révolutionnaire » — au service des vides irakiennes, multipliant les actions de commando anti-syriennes. Mais le vent tourne en 1978, à la faveur d'une réconciliation entre l'O.L.P. et le régime de Bagdad, et voici Abou Nidal réfugié chez ses ennemis d'hier, en Syrie : il vivrait toujours à Damas.

### Aucune piste à négliger

Ce n'est cependant là que l'apparence et la logique tortueuse des actions terroristes ne peut s'y réduire. « Dans ce genre d'affaire, l'interpellateur ne doit pas forcément le savoir », confie un magistrat familier de ces dossiers. Or, il ne suffit sans doute pas, comme l'a fait M. Issam Sartout, conseiller personnel de M. Yasser Arafat (le Monde du 22 janvier 1982), de s'en tenir à la règle simpliste : tous nos ennemis sont forcément amis. « Contrairement aux apparences », avait-il déclaré, « Abou Nidal n'est pas un maximaliste du front de refus mais un rené-

gât qui s'est mis au service d'Israël ».

En somme, bien que la piste Abou Nidal soit très sérieuse, les déclarations de M. Defferre semblent quelques peu précipitées au regard de l'état d'une enquête qui se révèle probablement longue et difficile. L'utilisation d'un même stock d'armes ne suffit pas à dire l'origine et la motivation des tuteurs et de leurs commanditaires. Les hypothèses trop rigoureuses entre réseaux terroristes nationaux et internationaux, et au sein de ces derniers, peuvent paraître forcées tant la coopération des uns et des autres n'est pas à exclure a priori. Ainsi, l'enquête sur l'attentat de la rue Copernic a-t-elle renforcé les hypothèses sur les liens de travail pouvant exister — des « services » en échange d'un soutien logistique — entre groupes terroristes arabes et l'Assaïa et groupes dissidents palestiniens. Ainsi encore, l'enquête sur l'assassinat à Paris, le 3 avril dernier, du diplomate israélien Yakov Barbenkorny a-t-elle conduit la police à s'interroger sur les liens du groupe français Action directe avec des organisations terroristes étrangères.

Question qu'on ne saurait sans doute renvoyer, chez les policiers, les deux attentats commis le week-end dernier contre une banque et un magasin ainsi que celui perpétré dans la nuit de mardi à mercredi contre un immeuble de bureaux à Paris, et tous revendi-

qués par Action directe, au nom de la lutte contre Israël. Toutefois, une interpellation de huit militants d'Action directe, mardi matin, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de la rue des Rosiers, n'a, semble-t-il, pas permis de préciser ces soupçons. Sept d'entre eux ont été relâchés dans la nuit de mardi à mercredi.

« Aucune piste n'est à négliger », continuent d'affirmer les enquêteurs, qui rappellent que l'élément objectif utilisé par M. Defferre — la similitude d'armes — ne constitue pour l'heure, aucunement, l'axe d'une identification des auteurs de l'attentat.

EDWY PLENE.

● Un déséquilibre interpellé chez M. Goldenberg. — Un inconnu habillé en religieux israélien a été interpellé par la police, le mardi 10 août vers 20 heures, dans le restaurant de M. Jo Goldenberg, rue des Rosiers, où a eu lieu la tuerie de lundi. Intrigué par son comportement, M. Simon Goldenberg, le frère du propriétaire, a découvert dans une sacoche dissimulée sous un châle un revolver à barillet. On s'aperçut plus tard que celui-ci n'était en fait qu'une arme factice. Il semblerait que cet homme soit un déséquilibré. Enquêtant pendant trois heures par les policiers du commissariat du quatrième arrondissement, il a été finalement remis en liberté.

### M. DEFFERRE

## ANNONCE UNE RÉDEFINITION DU DROIT D'ASILE

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a fait allusion, mardi 10 août, à des entretiens qu'il a eus avec le premier ministre et le garde des Sceaux, portant sur le droit d'asile.

Faisant référence à une redéfinition plus précise de ce droit, le ministre a indiqué : « La France doit demeurer une terre d'asile. L'attentat de mardi a été commis avec plus de précision car il n'est pas acceptable que des Français puissent être tués par des individus qui se réclament de ce droit sur notre territoire ».

« Les effectifs de la police de l'air et des frontières (P.A.F.) ont été considérablement renforcés depuis que je suis ministre de l'Intérieur et de nombreux étrangers indésirables en France ont été renvoyés à nos frontières », a-t-il encore précisé.

« J'ai d'ailleurs part donné des instructions aux responsables des services de police de prendre partout contact avec les populations juives afin de les rassurer et d'assurer leur sécurité matérielle et morale », a poursuivi M. Defferre.

### DEUX BLESSÉS

## SONT TOUJOURS DANS UN ÉTAT GRAVE

La sixième personne tuée lors de l'attentat a été identifiée. Il s'agit d'un touriste américain, Mme Grace Cutler, âgée de soixante-six ans, et non comme nous l'indiquions dans nos éditions datées du 11 août — sur la foi d'informations de source policière — de Mme Morse. Deux citoyens américains ont donc été tués et deux autres blessés : M. David Van Zanten, trente-huit ans, et Mme Eva Shure, soixante-quatre ans.

Ce 11 août, douze personnes restaient hospitalisées dans huit hôpitaux parisiens. La plupart ont subi une intervention chirurgicale nécessaire par des lésions thoraciques ou abdominales. Deux blessés sont dans un état grave. L'un est dans un service de réanimation. L'autre est dans le coma — dans un état stationnaire et critique —, estime-on à l'Assistance publique de Paris.

Le Monde  
dossiers et documents

Numéro de juillet-août-septembre

## L'IMPOT DES FRANÇAIS LE TEMPS LIBRE

Le numéro : 5 F

Abonnement un an France (10 numéros) : 50 F

A Paris, devant chez Goldenberg

## Le réflexe du ghetto

Comment montrer son courage, après un grand malheur, si ce n'est en reprenant très vite, même au se forçant, le cours de la vie quotidienne ? Au lendemain de la tuerie, la rue des Rosiers s'efforça de ne rien laisser paraître, ou presque, de sa colère. Le rythme tranquille, ralenti, d'un jour d'été, tient lieu de deuil.

Quelques magasins seulement sont restés fermés marquant par voie d'affichettes la « solidarité » de leurs propriétaires avec les victimes de la veille. Les autres marchands sont à la tâche, même le boucher, le coiffeur ou le vendeur de sandwiches orientaux qui avaient vécu, lundi, peu après 13 heures, des minutes d'angoisses. C'est à peine si les commerçants jettent un coup d'œil furif, un peu anxieux, aux silhouettes qui se penchent à leurs vitrines. Au n° 14, une femme lave à grande eau la cour d'immeuble où avaient été soignées les blessés. Des voisins la saluent, essaient une plaisanterie, comme si le souvenir, aussi, devait s'effacer. « C'est une manière très ashkénaze de réagir », explique un des libraires de la rue. Les juifs du quartier ont retrouvé un réflexe de ghetto, comme avant, leurs parents à l'est de l'Europe, une façon de se rapatrier sur soi, d'intérioriser leur souffrance.

Le ton est donné par la famille Goldenberg elle-même et par ses proches. Symbole de la vie communautaire israélienne dans le quartier, devenu par la folie des armes un lieu martyr, le charcuterie-restaurant a déjà retrouvé son aspect d'avant le drame. Des vitriers s'affairaient à remplacer les fenêtres brisées par les balles. Les employés servent les clients derrière le comptoir de la charcuterie, et, pour que la rue sache bien que le terrorisme aveugle ne peut rien contre l'espérance, on a collé

une affichette près de la porte.

« La vie vit toujours... »

M. Goldenberg, le plus visé, veut être celui qui saura apaiser la rue des Rosiers. Ses amis repoussent les israéliens étrangers au quartier, sourient à ceux qui pleurent encore, offrent une chaise à une vieille dame qui tremble à l'évocation de « nouveaux malheurs de la maison d'Israël », doivent encore calmer des jeunes gens, des milieux ashkénazes, qui rêvent d'en découdre.

« A qui en voulez-vous, leur demande un familier du restaurant. Aux Palestiniens, à la presse française, à Mitterrand ? Nous ne pouvons pas rester là avec toutes ces amertumes au cœur. » Un homme, arrivé en cyclomoteur, rappelle, à qui veut l'entendre, qu'« un juif ne peut compter que sur lui-même ». On fait cercle autour de son engin pour approuver. « C'est vrai, dit une mère de famille, il en a toujours été ainsi. Dans les ghettos, au Var d'Hiv', dans les camps de concentration, lors de l'attentat de la rue Copernic, hier encore. » Il y a bien des divergences, mais sur ce que la foule, à ce carrefour de la mémoire, juge ce jour-là secondaires. Les idéologies, les tendances politiques, les nationalités françaises, ses origines géographiques, la difficulté pour une démocratie de se garder du terrorisme, etc. Son inquiétude se résume faiblement : « Les juifs resteront toujours dans l'incertitude du lendemain », explique un intellectuel. « Vous avez raison, monsieur, nous ne connaissons jamais le repos. » Chacun exprime cette idée-force à sa façon, mais la somme des réflexions finit par constituer, tout au long de l'après-midi, une sorte de plainte, de chant funèbre, autour des vitrines de Jo Goldenberg.

PHILIPPE BOGGIO.

### A Strasbourg

## « Nous avons déjà tant payé... »

De notre correspondant

Strasbourg. — « Il y aura un courage demain soir à la synagogue. » Cet appel anonyme, enregistré lundi soir peu avant 20 heures par le SAMU de Strasbourg, a jeté l'effroi dans la communauté israélienne de la capitale alsacienne. Communauté qui s'apprêtait à célébrer, mercredi 11 août, à 19 heures, à la synagogue de la Paix, « dans la dignité et le calme » un office solennel à la mémoire de toutes les victimes de « l'attentat antisémite » perpétré à Paris.

À l'indignation ont maintenant succédé l'inquiétude et l'angoisse parmi les quinze mille membres de la communauté — trois Strasbourgeois sur cinquante sont de religion israélienne — qui cache sa douleur, son deuil mais aussi sa colère, derrière les lourdes façades des immeubles wilhelmiens des quartiers résidentiels, entre l'allée de la Robertson et l'avenue de la Paix, où habitent beaucoup d'entre eux. Anxiété que renforce une crainte réelle, surtout dans les communautés de la banlieue strasbourgeoise. Il y a quelque temps déjà, M. Claude Lederer, rabbin de Bischheim, confiait en privé : « Nous nous sentions menacés dans notre existence même. J'étais de ceux qui faisaient la différence entre l'antisémitisme et l'anti-

sionisme. Aujourd'hui, je ne suis plus. Nous avons peur. »

Certes, parmi les responsables du consistoire israélien, on se refuse à toute dramatisation : « Il ne s'agit que d'une plaisanterie odieuse. » Bien sûr, dès lundi après-midi, le dispositif de sécurité en place autour des synagogues, des écoles et de la vingtaine d'établissements ou d'institutions tant sépharades qu'ashkénazes de Strasbourg, a été renforcé. Les gardes statiques des policiers ont été doublés et une surveillance par patrouilles a été instaurée. Mais la plupart des juifs de Strasbourg restent inquiets. D'autant qu'ils savent que des plans d'attaque de synagogues alsaciennes viennent d'être découverts dans certains quartiers généraux palestiniens du Liban.

Assise sur un banc public, aux Contades, ce parc qui cerne la synagogue de la Paix, une grand-mère aux cheveux blancs ne cessait de se lamenter en un yiddish parfaitement compréhensible pour la majorité des Alsaciens qui passent par là : « Que va-t-il encore nous arriver, nous qui avons pourtant déjà tant payé de par le passé... »

JEAN-CLAUDE PHILIPP.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande



# L'ATTENTAT

# DE LA RUE

LA PRESSE

« Vous les juifs »

## L'intervention du premier ministre israélien suscite des réactions négatives à Paris

En menaçant d'appeler les jeunes juifs de France à « assurer la défense des leurs », M. Begin a pris le risque de dessouder le front de la solidarité qui s'est constitué, autour de la communauté israélienne, au lendemain de la tuerie de la rue des Rosiers. En outre, il met en difficulté les représentants de la communauté elle-même, au moins ceux qui expriment le souci de ne pas associer cette communauté, en tant que telle, à la politique du gouvernement israélien. Ces derniers soulignent toutefois que la présentation de l'action israélienne au Liban a pu être entachée de relents d'antisémitisme.

M. Jacques Toubon, député (R.P.R.) de Paris, ne va pas jusque là. Mais il note que l'antisémitisme progresse, ces progrès n'étant pas limités à la France. Seul parmi les responsables politiques que nous avons interrogés, M. Toubon ne parle pas d'ingérence dans les affaires intérieures françaises. Le député de Paris juge « excessive » la menace de M. Begin, « compte tenu de l'état de

l'opinion publique française et des positions du gouvernement », mais il considère que les propos du premier ministre israélien « comportent une part de vérité ». Il explique cette réaction par « le tête-à-tête effectué, selon lui, par la diplomatie française vis-à-vis d'Israël ».

L'ingérence est le thème dominant des réactions politiques. C'est ainsi que M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., a qualifié la déclaration de M. Begin. « Alors que nous tentons de dépassionner le débat, des propos de ce genre peuvent provoquer des réactions antisémites », a-t-il souligné.

Le P.C.F. fait la même analyse. M. René Le Guen, membre du bureau politique, nous a déclaré, mercredi matin 11 août, que les propos de M. Begin constituent « une ingérence indécente et intolérable dans les affaires françaises, surtout de la part d'un homme qui écrase le Liban sous les bombes et fait couler le sang à Beyrouth ». M. Le Guen a estimé que, lors du voyage

du président de la République en Israël, le chef du gouvernement israélien avait déjà eu un « comportement grossier ». Il a souligné que « ceux qui militent pour la paix au Liban » ne se laisseront pas « intimider » par cette « tentative de les assimiler à des terroristes » et par cet appel au « développement de la violence et de la haine ».

Enfin M. Didier Bariani, président du parti radical socialiste, a jugé également « inacceptable » que l'on puisse dicter à la France ce qu'elle doit faire. En outre l'ancien député U.D.F. de Paris a estimé que donner une suite favorable aux propos de M. Begin conduirait la France à s'organiser en milices ethniques, et donc à se disloquer.

Quant au gouvernement, il n'a pas réagi et n'a pas l'intention de le faire afin d'éviter de donner aux Israéliens et aux phalangistes libanais le moindre prétexte de nature à disqualifier la France. Celle-ci subordonne tous ses faits et gestes à la réussite des négociations sur l'évacuation des Palestiniens de Beyrouth.

### M. BEGIN : « Je n'hésiterai pas à appeler la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des juifs »

De notre correspondant

Jérusalem. — Réagissant à son tour après l'attentat de la rue des Rosiers, M. Menahem Begin a repris à son compte les accusations les plus sévères portées en Israël contre M. François Mitterrand — sans le désigner nommément — contre son gouvernement et la presse française. Mais il y a ajouté une menace, celle d'inciter la communauté juive à recourir à l'autodéfense.

Lors du conseil des ministres, réuni mardi à Jérusalem, le premier ministre a déclaré : « Le crime qui a été commis au cœur de Paris est la conséquence de l'attitude déshonorante et d'une attitude déshonorante anti-Israélienne — qui est aussi anti-juive — dans la presse et dans l'ensemble des médias français. De nouveaux attentats dans les rues de Paris le cri de « Mort aux juifs », comme au temps de l'offensive Dreyfus. M. Begin a ajouté : « Je suis fier d'être le premier ministre d'un Israël démocratique, mais comment puis-je être un juif ? » et les autorités françaises ne préviennent pas les manifestations néonazies et le meurtre des juifs pour la seule raison qu'ils sont juifs, je n'hésiterai pas à appeler la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des juifs et leur dignité. » Selon le journal Haaretz, le son d'un premier projet de déclaration était encore plus virulent, mais le ministre de l'énergie, M. Itzhak Mordechai, aurait réussi à convaincre

le premier ministre de « modérer » sa réaction. Tout d'abord, en effet, M. Begin aurait envisagé notamment de proposer qu'Israël envoie des armes aux organisations juives françaises. Dans leur édition de mardi, les deux journaux du soir, Maariv et Yedioth Aharonot, ont largement commenté les événements survenus la veille à Paris. Maariv estime, comme la plupart de ses confrères, que les prises de position du président Mitterrand en faveur de l'O.L.P. ont encouragé les auteurs de l'attentat du 9 août, et il ajoute : « La participation du président Mitterrand à l'offense à la mémoire des victimes ne change rien au fait que la France a concentré ses efforts pour critiquer Israël et n'a pas hésité à voler au secours de la sécurité avec l'Union soviétique en faveur d'une résolution radicalement anti-Israélienne, à laquelle la Grande-Bretagne n'a pas voulu donner son aval. » Cependant, le journal pense qu'il faut se garder de croire que toutes les critiques dirigées contre Israël sont de caractère antisémite ou peuvent inciter au meurtre.

Yedioth Aharonot, pour sa part, résume d'une atmosphère conste que le principal élément de la vague « anti-Israélienne » dans le monde entier est avant tout le résultat d'une atmosphère constante d'antisémitisme qui n'est pas nécessairement justifiée actuellement par l'antisémitisme. Le journal précise : « Les juifs sont d'abord persécutés, en tant que tels, et c'est ensuite que l'on fait référence au sionisme. » — F. C.

### LA COMMUNAUTÉ JUIVE FRANÇAISE

## Entendre oui ! Obéir non !

Prudence, gêne et circonspection. La communauté juive n'a pas répondu avec enthousiasme à la déclaration de M. Menahem Begin. Ses porte-parole ont tout de suite compris l'effet que pouvait avoir en France l'appel d'un premier ministre étranger à la création de groupes d'autodéfense, alors que tous déjà se plaignent d'un renouveau de l'antisémitisme.

L'attitude totalement différente de M. Alain de Rothschild n'est pas surprenante ; l'établissement israélien, dont il est tout à la fois le symbole et le porte-parole, s'est de tout temps fixé comme règle première le respect des autorités officielles françaises. Aujourd'hui comme hier, il tient à manifester son obéissance aux lois de la République. Plus curieuses, au premier abord, paraissent les réactions des mouvements juifs, qui, justement, se sont ordonnées en réaction contre cette tradition.

### « Les intérêts vitaux d'Israël »

Ainsi le Renouveau juif qui n'a jamais caché sa volonté de faire pression sur le gouvernement français si sa politique « allait contre les intérêts vitaux d'Israël ». Mieux, il avait fermement soutenu le développement de l'Organisation juive de défense, groupe de protection

interne à la communauté, au lendemain de l'attentat de la rue Copernic. Or son président, M. Henri Hajdenberg, nous a déclaré : « On peut comprendre l'émotion et l'effet suscité en Israël par l'attentat de la rue des Rosiers. Le premier ministre israélien, qui a lui-même subi de graves persécutions antérieures et dont la famille a été exterminée par les nazis, est certainement particulièrement sensible aux actes de violence anti-juifs, et a voulu exprimer avec force sa solidarité avec la communauté juive de France. » Cependant le Renouveau juif n'est nullement concerné par cette déclaration et rappelle qu'il est tout à fait indépendant du gouvernement israélien et plus généralement de tout pouvoir politique. On ne voit pas à quel groupe de la communauté juive de France pourrait d'ailleurs s'adresser cet appel. Dans le climat actuel, le désaveu ne pouvait être plus net. Le Renouveau juif, il est vrai, s'il tient à rester solidaire de l'État hébreu, se veut avant tout un mouvement français ; il n'adhère pas que l'Aliyah de retour à la terre promise, est la seule solution pour les juifs de la Diaspora.

Mais des mouvements comme le Betar, de jeunes juifs proche du parti de M. Begin ou le Mouvement de l'Aliyah de France (M.A.F.) qui, mardi soir, lors de la manifestation sur les Champs-Élysées, déclaraient : « On ne peut être juif en France ; on veut affirmer sa judéité et l'on est exclu de la communauté, ou l'on veut s'assimiler et l'on est montré du doigt », n'ont pas non plus applaudi à deux mains la déclaration du premier ministre israélien : « En dehors même du conseil de Begin la communauté juive se serait organisée en autodéfense car elle sait qu'elle ne peut compter que sur elle-même ; elle ne l'a jamais fait avec violence, mais elle pourrait le faire. » Pour eux cet appel « n'est pas à prendre comme un ordre mais comme un conseil » et ils ajoutent : « On n'obéit pas forcément à Israël, mais on peut s'inspirer de ce que nous dit l'État d'Israël car c'est notre patrie, écouter son gouvernement c'est écouter notre peuple. »

Des plaies mal cicatrisées. « La seule solution est le retour à Sion », affirment d'une même voix Betar et Maf. L'attitude de la rue des Rosiers les renforce dans cette opinion même s'ils précisent « ce n'est pas l'antisémitisme qui doit faire fuir mais la volonté de retrouver nos racines ». Maître Hajdenberg ne dit pas autre chose quand il explique que l'antisémitisme justifie et crée le sionisme. Le responsable du Renouveau juif va même plus

## Libre opinion

### Un tragique retour du destin

par DANIEL AMSON (\*)

L'attentat de lundi s'inscrit évidemment dans le contexte général de violence que connaissent les sociétés libérales en cette fin du vingtième siècle et, en ce sens, il est difficile de l'analyser isolément. Mais, si les juifs ont été visés, c'est, sans doute, moins en tant que tels qu'en tant que membres d'une communauté religieuse qui soutient, depuis de longues années, la politique des divers gouvernements d'Israël — qu'ils soient de droite ou de gauche — avec une inconscience qui laisse éberuer.

La reconnaissance de l'État juif, sa lutte contre des voisins qui ne l'acceptaient pas, ses réussites intellectuelles et le courage de ses soldats méritent — et, à beaucoup d'égards, méritent encore — l'admiration. Israël reste le seul État du Moyen-Orient à avoir un système d'élections disputées, où le gouvernement peut être renversé par l'Assemblée ou déposé par le pays.

Mais, la politique, menée depuis plusieurs années par ce gouvernement, a, sans nul doute, été souvent trop rigoureuse et parfois peu humaine. Les Israéliens de la Diaspora — au moins ceux qui habitent des pays libres — devraient donc pouvoir la critiquer, quel que soit l'attachement qu'ils éprouvent, d'autre part, pour l'État juif. Certains l'ont fait, sans toujours être bien compris. Beaucoup — et, d'abord, les instances officielles de la communauté — ont préféré s'enfermer dans un devoir de réserve et considérer comme sacrées les décisions de M. Begin.

Cette attitude était, très largement, irresponsable. L'État juif, comme tous les États, a commis des erreurs et, au moins ceux qui plus — de la multitude des Israéliens en sont convenus à chaque élection, en votant contre la coalition au pouvoir.

En s'obstinant à lui donner raison, dans toutes les circonstances, la plupart des juifs de la Diaspora ont laissé penser qu'ils s'associaient à sa politique et sont apparus, aux yeux de beaucoup, comme responsables de cette politique. Que, dans une période de graves tensions au Moyen-Orient — dans la période, sans doute, où l'action du gouvernement israélien paraît encourir le plus de critiques — des assassins aient « confondu » les habitants de l'État hébreu et les Israéliens de la Diaspora s'inscrit, hélas ! dans la nature des choses. Le terrorisme, odieux et lâche, est simplificateur par sa nature.

C'est, néanmoins, un tragique retour du destin qui a fait que des juifs ont, sans doute, été tués à Paris, à cause de la politique menée par le pays qui avait été créé pour mettre fin aux drames.

### CORRESPONDANCE

## Prendre les armes pour survivre ?

Un de nos lecteurs, qui désire conserver l'anonymat « parce que la peur a surgi », nous écrit :

Comme après chaque attentat antisémite, nous entendons les mêmes discours ministériels : « Nous allons tout mettre en œuvre pour arrêter et punir les lâches auteurs de cet odieux attentat. » Et puis... les choses reprendront leur cours. Nous, juifs de France, en avons assez de la politique d'indifférence et d'abandon des Israéliens antisémites, ces quatre ou cinq dernières années, à rester impuissants. Tous ! C'est simple, et c'est ça l'odieux. Responsabilités ?

L'État français a accepté de clore les yeux sur certains agissements en échange de l'arrêt des attentats visant des Israéliens français en métropole ou à l'étranger.

Autres responsabilités ? Les médias français ont encouragé le conflit israélo-palestinien du Liban d'une manière à tout le moins spéculative, très orientée, pour ne pas dire pro-palestinienne, occultant volontairement des faits ou en donnant une représentation tendancieuse. Cela a permis à un antisémitisme larvé, rampant, de s'exprimer au grand jour.

Il en va de Copernic comme de la rue des Rosiers. De graffiti sur les murs des synagogues en profanations de sépultures juives, jusqu'aux mitraillages d'écoles juives. L'attentat perpétré contre la communauté juive de France, rue des Rosiers à Paris ce jour,

### M. ALAIN DE ROTHSCHILD : « La jeunesse doit être raisonnable »

Une délégation du Consistoire central de France, conduite par son président M. Jean-Paul Elkann, et du Conseil représentatif des institutions juives de France, menée par son président, M. Alain de Rothschild, a été reçue mardi 10 août à l'Élysée par le président de la République. M. Pierre Mauroy lui a apporté des assurances sur un net renforcement des mesures de sécurité pour la communauté juive.

A leur sortie, M. de Rothschild a été interrogé sur la déclaration de M. Begin dont il n'avait pas encore eu connaissance. Sans que ses propos puissent être considérés

comme une réponse officielle du CRIF au premier ministre israélien, M. de Rothschild a rappelé la position traditionnelle des responsables de la communauté juive qui, ayant toujours fait confiance au gouvernement, refusent la constitution d'un groupe d'autodéfense. « Nous nous sommes toujours opposés, a-t-il déclaré, à la contre-réaction, la violence ne doit pas appeler la violence ; aussi nous appelons notre jeunesse à être raisonnable, non pas à accepter, mais à se défendre sans toutefois armer des milices privées, ce qui est contraire à la tradition de notre communauté. »

particulièrement aux tragiques événements de Beyrouth. « Il est plus regrettable encore, mais nous ne pouvons que nous en féliciter, que M. Menahem Begin, chef de gouvernement, ait pu se laisser aller à une telle déclaration. Il est tout à fait normal que le premier ministre israélien ait encouragé ainsi les juifs de France à prendre la parole et à défendre leur communauté qui est la leur. »

« Libération » : Une ruse. « Sa colère native (de M. Begin), après l'attentat mené dans la rue des Rosiers, a été utilisée par ses concitoyens, l'a conduit aux portes de Beyrouth et aujourd'hui à d'étranges déclarations à l'égard de la France et de son peuple. Pourtant au même moment, Begin incline vers une politique proche des scénarios que s'efforce de défendre la diplomatie française. »

« A s'obnubiliser sur l'ingérence » : On s'obnubilera pas l'usage interne que fait Begin de l'attentat de la rue des Rosiers. C'est une ruse de politique classique que d'exercer par un bon émissaire une décision délicate et contestée. L'opinionisme fait dire que la vaine sortie de Begin sert peut-être une bonne cause. »

(GERARD DUPUY.)

« Le Quotidien de Paris » : L'erreur de M. Mitterrand.

« Les anathèmes fulminés par les Israéliens, les slogans hostiles scandés dans la rue des Rosiers, les attaques de presse, la dénonciation de celle qui a rééquilibré que François Mitterrand prononçait lors de son discours devant la Knesset. (...) »

« François Mitterrand doit écouter aujourd'hui l'ampleur de son erreur de jugement. On ne ren-

### Les responsables de la violence

« Les responsables de la violence » : Les responsables de la violence sont les juifs de France, les juifs de France sont les responsables de la violence. Les juifs de France sont les responsables de la violence. Les juifs de France sont les responsables de la violence.

« Les responsables de la violence » : Les responsables de la violence sont les juifs de France, les juifs de France sont les responsables de la violence. Les juifs de France sont les responsables de la violence. Les juifs de France sont les responsables de la violence.

« Les responsables de la violence » : Les responsables de la violence sont les juifs de France, les juifs de France sont les responsables de la violence. Les juifs de France sont les responsables de la violence. Les juifs de France sont les responsables de la violence.

« Les responsables de la violence » : Les responsables de la violence sont les juifs de France, les juifs de France sont les responsables de la violence. Les juifs de France sont les responsables de la violence. Les juifs de France sont les responsables de la violence.

**LUNETTES service**

Si vous avez cassé, perdu ou simplement oublié vos lunettes, il y aura, pour vous, chez Leroy, une solution ultra-rapide.

Dans les centres Leroy répartis dans Paris, 50 spécialistes, hautement qualifiés, vous attendent.

**LEROY OPTICIEN**

du lundi au samedi inclus.

104, Champs-Élysées ▲ ○ ■  
11, bd du Palais  
158, rue de Lyon ▲  
147, rue de Rennes ▲ ○  
5, place des Terres ▲  
27, bd Saint-Michel ○ ■  
127, Fg Saint-Antoine ■  
30, bd Barbès

**Cours d'été.**

**L'accent américain.**

**USA LANGUAGE**

Council on International Educational Exchange.

1, place de l'Odéon  
75006 Paris - 634.16.10







# PROCHE-ORIENT

## LES NÉGOCIATIONS SUR LE RETRAIT DES PALESTINIENS DE LA CAPITALE LIBANAISE

La Tunisie et les deux Yémens ont fait savoir, le mardi 10 août, qu'ils renouaient à Tunis un sommet extraordinaire de la Ligue arabe consacré à la situation au Liban. Cette nouvelle attitude favorise l'initiative du roi Hassan II, qui a proposé une reprise du sommet de Fès, suspendu en novembre 1981 en raison des divergences entre pays arabes au sujet du plan de paix saoudien pour le Proche-Orient.

La proposition du souverain marocain a maintenant reçu l'approbation de la majorité des membres de la Ligue arabe, indique notre correspondant à Tunis Michel Deuré, y compris

celle, mardi soir, de la Syrie. Le Soudan, qui y est également favorable, a, en outre, demandé l'inscription de la réintégration de l'Égypte au sein de la Ligue, à l'ordre du jour de la réunion. L'Égypte est « suspendue d'activité » de l'organisation depuis la signature des accords de Camp David. L'O.L.P. insiste pour sa part pour une réunion des ministres des affaires étrangères au plus tard vendredi.

L'initiative du roi Hassan II se heurte encore, cependant, à l'opposition de plusieurs pays, en particulier de l'Algérie. Le Liban se montre également réticent et insiste pour que les chefs

d'Etat arabes se limitent à la discussion des moyens de mettre en œuvre pour faire face à la crise libanaise, alors que, pour les Marocains, celle-ci ne peut être examinée que dans le cadre de la conjoncture générale arabe.

L'Agence marocaine de presse annonce que le ministre marocain des affaires étrangères, M. Boucetta, a quitté mardi Rabat pour une tournée dans plusieurs pays arabes. Elle indique que son voyage fait suite à la proposition du roi Hassan d'une reprise du sommet de Fès, mais ne précise pas les pays que doit visiter le chef de la diplomatie marocaine.

### Le scepticisme reste de rigueur à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — En acceptant — « en principe » — le plan proposé par M. Habib, le cabinet de M. Begin a suscité l'espoir, notamment dans les milieux politiques israéliens opposés à l'achèvement de la solution militaire à Beyrouth. Mais pour des raisons différentes, le scepticisme reste de rigueur tant au sein de la coalition gouvernementale que dans l'opposition. Car des difficultés importantes demeurent. Tout le monde à Jérusalem s'accorde à penser que M. Habib n'est pas au bout de ses peines et que son plan peut être remis en cause.

Le conseil des ministres a souligné en effet, mardi, que non seulement il demandait un certain nombre d'amendements au projet de règlement américain, mais aussi qu'il exigeait une « condition préalable » à « toute décision » définitive. Israël exige les plus grandes garanties. Il demande que lui soit remise au plus vite la liste « complète » des pays prêts à accueillir les combattants de l'O.L.P., chacun de ces pays devant, en précisant le nombre de manières à ce que le chiffre total corresponde bien à celui des effectifs de l'O.L.P. actuellement retranchés dans la capitale libanaise.

Cette précaution montre à quel point le gouvernement de Jérusalem ne croit pas encore à la réalité d'un accord général. Ce mercredi matin, dans l'entourage du cabinet, on accordait peu de crédit aux déclarations de M. Salim, le négociateur libanais, affirmant que cette liste était déjà constituée et qu'accorderait guère plus d'attention à l'annonce d'une acceptation syrienne pour héberger une partie des fedayin.

On estimait que M. Habib, qui est arrivé mardi soir à Jérusalem et devait s'entretenir mercredi avec M. Begin et les principaux dirigeants israéliens, était fort à faire pour convaincre le gouvernement qu'il est en mesure de satisfaire toutes ses demandes.

Des proches de M. Habib, eux aussi sceptiques, n'ont pas caché qu'il serait difficile de faire accepter les amendements israéliens parce que le plan américain était le résultat d'un fragile compromis entre toutes les parties. L'ambassadeur des États-Unis, M. Lewis, tenu à le faire remarquer lors d'une discussion avec M. Begin avant l'arrivée de

M. Habib, pour tenter d'apaiser les doutes du premier ministre, M. Lewis a dit indiquer que le gouvernement américain était prêt à tout mettre en œuvre pour permettre l'accomplissement du plan d'évacuation.

Au cours des dernières vingt-quatre heures, les États-Unis seraient intervenus de manière pressante auprès de plusieurs pays arabes pour les inciter à accorder l'asile aux combattants de l'O.L.P.

Le conseil des ministres a posé des conditions telles : l'enregistrement des noms de tous les membres de l'O.L.P. se trouvant à Beyrouth (le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shami, estime à environ douze mille le nombre total des personnes qui seront évacuées de Beyrouth) ; il paraît à la fois compter ainsi les membres de l'O.L.P. et les soldats syriens qui se trouvent toujours dans la capitale libanaise ; la libération immédiate du pilote israélien capturé au début de la guerre par les fedayin ; le transfert des corps de neuf soldats israéliens enterrés à Beyrouth-Ouest.

Mais surtout, sous la forme d'une menace, le gouvernement a précisé que toute interruption dans le processus d'évacuation signifierait la fin de l'accord et obligerait la force multinationale à quitter tout de suite Beyrouth. C'est dire que l'armée israélienne se réserve le droit d'intervenir au moindre incident. En tout cas, selon les israéliens, l'annonce de la force multinationale ne doit pas excéder trente jours et c'est pour eux une limite impérative qui est ainsi fixée alors que M. Habib envisageait la prolongation du stationnement du contingent international si le gouvernement libanais en faisait la demande.

Très réticent à l'idée d'une participation d'une unité française, le gouvernement de M. Begin a repoussé d'emblée la proposition de M. Habib selon laquelle cette unité pourrait se déployer juste avant le départ du premier groupe de fedayin. Mais l'initiative américaine paraît suggérer qu'un contingent italien remplace les soldats français, car pour M. Habib, la présence de militaires étrangers à Beyrouth est une assurance qui doit être donnée à l'O.L.P.

D'autre part, les dirigeants de Jérusalem précisent qu'il n'est pas question d'un repli quelconque de l'armée israélienne durant l'évacuation. Ils rappellent que l'ensemble de la force multinationale ne pourra intervenir dans Beyrouth qu'après le départ de la « majeure partie » des « terroristes ». Une concession toutefois : les contingents américains, italiens, français pourraient être accompagnés par des observateurs de l'ONU dont le gouvernement a refusé l'installation la semaine dernière.

Au sein du cabinet, il semble que M. Begin ait été l'un des meilleurs avocats du plan Habib, pourvu que les conditions exigées soient satisfaites. Pour justifier sa satisfaction, le premier ministre a fait remarquer que la plupart des demandes de l'O.L.P. ont été reprises, et qu'un certain nombre de points, en particulier l'absence d'inclusion d'éléments de l'O.L.P. dans l'armée libanaise ou le maintien à Beyrouth de bureaux de l'organisation palestinienne, devaient le projet américain, le plus réservé, pour ne pas dire le plus hostile, à été une nouvelle fois le ministre de la défense, M. Sharon.

Il aurait fait, au cours du conseil des ministres, des commentaires particulièrement caustiques à propos du document transmis par M. Habib. Il n'a pas dissimulé son opinion selon laquelle l'accord multilatéral prévu ne pourra pas être appliqué jusqu'au bout. Pour certains ministres, l'attitude de M. Habib, même durant l'évacuation, et de proposer en cas d'incident de se retirer de l'évacuation, est une violation du cessez-le-feu durant le départ des hommes de l'O.L.P. Plusieurs de ses collègues ont fait valoir qu'il était opposé à une telle attitude qui, selon eux, risquerait d'irriter le gouvernement américain et de remettre en cause l'évacuation des « terroristes ».

FRANCIS CORNU.

### Le « oui, mais... » de M. Begin

(Suite de la première page.)

On se demande dès lors à Beyrouth si le principal objectif de l'évacuation des fedayin n'est pas de laisser place nette à l'armée israélienne et à ses alliés phalangistes pour occuper la capitale, ou du moins la contrôler, afin d'y installer un gouvernement « fort » qui ne tarderait pas à faire la paix avec l'Etat hébreu. Un second « Camp David » serait ainsi réalisé, mais cette fois-ci par la force armée.

Le gouvernement de M. Begin justifie sa position concernant la mise en place progressive de la force multinationale et le bref délai du mandat de celle-ci par sa crainte de constater qu'un certain nombre de fedayin, s'abritant derrière les unités internationales, refusent en dernier ressort de quitter la capitale libanaise. MM. Begin et Sharon ont d'ailleurs fait savoir depuis quarante-huit heures que l'armée israélienne n'hésiterait pas à intervenir pour déloger les récalcitrants, même avant le rapatriement de la force multinationale. Une formule susceptible de rassurer Jérusalem a été élaborée : le mandat des contingents internationaux ne serait renouvelé au-delà des trente jours, que sur la demande du président Sarkis et de son gouvernement ; si des infractions de la part des fedayin devaient être relevées, et si des mesures prises localement ne réussissaient pas, en autoriserait le général Sharon à régler lui-même le problème. Ce compromis a été semblé-t-il regretté par le gouvernement de M. Begin.

Une autre condition posée par ce dernier va donner du fil à retordre à M. Arafat : Israël exige en effet qu'on lui livre une liste complète des « terroristes », en précisant leur destination individuelle. En d'autres termes, on demande à M. Arafat de révéler l'identité et la localisation de tous ses hommes, sans exception. Difficulté supplémentaire : le chef de la diplomatie israélienne, M. Shimon Peres, a déclaré que le nombre total des combattants qui devraient être évacués de Beyrouth. Des sources proches de l'O.L.P. avaient fait état de 6 000 à 9 000 fedayin et il y aurait à peu près un millier de soldats

#### La liste des « terroristes »

Une autre condition posée par ce dernier va donner du fil à retordre à M. Arafat : Israël exige en effet qu'on lui livre une liste complète des « terroristes », en précisant leur destination individuelle. En d'autres termes, on demande à M. Arafat de révéler l'identité et la localisation de tous ses hommes, sans exception. Difficulté supplémentaire : le chef de la diplomatie israélienne, M. Shimon Peres, a déclaré que le nombre total des combattants qui devraient être évacués de Beyrouth. Des sources proches de l'O.L.P. avaient fait état de 6 000 à 9 000 fedayin et il y aurait à peu près un millier de soldats

syriens. Pour que le « plan Habib » puisse être mis en œuvre. A supposer que tous les autres obstacles aient été écartés, il faudrait que M. Arafat « retrouve » au moins 3 000 fedayin supplémentaires.

Le scepticisme qui se manifeste dans les milieux dirigeants israéliens est motivé encore par la confusion qui règne au sujet de la destination des combattants palestiniens. D'un côté, l'insistance de Jérusalem pour recevoir une liste complète des pays arabes disposés à accueillir les fedayin ainsi que le nombre que chacun d'entre eux hébergerait. Aux dernières nouvelles, en cette fin de matinée du mercredi 11 août, sept Etats arabes se sont mis sur les rangs : la Tunisie, le Soudan, la Jordanie, la Syrie, l'Irak et les deux républiques yéménites. Cependant, leur « hospitalité » est très sélective : la Tunisie n'accueillerait que « le premier contingent » qui quitterait Beyrouth. Le Soudan ne prendrait que six cents fedayin pas un de plus. La Jordanie rapatrierait uniquement les Palestiniens de citoyenneté hachémite, environ un millier. La Syrie, à en croire le dirigeant libanais, M. Salim, recevrait quelque quatre mille six cents fedayin appartenant à des organisations qui lui sont proches ainsi que les dirigeants de l'O.L.P. L'Irak et les deux républiques yéménites, pour leur part, ne pourraient héberger qu'environ deux mille combattants.

Quant à l'Égypte, qui avait été le premier pays arabe à annoncer son intention d'abriter les Palestiniens, elle a réitéré mardi son positionnement apparemment inébranlable, à savoir qu'elle n'ouvrirait ses portes que si « un règlement global » était amorcé au sein du Proche-Orient. Le Caire laisse entendre qu'il modifierait son attitude, si, pour le moins, les États-Unis devaient reconnaître l'O.L.P. et engager avec elle un dialogue devant conduire à une paix définitive israélo-palestinienne.

Au-delà de ces multiples problèmes « techniques », les deux protagonistes du drame jouent une partie qui paraît être, à leurs yeux du moins, cruciale. Si les Palestiniens et leurs alliés libanais veulent assurer leur sécurité et leur avenir, les israéliens cherchent à s'entourer de

garanties pour que leur victoire militaire ne se transforme pas en revers politique. Pour le général Sharon, sorti des « terroristes » de Beyrouth-Ouest n'est que le premier de ses trois objectifs, les deux autres consistant à « chasser » les Syriens du Liban et installer, à Beyrouth, un gouvernement à la dévotion d'Israël. Si la force multinationale devait s'installer à demeure dans la capitale libanaise, dès lors, le ministre israélien de la défense pourrait difficilement mener sa stratégie à son terme. On imagine alors les conséquences qu'un tel échec pourrait avoir pour son avenir personnel et celui du gouvernement que préside M. Begin.

ERIC ROULEAU.

### A travers le monde

#### Kenya

● JAMES GUICHURU, qui joua un grand rôle dans la lutte pour l'indépendance du Kenya, est mort, mardi 10 août, à Nairobi, à l'âge de 88 ans. Il avait été le premier président de l'Union nationale africaine du Kenya (KANU), dont il devait occuper la direction à Jomo Kenyatta, après la libération de ce dernier par les autorités britanniques en 1961. Il devait ensuite demeurer l'un des conseillers les plus proches du président Kenyatta, dont il fut le ministre des finances et de la défense. Le président Arap Moi, qui a succédé en 1978 à Kenyatta, lui avait confié le poste de ministre d'Etat à la présidence. — (A.P.P.)

#### Philippines

● DEUX PRÊTRES ONT ÉTÉ ARRÊTÉS par la police militaire à la suite de la découverte de documents « subversifs » dans l'école d'un village situé à un peu plus de deux cents kilomètres au nord de Manille. Les deux religieux, les Pères Théodore Bandana et German Sandring, ainsi qu'un laïc, ont été appréhendés dans une église de la région. — (A.P.P.)

#### Syrie

● EXÉCUTION D'UN « ESPION ». — Un déserteur syrien, M. Zouheir Boutros, a été pendu sur la grande place de Damas pour espionnage au profit d'Israël, rapporte, mardi 10 août, la presse de la capitale syrienne. Zouheir Boutros aurait été chargé de recueillir des informations à caractère militaire en Syrie et de les transmettre aux services de renseignements israéliens, par l'intermédiaire d'officiers de liaison établis dans certaines capitales de l'Europe occidentale, affirme-t-on de même source. — (A.P.P.)

#### Tchad

● M. HUSSEIN HABIB AU GABON. — Le président du conseil d'Etat tchadien a quitté N'Djamena, le 10 août, pour aller rencontrer à Francoville (Gabon) le colonel Kamougue, président du « Comité permanent » (organe politique militaire du sud tchadien), et M. Cheikh Ibn Omar, successeur d'Acyl Ahmat à la tête du Conseil démocratique révolutionnaire tchadien. Cette réunion fait suite à une première table ronde entre tchadiens organisée par le président Bongo les 10 et 11 juillet à Libreville. — (A.P.P., Bostel.)

#### Témoignage

##### MÉDECIN A BEYROUTH-OUEST

Nous avons reçu ce témoignage du docteur Paramelle :

Je suis resté à Beyrouth-Ouest, du 22 juillet au 7 août, travaillant comme médecin volontaire au collège protestant rue Madame-Curie, sous pavillon français et pavillon de la Croix-Rouge. L'hôpital abrite des blessés, femmes et enfants, notamment des enfants évacués d'autres hôpitaux. La semaine dernière, nous avons reçu une requête dans le jardin, deux obus près de la façade sur rue, sifflant les portes des chambres où demeurent le personnel soignant, faisant voler en éclats les vitres des bâtiments où dorment les enfants. Un de nos médecins a été légèrement blessé par un éclat. J'ai également ramassé des morceaux de coquille de bombe à fragmentation dans le jardin.

Je m'élevais avec indignation contre les bombardements incessants des hôpitaux et de la population civile à Beyrouth-Ouest. En treize jours, nous n'avons connu que vingt-quatre heures de calme. Au blocs extrêmement sévère, aux risques d'épidémie, au manque de plus en plus grave de médicaments, vient s'ajouter la terreur des bombes qui peuvent tomber n'importe où et n'importe quand.

Depuis la dernière bombe de vendredi dernier, qui a fait littéralement disparaître sous terre un immeuble entier avec plus de deux cents réfugiés, il n'existe à Beyrouth aucun endroit où l'on puisse se réfugier. J'ai constaté de nombreux états de choc émotionnel : anorexie grave, état stuporeux ou confusionnel.

Je lance un appel pour que cesse le massacre des habitants de Beyrouth-Ouest. Je lance particulièrement un appel à la Société psychanalytique internationale et américaine dont je fais partie et à la Société psychanalytique de Paris, pour qu'elles usent de leur influence afin que cesse le meurtre collectif de la population libanaise et palestinienne à Beyrouth.

##### UN JOURNAL ISRAËLIEN ACCUSE UN DIPLOMATE FRANÇAIS D'AVOIR TRAVAILLÉ POUR LA SYRIE

Tel-Aviv (A.P.P.). — Le quotidien israélien *Yedioth Aharonoth* a publié mardi 10 août le fac-similé d'un document émanant des Forces arabes de dissuasion syriennes au Liban, daté du 4 avril 1982 et donnant des informations « communiquées par M. Marcel Aymon (transcription phonétique), premier conseiller à l'ambassade de France à Beyrouth ».

Ce document « ultra-sécret » affirme : « M. Marcel Aymon nous a annoncé qu'Israël a décidé d'attaquer le P.C. et les bases militaires palestiniennes à Beyrouth. L'attaque doit être réalisée par des forces aériennes (...). Selon M. Marcel Aymon, le gouvernement israélien a abouti à la conclusion qu'une attaque par des forces terrestres coûterait trop cher à Israël (...). La situation particulière dans laquelle se trouve le gouvernement Begin ne lui permet pas de subir de pertes trop lourdes (...), mais l'existence d'attaques terrestres ne doit pas cependant être exclue ».

Selon le journal, qui accuse le diplomate français d'avoir ainsi travaillé pour les Syriens, ce document a été saisi dans un casernement de la Force arabe de dissuasion syrienne, à Beyrouth-Est, par les troupes israéliennes. (On se refuse, au Quai d'Orsay, à commenter officiellement une accusation sans fondement. On fait simplement remarquer qu'aucun diplomate en poste au Liban ne se nomme Marcel Aymon. Le premier conseiller actuel est M. Daniel Husson, il a succédé à M. Marcel Guillaumat.)

● Deux soldats israéliens ont été tués mardi et un autre blessé par l'explosion d'une mine, au Sud-Liban, alors qu'ils circulaient à bord de leur véhicule, a annoncé le porte-parole de l'armée israélienne. L'accident, a-t-il précisé, s'est produit à Zahle, dans le secteur central du Sud-Liban. — (A.P.P.)

### « Optimisme prudent » à Washington

De notre correspondant

Washington. — L'annonce de l'accord de principe de plusieurs pays arabes d'accueillir un certain nombre de membres de l'O.L.P. a été reçue avec soulagement, mardi 10 août à Washington. Le département d'Etat continue à maintenir le silence sur les détails du nouveau « plan Habib », mais se déclare « prudemment optimiste ». « Les premières réactions israéliennes sont encourageantes », a déclaré le porte-parole, et nous espérons que les progrès vont continuer. « Il a cependant insisté une fois de plus sur l'importance du respect du cessez-le-feu ».

Il a jugé « encourageantes » les consultations en cours avec les officiels libanais et palestiniens. Il a toutefois précisé que les négociateurs américains ne veulent de contact avec l'O.L.P. que par Libanaise Interposée. Les nouvelles conditions mises par les Égyptiens à l'acceptation de membres de l'O.L.P. ne lui paraissent pas inquiétantes dans la mesure où elles ne contredisent nullement les accords de Camp David. Il a souligné que les négociations avec les pays arabes qui pourraient accueillir l'O.L.P. continuent « par divers canaux diplomatiques ». Interrogé sur l'avenir de l'O.L.P. après son évacuation de Beyrouth, le porte-parole a déclaré que son statut serait décidé par les divers pays d'accueil. Il a ajouté : « Nous avons précisé à plusieurs reprises que l'avenir des Palestiniens doit être envisagé dans un règlement qui doit s'intégrer dans un processus de paix globale au Proche-Orient... ».

#### M. Shimon Peres rencontre M. Shultz

Comme on lui demandait si l'évacuation de l'O.L.P. concernerait aussi les Palestiniens installés dans d'autres parties du Liban, notamment à Baalbek, le porte-parole a déclaré que les efforts en cours concernaient le sort immédiat des Palestiniens de Beyrouth.

Le chef de l'opposition travailliste israélienne, M. Shimon Peres, s'est déclaré, lui aussi, optimiste, après les entretiens qu'il a eus mardi avec M. Reagan et avec le secrétaire d'Etat, M. Shultz.

« Nous sommes très près de résoudre le problème de Beyrouth », a-t-il déclaré à sa sortie de la Maison Blanche. « J'ai dit au président que nous estimons que le temps est venu de résoudre le problème palestinien d'une manière pacifique. L'O.L.P. était un obstacle sur la voie de la paix, mais lorsqu'elle sera éliminée, il y a une bonne chance que certains Palestiniens, et peut-être la Jordanie, rejoignent le camp de la paix ».

#### « Une position unique »

« L'Amérique est aujourd'hui dans une position unique au Proche-Orient, a-t-il ajouté, car l'Union soviétique a perdu beaucoup de terrain, sur le plan militaire autant que diplomatique. Américainement, parce que la technologie américaine est de loin supérieure à la russe, et aussi parce que les performances diplomatiques des Soviétiques ont été extrêmement mauvaises ».

Assurant que les différends américano-israéliens « ne sont qu'un phénomène passager », et qu'il rapporte à son pays un « message d'amitié et de coopération des États-Unis », M. Peres a exprimé à M. Reagan ses regrets pour les pertes en vies arabes et israéliennes. « Tous les sangs sont du même rouge », a-t-il dit, et toutes les vies devraient être respectées ».

Après son entretien avec M. Shultz, le chef de l'opposition travailliste a prédit qu'un accord final sur le départ de l'O.L.P. de Beyrouth pour-

rait être signé dans une semaine ou deux. Comme on lui demandait si le secrétaire d'Etat estimait que l'acceptation de principe donnée par le cabinet Begin au plan de retrait des Palestiniens constituait une « période diplomatique », M. Peres a répondu par l'affirmative. Et il a ajouté : « Nous estimons que le temps est venu de résoudre le problème palestinien diplomatiquement, pacifiquement, par des négociations basées sur un compromis. Lorsque l'O.L.P. sera partie, nous devrons utiliser cette situation nouvelle pour recréer un Proche-Orient fidèle à son image traditionnelle, capable de vivre dans la paix et le respect mutuel ».

M. Peres a encore indiqué qu'il souhaitait voir Israël renouer les négociations avec l'Égypte sur l'autonomie des Palestiniens de la rive occidentale et de la bande de Gaza, avec une participation de certains de leurs représentants et de la Jordanie, « pour que ces négociations aient un sens ».

Les propos de M. Peres ont été relevés avec intérêt dans la capitale fédérale, où on les rapproche du projet d'« élargissement des accords de Camp David », prêt à M. Shultz.

NICOLE BERNHEIM.

**J.C. FLÜGEL**  
**LE REVEUR NU**  
 DE LA PARURE VESTIMENTAIRE  
 (The Psychology of Clothes)  
 "Superbement intelligent, limpide, et d'un constant humour."  
 MICHELLE DESBRIÈRE/NOUVEL OBSERVATEUR  
 "La plus formidable somme de faits vestimentaires jamais réalisée."  
 R. LEMOINE/LEUCORNE/1/ARS  
 La Psychanalyse prise au mot - 80 F

**AUBIER**

## Canada

### M. Ryan abandonne le parti libéral

Le chef de la délégation canadienne à la Conférence de la Ligue arabe, M. Ryan, a annoncé mardi qu'il abandonne le parti libéral pour se joindre à l'opposition. M. Ryan, député libéral, a déclaré qu'il ne pouvait plus soutenir le gouvernement de M. Mulroney, en raison de sa politique au Proche-Orient. Il a annoncé qu'il se joindrait à l'opposition libérale, sous la direction de M. Mulroney.

De notre correspondant

Le chef de la délégation canadienne à la Conférence de la Ligue arabe, M. Ryan, a annoncé mardi qu'il abandonne le parti libéral pour se joindre à l'opposition. M. Ryan, député libéral, a déclaré qu'il ne pouvait plus soutenir le gouvernement de M. Mulroney, en raison de sa politique au Proche-Orient. Il a annoncé qu'il se joindrait à l'opposition libérale, sous la direction de M. Mulroney.

Le chef de la délégation canadienne à la Conférence de la Ligue arabe, M. Ryan, a annoncé mardi qu'il abandonne le parti libéral pour se joindre à l'opposition. M. Ryan, député libéral, a déclaré qu'il ne pouvait plus soutenir le gouvernement de M. Mulroney, en raison de sa politique au Proche-Orient. Il a annoncé qu'il se joindrait à l'opposition libérale, sous la direction de M. Mulroney.

Le chef de la délégation canadienne à la Conférence de la Ligue arabe, M. Ryan, a annoncé mardi qu'il abandonne le parti libéral pour se joindre à l'opposition. M. Ryan, député libéral, a déclaré qu'il ne pouvait plus soutenir le gouvernement de M. Mulroney, en raison de sa politique au Proche-Orient. Il a annoncé qu'il se joindrait à l'opposition libérale, sous la direction de M. Mulroney.

Le chef de la délégation canadienne à la Conférence de la Ligue arabe, M. Ryan, a annoncé mardi qu'il abandonne le parti libéral pour se joindre à l'opposition. M. Ryan, député libéral, a déclaré qu'il ne pouvait plus soutenir le gouvernement de M. Mulroney, en raison de sa politique au Proche-Orient. Il a annoncé qu'il se joindrait à l'opposition libérale, sous la direction de M. Mulroney.

Le chef de la délégation canadienne à la Conférence de la Ligue arabe, M. Ryan, a annoncé mardi qu'il abandonne le parti libéral pour se joindre à l'opposition. M. Ryan, député libéral, a déclaré qu'il ne pouvait plus soutenir le gouvernement de M. Mulroney, en raison de sa politique au Proche-Orient. Il a annoncé qu'il se joindrait à l'opposition libérale, sous la direction de M. Mulroney.

Le chef de la délégation canadienne à la Conférence de la Ligue arabe, M. Ryan, a annoncé mardi qu'il abandonne le parti libéral pour se joindre à l'opposition. M. Ryan, député libéral, a déclaré qu'il ne pouvait plus soutenir le gouvernement de M. Mulroney, en raison de sa politique au Proche-Orient. Il a annoncé qu'il se joindrait à l'opposition libérale, sous la direction de M. Mulroney.

Le chef de la délégation canadienne à la Conférence de la Ligue arabe, M. Ryan, a annoncé mardi qu'il abandonne le parti libéral pour se joindre à l'opposition. M. Ryan, député libéral, a déclaré qu'il ne pouvait plus soutenir le gouvernement de M. Mulroney, en raison de sa politique au Proche-Orient. Il a annoncé qu'il se joindrait à l'opposition libérale, sous la direction de M. Mulroney.







# ASIE

Bangkok — Le prince Souvanna Phouma, ancien premier ministre laotien, aujourd'hui chef du gouvernement de ce pays, vient d'arriver à Bangkok. Il vient d'arriver à Bangkok, d'après les journaux locaux, pour un séjour privé de plusieurs semaines. Son dernier voyage dans notre pays remonte à 1971. M. Claude Cheysson, ministre des Affaires étrangères, a exprimé le souhait de recevoir le prince Souvanna lors de son séjour à Paris.

(Paris et son séjour ont rétabli le 8 septembre 1972, les liens diplomatiques interrompus en 1970, par l'expulsion du Laos de deux diplomates français. Le nouvel ambassadeur de France à Vientiane, M. J.-N. de Bredine de Lacoste a été nommé le 22 septembre 1972.)

5, rue des Baillans, 75427 Paris Cedex 09  
Publication mensuelle du Monde - En vente partout  
Le numéro : 10 francs

Par avis parachute sur place appelez ou écrivez:  
Archikol - fâcheux  
BP 84 - 84006 AVIGNON  
Tél. 90/8573 94



## ARTS ET SPECTACLES

## FESTIVAL DE TAORMINA

## Les films sur la mer

AVEC ses gradins disposés en arc de cercle, si hauts et si vastes que trente mille spectateurs peuvent y trouver place, avec son parterre réservé aux notables et son écran géant qu'encadrent des colonnes dorées et des ruines de briques, le théâtre grec de Taormina se transforme, le temps d'un festival, en salle de cinéma.

Les projections ont lieu la nuit, sous un ciel orné d'étoiles où le lunaire, à l'entracte, fait son apparition. Le public est bruyant, bon enfant, tour à tour enthousiaste, et moqueur. On applaudit, on siffle, on s'interpelle d'un rang à l'autre, on se chamaille, et, tandis que les « mammas » s'éventent énergiquement, les pifflements des gosses se mêlent aux rires des filles. Le tapage, le désordre, sont ici nécessaires à la fête. Nous sommes en Italie, mieux encore, en Sicile.

C'était, cette année, le troisième Festival de Taormina. Une section compétitive et une section informative composaient, sous la direction de Guglielmo Biraghi, le programme. Au nombre de douze, les films en

compétition étaient tous des premières ou secondes œuvres. De cette sélection, dans son ensemble honorable, deux films émergeaient qui furent l'un et l'autre couronnés.

Le « Charybde d'or » est revenu à l'émotion, du Britannique Colin Gregg. Avant d'embarquer pour un long périple, cinq marins de la Royal Navy passent à Plymouth leurs dernières heures de liberté. Chacun a ses propres problèmes qu'il s'agit de résoudre avant le départ. L'enquête menée par l'un d'eux pour découvrir l'identité d'un inconnu rattaché à mort dans un bouge constitue l'un des fils conducteurs du récit.

Le style de Colin Gregg, qui a trente-cinq ans et vient de la télévision, n'est pas sans rappeler celui de son compatriote Kenneth Loach. Même réalisme, même esprit, même féroce tranquillité. C'est dans l'alcool, la violence physique et verbale, que ses héros trompent leur inaptitude à vivre une vie normale. Apprentis guerriers (et comment ne pas penser au conflit des Malouines en voyant ce film ?), façonnés par

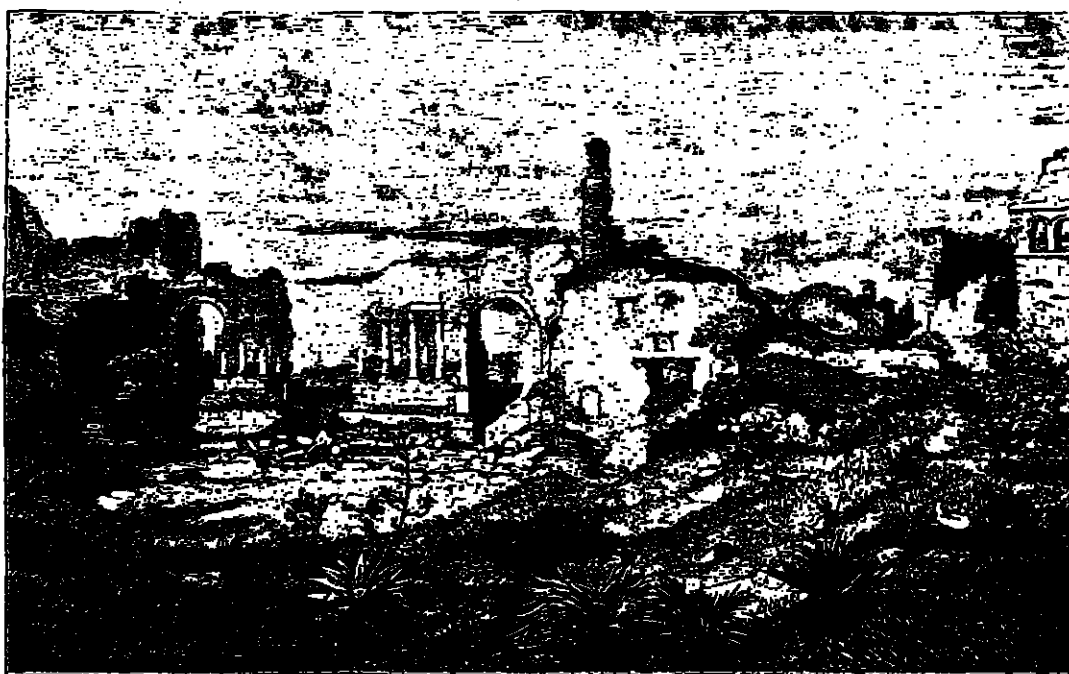
ce que le cinéaste appelle la « sous-culture militaire », ils ne sortent au fond que ce que l'on a voulu qu'ils deviennent. Des jeunes brutes obscures, pourtant, l'enfance est encore proche et qui se montrent, à l'occasion, capables de générosité et de tendresse.

Il y a dans ce film océanique, parfois désespéré, une force brutale, une vitalité fiévreuse, qui emportent l'adhésion. Colin Gregg ne réussit pas toujours à maîtriser la complexité du scénario. Mais ces maladresses s'oublient vite. Ce qui compte ici, c'est le regard, la complexité de l'auteur. Mieux que du savoir-faire, l'émotion révèle un vrai tempérament de cinéaste.

Tout aussi intéressant et prometteur était le film du Hongrois Peter Gothar, le Temps suspendu (« Charybde d'argent »), déjà présenté à Cannes à la quinzième des réalisateurs. L'action, qui se déroule entre 1963 et 1967, a pour héros des adolescents et pour principal décor un lycée de Budapest.

Par certains des thèmes qu'il aborde (premiers amours, rapports des étudiants avec leur famille et leurs professeurs, anglophobie et révolte face à la vie qui s'ouvre devant eux), ce film fait penser à *Il ou à l'Amérique* de Grazioplene. Mais ce serait fausser son esprit que de le définir par ces seules références. Le Temps suspendu est, en effet, avant tout un film « historique » (pour ne pas dire politique), une analyse des mutations de tous ordres survenues en Hongrie dans les années qui suivirent les événements de 1956.

Deux générations s'opposent : celle des adultes qui ont connu l'oppression stalinienne et dont certains, en 1956, prirent les armes ou choisirent l'exil, et celle de leurs enfants, arrivés maintenant à l'âge de comprendre et de juger. Tandis que les premiers cherchent tant bien que mal à s'intégrer à la société, les se-



Ruines du théâtre de Taormina, en Sicile. — Dessin de de Biazar, d'après aquarelle.

conds rêvent d'une autre vie, d'un monde différent et n'ont que mépris et méfiance à l'égard de leurs aînés. Chahuter les maîtres, boire du coca-cola, danser le rock, organiser de dérisoires tentatives d'évasion : s'ils

n'ont guère d'autres moyens de manifester leurs espoirs, du moins les utilisent-ils avec toute la fougue et l'insolence de la jeunesse. Jusqu'au jour où, sans doute, à leur tour, ils accepteront l'ordre établi.

## Temps suspendu, heures du silence

Ce film brumeux, glauque comme un soir d'hiver, sous-entend plus de choses qu'il n'en dit, mais en dit certaines avec une rare audace. Par ce qu'il symbolise, tel personnage secondaire prend soudain un surprenant relief. Et, sous la voile de l'ironie, l'émotion est toujours présente. D'une mosaïque d'incidents sans doute autobiographiques, Peter Gothar a su faire un témoignage qui dépasse largement son expérience personnelle. C'est un passé proche, sinon au présent, de la Hongrie que remplit le Temps suspendu. D'où la gravité de l'œuvre et sa réussite.

Aucun des autres concurrents du Festival n'atteignait le niveau de l'émotion et du Temps suspendu.

Le « Charybde de bronze » est allé au film de la Hollandaise Marlen Gorris, le Silence de Christine M. Trois clients d'un magasin commencent sur la personne du vendeur un meurtre gratuit dont une psychanalyste cherche à comprendre les raisons. Il s'agit évidemment d'un apologue qui tend à démontrer que l'heure est venue pour les femmes de se libérer de la tyrannie des hommes. Seule une certaine distanciation onirique pouvait rendre acceptable cet « antiréalisme » sanguinaire. Mais le réalisme appliqué de la mise en scène dément les intentions astrales qu'affirme avoir eues la réalisatrice.

Signalons encore les belles images — trop sophistiquées peut-

être — du tableau pastoral que constitue le film tunisien de Tahar Louadi, l'Ombre de la terre : la suspense psychanalytique — et typiquement britannique — distillé par Brimstone, de Richard Loncraine ; le charme nostalgique du western canadien de Philip Borson, The Grey Fox (prix d'interprétation pour Richard Farnsworth) ; l'aimable exotisme de Countryman du Jamaïcain Dickie Jobson. Et saluons la mention spéciale accordée par le jury unanime à Mourir à trente ans, le film de Romain Goupil que Cannes (Semaine de la critique) nous avait déjà fait découvrir et aimer.

Le dernier soir, après la lecture du palmarès, ensemble, les vingt-cinq mille spectateurs présents dans l'immense amphithéâtre illuminé, selon la tradition, la bougie qu'ils avaient apportée. Vingt-cinq mille petites flammes pour dire adieu à la grande lumière qui venait de s'éteindre sur l'écran. Étonnant moment d'émotion. Jamais nous n'avons vu un tel élan de complicité et de ferveur populaires accompagner la mort d'un festival.

JEAN DE BARONCELLI

## « CINÉMA RUSSE ET SOVIÉTIQUE »

## Dans les vagues de l'histoire

SIXIÈME titre de la collection « Cinéma-pluriel » (1) que dirige Jean-Loup Passek dans le cadre des cycles cinématographiques organisés par le Centre Georges-Pompidou, *Cinéma russe et soviétique* est un volume illustré divisé en deux parties d'inégale longueur, la première servant d'introduction à un catalogue où sont répertoriés quelque deux cents films.

Plus qu'aucun autre, le cinéma russe a été façonné par les vagues de l'histoire. Le tableau chronologique qui, au début du livre, met en parallèle les principaux faits cinématographiques et les événements politiques, économiques et sociaux dont ils furent contemporains en apporte, s'il en était besoin, la preuve. Suivies d'une dizaine de chapitres, rédigés par différents auteurs, et à travers lesquels nous pouvons suivre, dans ses grandes lignes, l'évolution d'un art qui prit naissance vers 1908 à Moscou et à Saint-Petersbourg.

De ce survol, dont la brièveté limite l'ambition et qui ne saurait rivaliser avec les études de Jay Leyda ou de Luda et Jean Schnitzer, on retiendra plus particulièrement les pages consacrées par Bernard Eisenschitz, au cinéma des années 20, époque marquée par une intense activité théorique chez les tenants d'une avant-garde qui se voulait « en correspondance immédiate avec le cours de la révolution », mais, également, sous l'influence modératrice de la NEP, par un retour à une production plus traditionnelle. Le film d'Abram Room, *Trois dans un sous-sol*, que l'on a pu voir récemment à la télévision française, est un exemple de ces contradictions et de ces paradoxes.

Dans un autre chapitre, Emile Breton analyse le réalisme socialiste naissant et y voit « la recherche d'une mise en harmonie du cinéma avec l'ensemble du corps social », recherche qu'il distingue des « recettes et des stricts canons qu'on laissera subsister le jdanovisme des années 40 ». Ce qui nous conduit à la « glaciation » stalinienne, dont Albert Corvini affirme qu'elle fut moins uniforme, plus encombrée de contraintes et de contre-contraintes, que les films consacrés aux héros du travail et ceux inspirés par le culte de Staline ne le laisseraient supposer.

Pour Marcel Martin, le « dégel » khrouchtchevien fut caractérisé par une réhabilitation de l'individu et des sentiments personnels, sans que soit pour autant admis le pessimisme existentiel qui perçait dans certains ouvrages (le *Pai Vingt ans* de Khoutiev par exemple). Hommage est enfin rendu par le même historien aux jeunes maîtres de la

« nouvelle vague soviétique » (Tarkovski, Mikhaïlov, Konchalovski, Klimov, Panfilov, Smirnov...), cinéastes dont les œuvres les plus intéressantes eurent souvent (et ont souvent) maille à partir avec la censure.

En dépit de leur brièveté et de quelques points de vue discutables, ces textes ont une valeur informative certaine.

La seconde partie de l'ouvrage nous propose une liste de 227 films classés par ordre chronologique. Chaque film est accompagné d'une fiche technique, d'un résumé du scénario et d'une ou de plusieurs notices critiques. A quoi s'ajoute plus rarement un commentaire du réalisateur.

Bien que la longueur des notices soit en principe proportionnelle à l'importance de l'œuvre considérée, le laconisme ou le conformisme de certaines nous laissent sur notre faim. Et un curieux déséquilibre se manifeste parfois dans l'analyse des œuvres d'un même auteur (tandis que les *Cherchons de feu* de Paradjanov, semblent quelque peu sous-estimés, une large — et juste — place est faite à *Soyuzdetfilm*). Plus qu'un véritable panorama critique, ce catalogue doit donc être considéré comme un instrument de travail, un recueil de références. Jean-Loup Passek prend d'ailleurs soin de nous avertir que son but est de fournir « une documentation brève ». A l'histoire, en cinéphilie, au spectateur de modifier, de compléter, d'assurer en quelque sorte un rééquilibre selon sa propre optique.

Un dernier mot concernant le système de transcription des noms propres. Les auteurs ont cru bon d'adopter une graphie dont ils nous disent qu'elle est celle qu'utilisent la plupart des slavistes français. Pour être justifiable, cette méthode n'en est pas moins la lecture du livre. Si l'on reconnaît aisément Eisenstein dans Eisenstein et Youtkevitch sous Yutkevitch, on a plus de peine à admettre la métonymie de Tchoukhraï en Choukhraï ou celle de Kheifits (le réalisateur de *La Dame au petit chien*, d'après « Chehov ») en Hejfic. Un tableau concordance graphique placé au début du livre facilite évidemment les recherches. Mais on enrage un peu d'avoir à s'y reporter, et il eût sans doute mieux valu que les auteurs en restent à la francisation classique, quitte à indiquer la graphie savante dans le répertoire alphabétique.

J. DE B.

(1) « Cinéma russe et soviétique », L'Équerre, Centre Georges-Pompidou, 344 pages, 175 F.

## l'art de Paris

## Chausseur

Qu'est-ce qui attire d'abord les regards ? La jambe, le pied, la démarche. La démarche change avec la chaussure. La chaussure est la touche ultime de l'élégance. Talons aiguilles ou bottier, semelles plates, cuir multicolore, strassés, brillants, sobrement pratiques... Sans être félicité, on peut avouer que, dans les vitrines, les chaussures attirent comme des friandises luxueuses. Il y a les chaussures pour rêver et celles pour porter. Il faut bien marcher, qu'on ait le pied grand, petit, rond, cambré ou mince. Il faut bien habiller le pied : « Je me dois de vendre les modèles que nous fabriquons », dit Tony Carel.

## TONY CAREL

## Le pied joli

NEUF boutiques à Paris, des stands dans les grands magasins, une usine en province, une douzaine de collections à chausser, une marque : Carel. Un jeune homme prénommé Tony, volubile, d'allure sportive, chemise à carreaux, casque de moto, dirige les boutiques, l'usine, un bureau de création où ils sont trois à travailler, et à se voler l'un l'autre pour arriver à des modèles un peu violents. Tony Carel affectionne le franc langage et le ton polé.

Sa tâche est double : compléter les silhouettes mode représentées par des mannequins de 1,76 mètre minimum, qui se balancent, tournent sur un plancher, ne vont nulle part. Puis, commercialiser des chaussures qui font le pied joli, sont destinées à des femmes pas forcément d'avant-garde, d'une taille entre 1,80 et 1,85 mètre, et qui doivent supporter les innombrables pénétrations quotidiennes. Les modèles des collections se discutent avec les stylistes, sans voir les vêtements, ni mieux d'après les dessins :

« Ils viennent avec leurs idées ; expliquent leur silhouette, sont fermement « moi je », n'ont pas besoin de l'être. Des gens comme Mugler Montana, Gaudier donnent l'impression d'appartenir à une élite, ils penchent vers la haute couture — Je nous mettons pas, la mode est le résultat d'un snobisme. D'autres comme Kenzo, Donatella, visent une cible plus large. Je m'adapte à ce qu'ils sont. Anne-Marie Beretta, par exemple, laisse faire. Mugler sait très précisément ce qu'il veut, ses thèmes sont bien exprimés, bien clairs : les secrétaires, les caniches, les chatons... Catalano se situe entre les deux.

« Les étrangers viennent à Paris, c'est là que ça se passe. Pour les chaussures et le milieu, les Italiens sont rois — ce sont les Japonais de l'Occident — mais on peut fabriquer en France, nous le faisons. Les idées naissent à Paris, ainsi Maud Frizon, Sacha — Voyez, je vous parle des autres. Vous savez qu'on a exporté des bottes Western aux USA ? Et on trouve du Sacha dans le monde entier. La copie, c'est tout un talent. Il faut être très fort pour copier ce qui va se vendre, pour faire du beau dans des matières meilleur marché.

« La chaussure coûte cher. Dans le prix de revient, compte celui de la main-d'œuvre et surtout des pertes : jeter 50 % d'une peau est normal. On vous fournit le chevreau avec la patte et le cou. On se sert du reste sans pouvoir couper. Si vous avez besoin de 20 dm<sup>2</sup>, la peau entre 20 et 30 dm<sup>2</sup> vous donne des chutes. Si votre personnage se place mal sur la forme, ces chutes sont énormes. On récupère un peu sur les appliques, les lanières.

« Ce n'est pas si simple de trouver sa stature commerciale. A la fin des shows s'est dégagé une sorte de tronc commun des envies. Tout le monde est dans le même bain, je me situe dans ce bain-là. Mes envies sont celles des deux ou trois mille personnes qui reçoivent les mêmes informations, lisent les mêmes journaux, voient les mêmes spectacles. Il suffit de regarder, d'écouter, de laisser aller, mais se reposer sur un régime de croisière est dangereux. On stagne, on est dépassé. Quand une mode fait un tabac, vous pouvez être sûr que la saison d'après il y a eu le coup de semonce.

« En même temps, la marge de manœuvre est limitée. Nous vendons uniquement sur les vitrines, 80 % des vitrines font 20 % de la vente. Voilà : l'escarpin domine et quelques basiques rassurants, vers lesquels la clientèle va de confiance. La tradition. Pour faire évoluer les goûts, on viole sur le reste. On choque, on fait bouger deux ou trois modèles extravagants ; et les classiques exposés peuvent être légèrement modifiés, on essaie des couleurs, on hausse les talons...

« Nous ne faisons pas la mode pour la mode. Je me dois de vendre les modèles que nous fabriquons, de les commercialiser tels quels. Garder la relation avec la rue est essentiel. La rue est une source d'inspiration, surtout en France où les femmes s'ingénient à adapter la mode pour se mettre en valeur.

« Je ne suis pas un bottier, on vend des chaussures. On veut les vendre. Le mot choque les stylistes. On passe par des compromis. A leurs idées dingues, d'abord on dit non, et puis on étudie le problème. Les ateliers disent oui, ensuite ils voient ce qu'ils peuvent faire. On contrôle l'usine. Les nouveautés n'existent pas. Ou elles deviennent classiques, ou elles disparaissent. On le sait au bout de trois mois ».

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

P.S. — Il paraît que les chaussures à semelles compensées vont disparaître.















naire du 13 août au 19 août

Lundi 16 août

Deux films

LE SOLEIL SE LEVE AUSSI

Film américain de Henry King (1957), avec T. Power, A. Gaudin, M. Ferrer, E. Flynn, E. Albert.  
TF1, 20 h 35.  
\* Les années folles à Paris et à Pampelune. Des personnages désemparés, pour la plupart américains de la « génération perdue », à la recherche d'un amour et d'un bonheur. Illustration fidèle, par son atmosphère et ses personnages, d'un grand roman d'Henri King, récemment disparu. Un des meilleurs films d'Henry King, récemment disparu. Un des meilleurs films d'Henry King, récemment disparu.

L'ARMOIRE VOLANTE

Film français de Carlo Rim (1949), avec Fernandel, B. Boy, G. Kerjean, A. Dimey, P. Demange.  
FR3, 20 h 35.  
\* Les tribulations d'une armoire volée contenant le cadavre d'une vieille femme que recherche son neveu. Fernandel, perspicace et vieux garçon moustachu, se trouve plongé dans une aventure à la fois cauchemardesque et cauchemardesque. L'humour noir de Carlo Rim était tout aussi insolite dans le cinéma français d'alors que la composition de l'acteur. Ce film, d'abord incompris, est dans son genre, une réussite.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 30 Feuilleton : Trois mât pour l'aventure.  
13 h Journal.  
13 h 35 Série : L'Homme de l'Atlantide.  
16 h 55 Croque-vivants. Dessins animés, variété, feuilleton, biologie.  
18 h 15 Série : La Demoiselle d'Arignon.  
19 h 20 Émissions régionales.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 30 Feuilleton : Trois mât pour l'aventure.  
13 h Journal.  
13 h 35 Série : L'Homme de l'Atlantide.  
16 h 55 Croque-vivants. Dessins animés, variété, feuilleton, biologie.  
18 h 15 Série : La Demoiselle d'Arignon.  
19 h 20 Émissions régionales.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 30 Feuilleton : Trois mât pour l'aventure.  
13 h Journal.  
13 h 35 Série : L'Homme de l'Atlantide.  
16 h 55 Croque-vivants. Dessins animés, variété, feuilleton, biologie.  
18 h 15 Série : La Demoiselle d'Arignon.  
19 h 20 Émissions régionales.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

12 h 30 Feuilleton : Trois mât pour l'aventure.  
13 h Journal.  
13 h 35 Série : L'Homme de l'Atlantide.  
16 h 55 Croque-vivants. Dessins animés, variété, feuilleton, biologie.  
18 h 15 Série : La Demoiselle d'Arignon.  
19 h 20 Émissions régionales.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Mordochai Schatz, de M. Chodkowski (6 à 14 h, 19 h 25 à 23 h 30).  
7 h 7. Mathématiques : Colportage (Jean Mitral, histoire d'une ombre).  
8 h. Les mathématiques du mois d'août : Cuisine et culture (les Pygmées).  
9 h 7. La France dans les archives de l'Europe : A Bruxelles à 10 h. Quatre semaines de vacances à Paris.  
11 h 2. Les églises et la musique : La musique des dévotions.  
12 h 5. Les grandes aventures : Bertrand de Born.  
13 h 45. Panorama.  
14 h 5. Les églises et la musique : La musique sacrée.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
6 h 35. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
8 h 7. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
12 h. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
13 h 35. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.

Mardi 17 août

Un film

MORDOCHAI SCHATZ

Film français d'Yves Allégret (1978), avec F. Vernet, Y. Coudray, G. Allégret, J.-P. Darne, A. Polva.  
FR3, 20 h 35.  
\* Le cas — moderne — d'un enfant conçu par hasard dans une société d'adultes déphasés et qui fait l'expérience difficile de la vie en commun avec son père. Comédie romanesque et psychologique semée de poncifs et de bons sentiments mais, dans l'ensemble, digne d'intérêt et d'émotion. Yves Allégret avait repris le jeune interprète de son feuilleton de télévision, Chaine d'Orléans.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 30 Feuilleton : Trois mât pour l'aventure.  
13 h Journal.  
13 h 35 Série : L'Homme de l'Atlantide.  
16 h 55 Croque-vivants. Dessins animés, variété, feuilleton, biologie.  
18 h 15 Série : La Demoiselle d'Arignon.  
19 h 20 Émissions régionales.

Entre guerre et magie

de Cannes en 1981, est arrivé au cinéma par le biais des mathématiques. Il est à Paris en 1982 pour préparer polychaetiquement la dévotion de son chérubin et le conduit, aux Beaux-Arts, scénographe à l'Épée de Bois, à devenir assistant de Jean-Pierre Mocky. De son enfance indochinoise, Nam Le a tiré « Rencontre des nuages et du dragon », son premier film, premier volet d'une trilogie sur le Vietnam. Nam Le tient sa caméra comme d'autres tiennent un pinceau. La Vietnam qu'il nous montre a été entièrement filmé dans « le bled » parisien. Il a dessiné, peint, construit préalablement plan par plan, un pays. C'est un alchimiste qui sait transformer l'image en mots, le son en images, qui connaît l'art de l'ellipse et celui de faire du vrai avec du faux. — M. R.-D.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Mordochai Schatz, de M. Chodkowski (6 à 14 h, 19 h 25 à 23 h 30).  
7 h 7. Mathématiques : Colportage (Jean Mitral, histoire d'une ombre).  
8 h. Les mathématiques du mois d'août : Cuisine et culture (les Pygmées).  
9 h 7. La France dans les archives de l'Europe : A Bruxelles à 10 h. Quatre semaines de vacances à Paris.  
11 h 2. Les églises et la musique : La musique des dévotions.  
12 h 5. Les grandes aventures : Bertrand de Born.  
13 h 45. Panorama.  
14 h 5. Les églises et la musique : La musique sacrée.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
6 h 35. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
8 h 7. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
12 h. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
13 h 35. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
6 h 35. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
8 h 7. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
12 h. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
13 h 35. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.

Mercredi 18 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 30 Feuilleton : Trois mât pour l'aventure.  
13 h Journal.  
13 h 35 Série : L'Homme de l'Atlantide.  
16 h 55 Croque-vivants. Dessins animés, variété, feuilleton, biologie.  
18 h 15 Série : La Demoiselle d'Arignon.  
19 h 20 Émissions régionales.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 30 Feuilleton : Trois mât pour l'aventure.  
13 h Journal.  
13 h 35 Série : L'Homme de l'Atlantide.  
16 h 55 Croque-vivants. Dessins animés, variété, feuilleton, biologie.  
18 h 15 Série : La Demoiselle d'Arignon.  
19 h 20 Émissions régionales.

Une souffrance intolérable

LE SAGOUIN.  
TF1, 20 h 35.  
C'est la deuxième rediffusion de ce film, et on ne s'en plaint pas. Serge Moët avait vingt-trois ans quand il a donné le Sagouin. C'est peut-être ce qu'il a fait de plus beau. Une œuvre étonnante, sans larme, sans cri. Un fil d'acier, tendu entre la vision (documentaire) de François Mauriac et celle (personnelle) de Moët. Non plus l'espérance dans la désespérance, mais le monde sans grâce, le monde sans Dieu, le malheur absolu. Le Sagouin, c'est l'histoire d'un enfant, l'histoire d'un monde. — C.J.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Mordochai Schatz, de M. Chodkowski (6 à 14 h, 19 h 25 à 23 h 30).  
7 h 7. Mathématiques : Colportage (Jean Mitral, histoire d'une ombre).  
8 h. Les mathématiques du mois d'août : Cuisine et culture (les Pygmées).  
9 h 7. La France dans les archives de l'Europe : A Bruxelles à 10 h. Quatre semaines de vacances à Paris.  
11 h 2. Les églises et la musique : La musique des dévotions.  
12 h 5. Les grandes aventures : Bertrand de Born.  
13 h 45. Panorama.  
14 h 5. Les églises et la musique : La musique sacrée.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
6 h 35. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
8 h 7. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
12 h. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
13 h 35. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
6 h 35. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
8 h 7. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
12 h. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.  
13 h 35. Musique de Radio-France : Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France, Chœurs de Radio-France.











**GALERIE DE LA SEITA**  
12, rue Surcouf, Paris 7<sup>e</sup> - Métro: Invalides

**Le dessin animé français**  
un siècle de création

Tous les jours de 11 h à 18 h (sauf dimanches et jours fériés)  
Projections tous les lundis, mercredis, jeudis et vendredis de 15 h à 17 h  
Les samedis 10 et 24 juillet, 7 et 23 août, 4 et 25 septembre, 2 et 16 octobre  
de 15 h à 18 h

DU 22 JUIN AU 16 OCTOBRE - Entrée libre

**MUSÉE CARNAVALET**  
23, rue de Sévigné (3<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Saint-Paul

**SERGIO TELLES**

Paris: huiles, dessins, lithos  
du 4 août au 3 octobre

GEORGE V (english subtitle) - LE LUMIERE - FAUVETTE -  
PARAMOUNT GALAXIE - 3 VINCENNES - PARAMOUNT La Varenne -  
4 PERRY Saint-Geneviève-des-Bois - 4 MOUSQUETAIRES  
Saint-Michel-sur-Orge

**STRICTEMENT INTERDIT AUX MOINS DE 18 ans**  
... Avec humour, c'est un énorme porno qui "défoule" si fort  
qu'il économisera, à coup sûr, à ses spectateurs, au moins  
un an de psychanalyse.

Remo FORLANI - RTL

**ELISABETH HUPPERT ROGER COGGIO**

**SILENCE... ON TOURNE!**

un film de ROGER COGGIO

GAUMONT AMBASSADE - MONTMARNASSE PATHÉ - HAUTEFEUILLE PATHÉ - GAUMONT  
CONVENTION - FAUVETTE - GAUMONT GAMBETTA - ATHÉNA - P.L.M. SAINT JACQUES - GAUMONT  
RICHELIEU - GAUMONT LES HALLES - FRANÇAIS PATHÉ - SAINT-LAZARE PASQUER - WEPLER PATHÉ  
- GAUMONT OUEST BOULOGNE - BELLE ÉPINE PATHÉ - THIAIS - TRICYCLE ASNIÈRES - PATHÉ  
CHAMPIGNY - GAUMONT ÉVRY - ENGHEN - FLANADES SARCELLES - LES ULIS ORSAY

JULIE CHRISTIE JACQUES PERRIN MICHEL SERRAULT

**LES 40 RUGISSANTS**

IN FILM DE  
CHRISTIANE CHALONGE

ANDRÉ G. BRUNELIN  
JACQUES PERRIN

Gaumont

U.G.C. NORMANDIE Dolby stéréo (v.o.) - MARIAN PATHE Dolby stéréo (v.o.) - U.G.C. DANTON Dolby stéréo (v.o.) -  
GAUMONT LES HALLES Dolby stéréo (v.o.) - MONTMARNASSE BIENVENUE (v.o.) - LE GRAND REX Dolby stéréo (v.f.) -  
BRETAGNE Dolby stéréo (v.f.) - MAGIC CONVENTION Dolby stéréo (v.f.) - GAUMONT SUD Dolby stéréo (v.f.) -  
WEPLER PATHÉ Dolby stéréo (v.f.) - U.G.C. BOULEVARD (v.f.) - U.G.C. OPÉRA (v.f.) - U.G.C. GODELINS (v.f.) - U.G.C.  
GARE DE LYON (v.f.) - 3 MURAT (v.f.) - 3 SECRÉTAN (v.f.) - 4 TEMPS La Défense Dolby stéréo - GAMMA Argenteuil  
Dolby stéréo - FRANÇAIS Enghien Dolby stéréo - GAUMONT QUEST Boulogne Dolby stéréo - CYRANO Versailles  
VÉLIZY Vélizy II - U.G.C. Poissy - ARIEL Rueil - PARINOR Aubrey - 4 PERRY Ste-Geneviève-des-Bois - ARTEL  
Nogent - MÉLIÈS Montreuil - ARTEL Créteil - ARTEL Roissy - CARREFOUR Pantin - FLANADES Sarcelles - ARTEL  
Marne-la-Vallée - PARAMOUNT La Varenne - BUXY Val-d'Yerres - CALYPSO Viry-Châtillon - GAUMONT ÉVRY  
TRICYCLE Asnières - CERGY Pontoise - DOMINO Mantes - ARTEL Corbeil - MAJESTIC Meaux

**AVERTISSEMENT**  
JANVIER 82

MAD MAX 1 sort sur les écrans avec  
une interdiction aux moins de 18 ans  
et près de 10 minutes de coupe dans  
ses scènes les plus spectaculaires  
pour des raisons qui nous paraissent  
extérieures, certains spectateurs ont été  
déçus. Nous en sommes désolés.

**AOÛT 82**  
**MAD MAX 2. LE DÉFI.**  
sort sur les écrans  
sans coupe et autorisé  
à tout public. Nous en  
sommes ravis.

\* Avec cependant l'avertissement sui-  
vant: le public est averti que certains  
aspects de ce film peuvent blesser la  
sensibilité des jeunes enfants.

**GRAND PRIX AVORIAZ 82**

**MAD MAX 2 LE DÉFI**

MEL GIBSON scénario et réalisation - KENNEDY MILLER "MAD MAX 2. LE DÉFI" production BYRON KENNEDY  
réalisé par GEORGE MILLER monté par TERRY HAYES, GEORGE MILLER, BRIAN HANNANT musique de BRIAN MAY  
tous droits réservés - tous droits réservés - tous droits réservés - tous droits réservés - tous droits réservés

U.G.C. ERMITAGE (v.o.) - REX (v.f.) -  
MIRAMAR (v.f.) - U.G.C. GODELINS  
(v.f.) - MISTRAL (v.f.) - LES  
TOURELLES (v.f.) - ARGENTEUIL -  
ARTEL Villeneuve - ARTEL  
Marne-la-Vallée - 4 TEMPS  
La Défense - CARREFOUR Pantin -  
U.G.C. Poissy - VÉLIZY Vélizy II -  
MAJESTIC Meaux - PARIS NORD  
Aubrey - DOMINO Mantes - U.G.C.  
Confiance

**BUD SPENCER**

**BANANA JOE**

**STENO**

# CINEMA

Les films marqués (\*) sont interdits aux  
moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-  
sept ans.

## La Cinéma-thèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 11 AOÛT

15 h: le Crime des Justes, de J. Gehret;  
19 h: la Trézénie Lettre, de O. Preminger;  
21 h: le Cantique des cantiques, de  
R. Mannoussian.

JEUDI 12 AOÛT

15 h: Singalla, de Christian-Jaque;  
19 h: la Dernière Fanfare, de J. Ford;  
21 h: Le Soleil en face, de P. Kasr.

VENDREDI 13 AOÛT

15 h: le Chien jaune, de J. Tarride;  
19 h: l'Adoption, de M. Grunbaum;  
21 h: Made in U.S.A., de J.-L. Godard.

SAMEDI 14 AOÛT

15 h: Opéra-Musette, de R. Lefèvre et  
C. Renard; 17 h: Prima della rivoluzione,  
de B. Bertolucci; 19 h: Confidences pour  
confidences, de P. Thomas; 21 h: la Ron-  
lette chinoise, de R. W. Fassbinder.

DIMANCHE 15 AOÛT

15 h: Volpone, de M. Tourneur; 17 h:  
les Poings dans les poches, de P. Bello-  
chio; 19 h: Equinoxe sur la sexualité, de  
P. F. Pasolini; 21 h: les Chasseurs, de  
T. Angelopoulos.

LUNDI 16 AOÛT

21 h: Relâche.

MARDI 17 AOÛT

15 h: Preneur de cartes, de L. Daquin;  
19 h: l'Idiot, de R. B. Baker; 21 h:  
l'Idiot, de R. B. Baker.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 11 AOÛT

15 h: l'Exode, de M. C. Cooper et  
E. B. Schoedon; 17 h: Un homme à brû-  
ler, de P. et V. Tavian; 19 h: La comédie:  
Sa majesté est de sortie, de J. von Stern-  
berg.

JEUDI 12 AOÛT

15 h: Scènes de la rue, de K. Vidor;  
17 h: le Général du diable, de H. Kautner;  
19 h: La comédie: la Fête Parade, de  
H. King.

VENDREDI 13 AOÛT

15 h: le Bled, de J. Renoir; 17 h: Gen-  
tlemen d'un nuit, de T. King; 19 h:  
La comédie: Plus on est de fous, de  
G. Stevens.

SAMEDI 14 AOÛT

15 h: le Calvaire Potemkine, de  
S. M. Eisenstein; 17 h: le Calvaire po-  
témkine, de S. M. Eisenstein; 19 h:  
la Fête Impérial, de E. Lubitch; 21 h: Allez  
concher ailleurs, de R. Hawks.

DIMANCHE 15 AOÛT

15 h: Pein les bêtes, de H. Edwards;  
17 h: l'Exode, de M. C. Cooper et  
E. B. Schoedon; 19 h: La comédie:  
Plaquez-moi, de J. Ford; 21 h: le Bled  
des anges, de R. Quine.

LUNDI 16 AOÛT

15 h: la Rue, de K. Grane; 17 h: Une  
maison en feu, de L. Bunuel; 19 h: La co-  
médie: Rina, de E. Edwards.

MARDI 17 AOÛT

Relâche.

## Les exclusivités

AMERICAN TOUR OF THE ROLLING  
STONES (A. v.o.): Vidéo-  
gram, 6 (325-60-34).

AMOUREUX FOU (A. v.o.): Ciné-  
Beaubourg, 3 (271-52-36); Marignan, 8  
(359-92-42); v.f.: Montparnasse 83, 6  
(344-14-27); Français, 9 (770-33-89);  
Gaumont-Convention, 15 (828-42-27);  
Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

LES ANNEES DE FLOMS (A. v.o.):  
Quinson, 5 (633-79-38).

L'ANTICLANC (A. v.o.): Normandie, 8  
(359-41-18); v.f.: Miramar, 14 (320-89-52).

APERODITE (Fr.): Marignan, 8  
(359-92-42); Français, 9 (770-33-89).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE  
PERDUE (A. v.o.): George V, 9 (562-41-46); v.f.: 3 Haussmann, 9 (770-47-55).

BANANA JOE (A. v.o.): Ermitage, 6  
(359-15-71); v.f.: Rex, 2 (236-43-93);  
U.G.C. Godebels, 14 (336-22-44); Mi-  
ramar, 14 (320-89-52); Mistril, 14  
(539-52-43); Tournelles, 20 (364-51-98).

BANDITS, BANDITS... (Ang. v.o.):  
Chry Ecolis, 9 (354-20-12).

LE BEAU MARIAGE (Fr.): Haute-  
feuille, 6 (633-79-38).

BREL (Fr.): Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

BUDAPEST BALLADE (Hong. v.o.):  
Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77).

H. 79.

CALIGULA ET MESSALINE (A. v.o.):  
(\*) U.G.C. Danton, 6 (329-42-62);  
Ermitage, 6 (359-15-71); v.f.: Rio  
Océan, 6 (742-82-54); Mistril, 14  
(770-33-89); U.G.C. Gare de Lyon, 12  
(343-01-59); U.G.C. Godebels, 13 (336-23-44);  
Miramar, 14 (320-89-52); Mistril, 14  
(539-52-43); Paramount Montparnasse, 19  
(606-14-25).

CA VA FAIRE MAL (Fr.): Paramount  
Montparnasse, 6 (329-50-10); Para-  
mount City, 6 (562-45-76).

LA CHEVRE (Fr.): Impérial, 2 (742-72-52).

CINQ ET LA PEAU (Fr.): (\*) Saint-  
André-des-Arts, 6 (326-48-18).

COUNTRYMAN (Ang. v.o.): Forum, 1<sup>e</sup>  
(297-53-74); Olympic Luxembourg, 6  
(633-97-77); Elysées, 12 (329-42-62);  
36-14; Paris, 12 (329-42-62);  
Olympic, 14 (542-67-42); v.f.: Holly-  
wood Boulevard, 9 (770-10-41).

LA CRÉATURE DU MARAIS (A. v.o.):  
Biarritz, 8 (723-69-23); v.f.:  
Maxville, 9 (770-72-86); Montparnasse,  
14 (537-52-37); Mistril, 14 (539-52-43).

LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE  
NOÉ (A. v.o.): Napoléon, 17 (380-41-46).

LA DERNIÈRE VAGUE (Am. v.o.):  
Descente aux enfers (VICE  
SQUAD) (\*\*): U.G.C. Odéon, 6  
(325-71-08); Biarritz, 8 (723-69-23);  
v.f.: U.G.C. Opéra, 9 (261-50-23);  
Mistril, 14 (537-52-43); Montparnasse, 19  
(606-14-25); Mistril, 14 (539-52-43);  
U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59);  
U.G.C. Godebels, 13 (336-23-44); Mistril,  
14 (537-52-43); Magic Convention, 15  
(828-42-27); Mistril, 14 (539-52-43);  
Paramount Montparnasse, 19 (606-14-25);  
Secrétan, 19 (241-77-99).

DIVA (Fr.): Miramar, 14 (320-89-52);  
Vendôme, 2 (742-97-53); Pantheon, 9  
(354-14-27); Paris, 12 (329-42-62);  
Parisienne, 14 (329-42-62).

DRESSÉ POUR TUEUR (A. v.o.): Para-  
mount Odéon, 6 (325-71-08); v.f.: Para-  
mount Opéra, 9 (742-56-31).

L'ÉPÉE SAUVAGE (A. v.o.): (\*) Am-  
bassade, 6 (359-15-71); v.f.: Français,  
9 (770-33-89); Hollywood Boulevard, 9  
(770-10-41); Paris, 12 (329-42-62);  
Montparnasse-Pathe, 14 (320-12-06).

L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT  
(Fr.): J. Cocteau, 5 (354-47-62); H. sp.  
53-74; Biarritz, 8 (742-60-33); Quin-  
tette, 5 (633-79-38); Collège, 6 (359-92-42);  
Paris, 12 (329-42-62);  
FITZCARRALDO (A. v.o.): Quintette,  
5 (633-79-38); Elysées-Lincoln, 8  
(359-36-14).

GEORGIA (A. v.o.): Chry Ecolis, 9  
(354-20-12); U.G.C. Marbeuf, 6 (225-18-45).

LA GUERRE DU FEU (Fr.): Lucer-  
naire, 6 (544-57-34).

HAMMETT (A. v.o.): Hautefeuille, 6  
(633-79-38); Pagode, 7 (705-12-15);  
Ambassade, 6 (359-15-71); 14 Juillet  
Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

L'INDISCRETION (Fr.): U.G.C. Odéon,  
6 (325-71-08); Biarritz, 8 (723-69-23);  
v.f.: U.G.C. Opéra, 9 (261-50-23);  
U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Mistril,  
14 (537-52-43); Bienville Montparnasse,  
19 (606-14-25); Magic Convention, 15  
(828-42-27); Mistril, 14 (539-52-43);  
Paramount, 19 (606-14-25); Mistril, 14  
(539-52-43).

INVITATION AU VOYAGE (Fr.):  
14 Juillet Parasse, 16 (326-58-00).

LEÇONS TRÈS PARTICULIÈRES (A. v.o.):  
(\*) Paramount Odéon, 6 (325-71-08);  
Publicis Champs-Élysées, 8

(720-76-23); v.f.: Paramount Marivaux, 2  
(256-80-40); Paramount Opéra, 9  
(742-56-31); Paramount Galaxie, 13  
(580-18-03); Paramount Montparnasse,  
19 (606-14-25); Convention Saint-  
Charles, 15 (579-33-00); Paramount  
Maillet, 17 (758-24-24); Secrétan, 19  
(241-77-99).

LETTERS D'AMOUR EN SOMALIE  
(Fr.): Olympic, 14 (542-67-42).

LE LION DU DÉSERT (A. v.o.): (v. ang.)  
Gaumont Halles, 1<sup>e</sup> (297-49-70);  
Collège, 6 (359-29-46); v.f.: Richelieu,  
2 (329-56-70); Français, 9 (770-33-89);  
36-14; Paris, 12 (329-42-62);  
Montparnasse-Pathe, 14 (320-12-06);  
Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Gaumont  
Gambetta, 20 (636-10-96); v. ang. set. f.:  
Clichy-Palace, 18 (522-46-01).

LA MAISON DU LAC (A. v.o.): U.G.C.  
Biarritz, 8 (723-69-23); v.f.: U.G.C. Opéra,  
9 (261-50-23).

LA MAÎTRESSE DU LIEUTENANT  
FRANÇAIS (A. v.o.): Épis de Bois, 5  
(337-57-47); Elysées-Lincoln, 8 (359-36-14).

LES MAÎTRES DU TEMPS (Fr.):  
Saint-Ambroise, 11 (700-85-16); 14  
Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79);  
Bretagne, 6 (222-57-57); Caméo, 2  
(246-66-44); Paramount Maillet, 17  
(758-24-24).

MON CURE CHEZ LES NUDISTES  
(Fr.): Montparnasse 83, 6 (344-14-27);  
Paramount City, 6 (562-45-76);  
Paramount Opéra, 9 (742-56-31);  
Max Linder, 9 (770-40-04);  
Paramount Biarritz, 12 (343-01-59);  
Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Con-  
vention Saint-Charles, 15 (579-33-00);  
Clichy-Palace, 18 (522-46-01).

MOURIR À 30 ANS (Fr.): 14 Juillet Ra-  
cine, 6 (633-43-71); 14 Juillet Basille,  
11 (357-90-81); 14 Juillet Beaugrenelle,  
15 (575-79-79).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.): Studio de  
la Harpe, 5 (354-34-83); Calypso,  
17 (380-30-11).

PARASITE (A. v.o.): (\*) U.G.C. Odéon,  
6 (325-71-08); Ermitage, 6 (359-15-71);  
v.f.: Grand Rex, 2 (326-43-93); U.G.C. Rotonde, 6  
(633-08-22); Magic Convention, 15 (828-42-27).

PARSIFAL (A. v.o.): Pagode, 7 (705-12-15).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI  
(Fr.): Paramount Marivaux, 2 (256-80-40);  
Paramount Odéon, 6 (325-71-08);  
Paramount Mercury, 9 (562-45-76);  
Paramount Montparnasse, 19 (606-14-25);  
Gaumont Opéra, 14 (329-50-10);  
Paramount Odéon, 17 (758-24-24).

PASSION (Fr.): Studio-Alpha, 5 (334-20-12).

PINK FLOYD THE WALL (A. v.o.):  
Gaumont-Halles, 1<sup>e</sup> (297-49-70); Impé-  
rial, 2 (742-72-52); Hautefeuille, 6  
(633-79-38); Gaumont Champs-Élysées,  
8 (359-41-18); Nations, 12 (343-04-67);  
Fauvette, 13 (331-56-86);  
Montparnasse-Pathe, 14 (320-12-06);  
Kinoparadise, 15 (306-50-50).

PINOT, LA LOI DU PLUS FAIBLE  
(A. v.o.): (\*) Studio Clichy, 5 (354-89-22);  
v.f.: Capri, 2 (508-11-69).

POUR CENT BÉBÉS, T'AS PLUS  
BIEN (Fr.): U.G.C. Opéra, 9 (261-50-23);  
Biarritz, 8 (723-69-23).

QUEST-CE QUI FAIT COURIR  
DAVID ? (Fr.): U.G.C. Opéra, 9 (261-50-23);  
14 Juillet-Parasse, 6 (326-58-00).

REDS (A. v.o.): George V, 9 (562-41-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE  
(Fr.): U.G.C. Marbeuf, 6 (225-18-45);  
Parisienne, 14 (329-42-62).

LES RISQUES DE L'AVENTURE (A. v.o.):  
U.G.C. Caméo, 2 (246-66-44).

ROX ET ROUKY (A. v.o.): Napoléon,  
17 (380-41-46).

LE SECRET DE VÉRONICA  
(Fr.): U.G.C. Odéon, 6 (325-71-08);  
U.G.C. Champs-Élysées, 8 (359-41-18);  
14 Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79);  
14 Juillet-Basille, 11 (357-90-81);  
Olympic, 14 (542-67-42).

LE SOLDAT (A. v.o.): (\*) U.G.C. Mar-  
beuf, 6 (225-18-45); v.f.: U.G.C. Ro-  
tonde, 6 (633-08-22); Maxville, 9 (770-72-86).

TEX FRENCH (Fr.): Marais, 4 (278-47-86).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.): Pu-  
blicité Marignan, 8 (359-92-42).

L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE  
MOON) (A. v.o.): Chry Ecolis, 9 (354-20-12).

Y-A-T-IL UN FRANÇAIS DANS LA  
SALLE ? (Fr.): (\*) Saint-Michel, 5  
(326-79-17).

## Les festivals

FASSBINDER (v.o.): Ciné Beaubourg, 3  
(271-52-36); L.J. sf. dim. 12 h: Ombre  
de passage; Despair; L.J. 12 h: l'Année  
des trois lunes.

BUSTER KEATON Marais, 4 (278-47-86),  
mer. 19 h: Sherlock Junior; jeu. 19 h:  
Les Lois de l'hospitalité; ven. 19 h: Finales en  
sol; sam. 19 h: Les Trois Ages; dim. 19 h:  
Vache et moi; lun. 19 h: le Dernier Round;  
mar. 19 h: la Croisière du Navigator.

CARY GRANT (v.o.): Nickel Books, 9  
(325-72-07), mer. sam. 19 h: l'Impossible  
M. Béd; jeu. 19 h: Indiscrétion; ven. 19 h:  
Honeymoon; dim. 19 h: Sylvia Scarlett;  
mar. 19 h: Mon épouse favorite.

HUMPHREY BOGART (v.o.): Action  
Lafayette, 9 (878-80-50), mer. 19 h: Passage  
à Marseille; jeu. 19 h: Les Anges aux figures  
sales; ven. 19 h: Key Largo; sam. 19 h: Les  
Passagers de la nuit; dim. 19 h: le Grand Som-  
meil; lun. 19 h: La mort n'était pas au  
rendez-vous; mar. 19 h: Eclat de soleil.

FRITZ LANG (v.o.): Action La Fayette,  
9 (878-80-50), En alternance: Déjà  
humains; Règlements de comptes; les  
Contrebandiers de Moonfleet.

TEX AVERY (v.o.): Saint-Ambroise, 11  
(700-85-16), 17 h: sf. lun. mar.

CARLOS SAURA (v.o.): Espace-Gallé,  
14 (327-95-94), mer. 19 h, ven. 19 h,  
mar. 18 h, sam. 14 h, 20 h, dim. 16 h,  
22 h: Strass en trois trucs; mer. 19 h, ven.  
19 h, mar. 20 h, sam. 16 h, 22 h, dim.  
18 h, lun. 14 h: Vivre vite; mer. 19 h, ven.  
19 h, mar. 20 h, sam. 16 h, 22 h, dim.  
18 h, lun. 14 h: Dour moments de  
parade.

UNE HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRI-  
CAIN (v.o.): Olympic, 14 (542-67-42),  
mer. 19 h: Tant qu'il y aura des  
hommes; vend. 19 h: A bout portant; sam. 19 h:  
Une femme sous influence; dim. 19 h: la Ro-  
man de Marguerite Gautier; lun. 19 h: Traqu岸.

# ET DES SPECTA

LES TROIS MARS TROIS 225-30-40  
LES TROIS MARS TROIS 225-30-40  
LES TROIS MARS TROIS 225-



## CINEMA

**IL ÉTAIT UNE FOIS LE WESTERN** (v.o.) : Olympia, 14 (542-67-42), mer. ; le Gang des frères James ; ven. sam. ; la Vallée de la peur ; dim. : Coupe de feu dans la Sierra ; lun. mer. ; le Convoi des braves.

**LUIS BUNUEL** (la œuvre de Serge Sillman), Denfert, 14 (321-41-01). En alternance : le Journal d'une femme de chambre ; les Ministères de la nuit ; la Voie lactée ; le Charnier discret de la bourgeoisie ; le Fantôme de la liberté ; Cet obscur objet du désir ; l'Age d'or.

**CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE** : La Péniche des Arts, 16 (527-77-55), L.J., 20 h 30 et 22 h.

## Les grandes reprises

**APOCALYPSE NOW** (A. v.o.) : Mari-guan, 9 (359-92-82) ; Rivoli-Cinéma, 4 (272-63-32).

**ALICE AU PAYS DES MERVEILLES** (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (554-46-55) ; Napoléon, 17 (380-41-46).

**L'ARNAQUE** (A. v.o.) : Quinette, 5 (633-78-38) ; Ambassade, 8 (351-04-08) ; Gaumont-Hall, 1 (297-49-70) ; V.F. : Berlioz, 2 (742-60-33) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Montparnasse-Pathe, 14 (322-19-23) ; Gaumont-Convulsion, 15 (629-42-27).

**AU-DELA DU BIEN ET DU MAL** (H. L.) : VO : Movies, 1 (260-43-99).

**AU-DELA DE LA GLOIRE** (A. v.o.) : Bonaparte, 6 (326-12-12) H.sp.

**LA BANDE A DONALD** (A. v.o.) : Royale, 6 (265-82-66).

**BANANAS** (A. v.o.) : Cinécha, 6 (633-10-82).

**BEAU-PÈRE** (Fr.) : Convention St-Charles, 15 (579-35-00).

**LA BELLE AU BOIS DORMANT** (A. v.o.) : Grand Pavois, 15 (554-46-55) ; Napoléon, 17 (380-41-46).

**BEN HUR** (A. v.o.) : Hausmann, 9 (70-47-55).

**CABARET** (A. v.o.) : Forum, 1 (297-53-74) ; Action-Christine, 6 (325-47-46) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Parisiennes, 14 (329-83-11).

**LA CARAFATE** (Fr.) : Berlioz, 2 (742-60-33).

**CERTAINS L'AIMENT CHAUD** (A. v.o.) : Action-Ecoles, 5 (325-72-07) ; Mac-Mahon, 17 (380-24-81).

**LES CHARIOTS DE FEU** (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

**CHINATOWN** (A. v.o.) : J. Costeau, 5 (354-47-62) H.sp.

**CLASSE TOUT RISQUES** (Fr.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).

**CRIA CUERVOS** (Esp. v.o.) : Studio de la Harpe, 3 (354-34-83).

**LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

**DELIVRANCE** (A. v.o.) : Studio Logos, 5 (354-26-42).

**DON GIOVANNI** (H. v.o.) : Calypso, 17 (380-30-11).

**ELEPHANT MAN** (A. v.o.) : St-Séverin, 5 (354-50-91).

**EROMANUELLI** (F.) : Paramount City, 8 (632-45-56) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10).

**L'EMPIRE DES SENS** (Jap. v.o.) : Forum, 1 (297-53-74) ; St-André des Arts, 6 (326-48-18) ; V.F. : Lumière, 9 (246-49-07).

**L'ENFER EST A LUI** (A. v.o.) : Olympia-Balzac, 8 (561-10-60).

**EXCALIBUR** (Angl. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

**L'EXORCISTE** (A. v.o.) : Capri, 2 (508-11-69) ; Impérial, 2 (742-72-52).

**FANTÔME D'AMOUR** (H. v.o.) : A. Bé-zin, 13 (337-74-39).

**LE FANFARON** (H. v.o.) : Studio Média, 9 (632-25-97) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83).

**FELLINI-ROMA** (H. v.o.) : Champso, 5 (354-51-60).

**LA FIÈVRE DANS LE SANG** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46).

**FRANKENSTEIN JR.** (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

**FRENZY** (A. v.o.) : Épée de Bois, 5 (337-57-47).

**LA GUERRE DES ÉTOILES** (A. v.o.) : Berlioz, 2 (742-60-33).

**GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR** (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).

**HELLZAPOPPIN** (A. v.o.) : Ciné-Bonaparte, 6 (326-12-12).

**LA HONTE DE LA JUNGLE** (F.) : Saint-Germain-Studio, 5 (633-20-20) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Parisiennes, 14 (329-83-11).

**IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST** (H. v.o.) : Ambassade, 8 (351-04-08) ; V.F. : Hausmann, 9 (70-47-55) ; St-Lazare-Pasquier, 8 (387-35-43) ; Montparnasse, 14 (329-90-10).

**L'IMPOTANT, C'EST D'AIMER** (Fr.) : Ciné-Bonaparte, 6 (326-12-12) ; Olympia-Balzac, 8 (561-10-60) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

**LES INDOMPTABLES** (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66) H.sp.

**L'INTROUVABLE** (A. v.o.) : Olympia-Balzac, 8 (561-10-60).

**LE LAURÉAT** (A. v.o.) : Saint-Germain-Village, 5 (633-63-20).

**IRMA LA DOUCE** (Fr.) : Champso, 5 (354-51-60).

**JOSEPHIA** (Fr.) : Lucernaire, 6 (544-57-54).

**LOVE STORY** (A. v.o.) : Mont-Carlo, 8 (225-09-83) ; V.F. : Paramount-Marivault, 2 (296-80-40) ; Paramount-Galaie, 13 (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10).

**MIDNIGHT EXPRESS** (A. v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69).

**LES MISÉRABLES** (A. v.o.) : Action Christine, 6 (325-47-46) ; Action République, 11 (805-51-33).

**LA MORT AUX TROUSSES** (A. v.o.) : Olympia-Balzac, 8 (561-10-60) ; St-Germain-Hochette, 5 (633-20-20).

**NEW-YORK, NEW-YORK** (A. v.o.) : St-Germain-Hochette, 5 (633-20-20).

**ON L'APPELLE TRINITY** (H. v.o.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Montparnasse-Pathe, 14 (329-90-10).

**ON CONTINUE A L'APPELER TRINITY** (H. v.o.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Montparnasse-Pathe, 14 (329-90-10).

**OPERATION TONNERRE** (A. v.o.) : Olympia-Balzac, 8 (561-10-60) ; Marignan, 8 (359-92-82) ; V.F. : Berlioz, 2 (742-60-33) ; Montparnasse 83, 6 (544-14-27) ; Albina, 12 (343-00-65) ; Champso, 5 (354-51-60).

**OSSESSION** (H. v.o.) : Olympia St-Germain, 6 (222-87-23).

**PAPILLON** (A. v.o.) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; Biarritz, 8 (723-69-23) ; V.F. : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 6 (261-50-32) ; Montparnasse, 14 (329-90-10).

**PHANTOM OF THE PARADES** (A. v.o.) : (\*) Cinécha, 6 (633-10-82).

**POSSÉSION** (H. v.o.) : (\*) St-Séverin, 5 (354-50-91) H.sp.

**LES RAISONS DE LA COLÈRE** (A. v.o.) : Studio Costescurse, 5 (325-78-37).

**SAMSON ET DALILA** (A. v.o.) : Paramount City, 8 (632-45-56) ; V.F. : Paramount Opéra, 6 (261-50-32) ; Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10).

**LE SHERIFF EST EN PRISON** (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

**SIBÉRIE** (Sov. v.o.) : Cosmos, 6 (544-28-80).

**SILENCE, ON TOURNE** (Fr.) : (\*) George-V, 8 (562-41-46) ; Lumière, 9 (246-49-07) ; Favette, 13 (331-60-74) ; Paramount-Galaie, 13 (580-18-03).

**SOUPÇONS** (A. v.o.) : Studio-Bertrand, 7 (783-64-66) H.sp.

**TO BE OR NOT TO BE** (A. v.o.) : Nostalgie, 5 (354-42-34).

**LE TROUPEAU** (Terc. v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6 (326-58-00).

**LES VALSEUSES** (F.) : (\*) U.G.C. Opéra, 6 (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22).

**Z** (Fr.) : Tempeliers, 3 (272-94-56).

## Les séances spéciales

**A LA RECHERCHE DE M. GOODBAR** (A. v.o.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), mer., jeu., ven., lun., mar., à 18 h.

**AMERICAN GIGOLO** : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 18 h. + sam., 0 h 30.

**AMERICAN GRAFFITI** (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 16 h + ven., 0 h 20.

**CITIZEN KANE** (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77), 12 h et 24 h.

**CELINE ET JULIE VONT EN BA-TÉAU** (Fr.) : St-Ambroise, 11 (700-89-16), mar., 21 h, mer., 17 h 15, jeu., 21 h 15, lun., 21 h, mar., 16 h.

**DODDS CADDEN** (Jap. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68) ven., 21 h, sam., mar., 19 h.

**ET DIEU CRÉA LA FEMME** (Fr.) : Tempeliers, 3 (272-94-56), D., 18 h 15.

**GATSBY LE MAGNIFIQUE** (A. v.o.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), 20 h 5.

**GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR** (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01), mer., 17 h, mar., 14 h 30.

**HISTOIRE D'O** (Fr.) : (\*) Boite à Films, 17 (622-44-21), 12 h.

**JE T'AIME MOI NON PLUS** (Fr.) : (\*) Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 16 h 20 + V., 0 h 30.

**MEAN STREET** (A. v.o.) : (\*) Olympia, 14 (542-67-42), 18 h (1st sem., dim.).

**MON ONCLE** (Fr.) : Tempeliers, 3 (272-94-56), sam., dim., 16 h 15.

**1900** (H. v.o.) : (\*) Boite à Films, 17 (622-44-21), sam., dim., 14 h.

**1900** (2<sup>e</sup> époque) : Boite à Films, 17 (622-44-21), sam., dim., 17 h.

**MORT A VENISE** (H. v.o.) : Studio Galaie, 5 (354-72-71), 16 h.

**PERFORMANCE** (A. v.o.) : Olympia, 14 (542-67-42), 18 h (1st S.D.).

**LA PISCINE** (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 22 h 30.

**QUE LA SPECTACLE COMMENCE** (A. v.o.) : Châtelet-Victoria, 1 (508-94-14), 22 h 10.

**REMEMBRANCE** (Fr.) : (\*) St-Ambroise, 11 (700-89-16), mar., 19 h ; mer., 21 h 30.

**RENCONTRE AVEC DES HOMMES** : REMARQUABLES (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), ven., dim., 20 h 30 ; lun., 18 h 30.

**LE ROI ET L'OISEAU** (Fr.) : Cinécha, 6 (633-10-82), 14 h, 15 h 40.

**ROULE-ROULE** (A. v.o.) : Calypso, 17 (380-30-11), V., S., 24 h.

**STROMBOLI** (H. v.o.) : Olympia-Saint-Germain, 6 (222-87-23), 12 h.

**THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW** (A. v.o.) : (\*) Studio Galaie, 5 (354-72-71), 22 h 35 + 0 h 30.

**TOMMY** (A. v.o.) : St-Ambroise, 11 (700-89-16), sam., 20 h 30 ; dim., 18 h 30.

**LES YEUX DE LAURA MARS** (A. v.o.) : Tempeliers, 3 (272-94-56), 22 h 10.

**ZABRISKIE POINT** (A. v.o.) : Boite à Films, 17 (622-44-21), 18 h 10.

## THEATRE

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

**BOUFFES PARISIENS** (296-60-24) (D. soir, L., 21 h, mat. dim. 15 h) : Diable d'homme.

**COMÉDIE CAUMARTIN** (742-43-41) (D. soir, L., 21 h, mat. dim. 15 h 30) : Revue d'été à l'Élysée.

**COMÉDIE DE PARIS** (281-00-11) (D., 22 h) : Les Amours de Jacques le Fataliste.

**DAUNOU** (261-69-14) (Mer., D. soir, 22 h, mat. dim. 15 h 30) : La vie est trop courte.

**ESPACE-GAÏTÉ** (327-95-94), 20 h 30 : La Plaque (à partir du 16).

**ESPACE-MARAS** (271-10-19), (D., L., 20 h 30) : La Mouette ; (D. soir, L., 22 h 30, mat. dim. 15 h) : La Tour mystérieuse ; le Philopoteur se désolant.

**GAÏTÉ-MONTMARTRE** (322-16-18), (D., 20 h 15) : l'île de Tulipatan ; 22 h : Le Prix vert.

**HUCHETTE** (326-38-99) (D., 20 h 15) : La Cantatrice chauve ; 21 h 30 : Le Le-jon ; 22 h 30 : Okéno.

**LUCERNARE** (544-57-54) (D., L., 20 h 30) : Mon ouï sur la comédie ; 22 h 15 : Artéquin polé par l'amour ; 22 h 15 : Mima Rivot - Petite salle, 18 h 30, J., V., S. : Parions français ; 21 h : le Philopoteur ; 22 h 15 : Dialogues de sordides.

**MADELINE** (265-07-09) (D., L., 20 h 45 ; mat. sam. 15 h) : l'Alouette.

**MATHURINS** (265-90-00), (D., 21 h) : Emballage perdu.

**NOUVEAUTÉS** (770-52-76) (J., D. soir, 20 h 30 ; mat. 15 h) : Folle Amante ; 22 h 15 : V. S. ; 22 h 30 : 1940 ; 17 à 20 h 45 : le 15 à 16 h 30 : Paveur France.

**POTINIERE** (261-44-16) (D. soir, L., 20 h 30 ; mat. dim. 15 h) : Une fille dé-louée gossie.

**SAINT-GEORGES** (248-63-47) (D. soir, L., 20 h 45 ; mat. dim. 15 h) : le Chari-mari.

**THEATRE D'EDGAR** (322-11-02) (D., 20 h 30) : les Bûches ; 22 h : Nous on fait on nous dit de faire.

**VARIÉTÉS** (233-09-92) (D. soir, L., 20 h 30 ; mat. dim. 15 h 30) : Lorsque l'enfant parait.

**Les cafés-théâtres**

**BLANCS MANTEAUX** (887-15-84) (D., L., 20 h 15) : Areah = MC2 ; 21 h 30 : les Amours de Loulou ; 22 h 30 + sam., 24 h : Des bulles dans l'air ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grand ? ; 22 h 30 : Comment ça va Zami ?

**CARÉ DE LA GARE** (278-52-51) (L., 20 h 30) : Les Dames de la nuit ; 21 h 45 : l'Amour, c'est comme un bon blanc.

**LA GAGEURE** (367-62-45) (D., L., 21 h) : les Garçons ; 22 h 30 : Un jour sans nous.

**LE PETIT CASINO** (278-36-50) (D., L., 21 h) : Doulou - le god ; 22 h 30 : les Buis de Hurlevent.

**POINT VIRGULE** (278-67-03) (D., 20 h 15) : le Petit Prince ; 21 h 30 : Tranchées de France.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (208-21-93) (D., L., 20 h 30) : Payé fait de la résistance ; 22 h : Bunny's Bar.

**LE TINTAMARRE** (887-33-82) (D. soir, L., 20 h 15) : l'Éclat ; 21 h 30 : l'Apprenti fou ; Sam., 16 h : la Tumbale.

**THEATRE DE DIX HEURES** (606-07-48) (D., 20 h 30) : le Pain de ménage ; le Défilé ; 21 h 30 : Les bulles on dit de faire ; 22 h 30 : Carie.

**Les chansonniers**

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (278-44-45), 21 h, mat. dim. 15 h 30 : Ac-tuel Français.

**Le music-hall**

**COMÉDIE DE PARIS** (281-00-11) (D., 20 h 30) : Je persiste et signe... Brel.

**OLYMPIA** (742-25-49), les 11, 12, 13, 14 à 21 h : Yves Montand (dernières).

**ESPACE-GAÏTÉ** (327-95-94), 20 h 30 : Prohibition (dern. le 15).

**La danse**

Cœur de la soirée : 278-60-56, les 13, 14, 15 à 21 h : les Ballets historiques du Marais.

**STAGE DE THÉÂTRE**

pour comédiens et non-comédiens dirigé par Pierre-Olivier SCOTTO du 16 août au 15 septembre au théâtre de l'ESCALIER D'OR

Renseignements et inscriptions : 523-16-10, 508-87-74

**photo/ciné/son vidéo/audiovisuel**

GRAND CHOIX DE TITRES

V.H.S. ET BETAMAX

7, rue La Fayette 75009 Paris Tél. 874-84-43 + 878-37-25

## ÉQUIPEMENT

## TRANSPORTS

## Les travaux du métro de Mexico sont suspendus

Le Mexique a décidé de suspendre pour une durée indéterminée la construction du métro de Mexico. Cette décision est une conséquence des difficultés économiques du pays (lire page 7). Les travaux actuels portent sur 30 kilomètres d'infrastructures qui auraient dû être mis en service à la fin de cette année, un tronçon de 4 kilomètres, terminé, sera toutefois inauguré officiellement le 30 août prochain. Le réseau de Mexico, dont la réalisation a commencé en 1967, devrait, lorsqu'il sera achevé, comporter 110 kilomètres de lignes. L'investissement total atteignant 6 milliards de francs.

## Inquiétude

## dans l'industrie ferroviaire française

En dépit d'un chiffre d'affaires (9 903 millions de francs) en augmentation de 18 % en 1981 par rapport à 1980 (et de 3,5 % en francs constants), l'industrie ferroviaire commence à nourrir quelques inquiétudes pour l'avenir.

En effet, dans son dernier rapport d'exercice, sa fédération professionnelle analyse les difficultés auxquelles se heurte le secteur : « la dégradation de la compétitivité des exportations françaises, liée à l'augmentation des charges et à un différentiel croissant d'inflation, se conjugue, pour l'industrie ferroviaire, avec la montée de nouveaux concurrents et la contraction du marché intérieur ». Et elle n'y voit qu'une issue : « l'indispensable conquête de nouveaux marchés » qui implique que les grands clients nationaux, la S.N.C.F. et la R.A.T.P., la soutiennent en maintenant le volume de leurs commandes.

Ceux-ci n'en prennent apparemment pas le chemin. Globalement, en 1981, le chiffre d'affaires du marché intérieur a diminué de 3,5 % en francs constants et les carnets de commandes au 31 décembre dernier marquaient un recul sensible sur l'année précédente, sauf pour ce qui concerne les voitures de voyageurs et, dans une moindre mesure, les locomotives électriques destinées à la S.N.C.F. Des commandes de matériels passées en début d'année 1982 pour la société nationale sont venues à point tempérer des perspectives franchement catastrophiques pour 1983. La R.A.T.P., par sa part, n'a pris possession que de 160 véhicules.

J. Sn.

## Faits et projets

## MANIFESTATION DES ÉCOLOGISTES DANS L'ATLANTIQUE

Six écologistes, membres de l'organisation internationale Greenpeace, se sont, le 10 août, enchaînés en plein Atlantique aux dispositifs de largage du bateau-poubelle Gem qui doit déverser 2 700 tonnes de déchets radioactifs dans l'Océan.

Comme chaque année des résidus nucléaires, enfermés dans des fûts en provenance de divers pays d'Europe, vont être largués par le cargo britannique Gem dans une fosse de 4 000 mètres, à 700 kilomètres au large des côtes espagnoles de la Galice.

Ces déversements, qui durent depuis 1967, ont accumulé au fond de la mer 80 000 tonnes de déchets en provenance de Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Belgique et de Suisse. La France s'est interdite de participer à ces campagnes, préférant garder à terre et conditionner ses déchets faiblement radioactifs pour mieux les surveiller.

Depuis quatre ans, l'organisation Greenpeace tente d'attirer l'attention de l'opinion sur le caractère dangereux de ces déversements en mer dont personne ne peut dire quelles seront leurs conséquences à long terme. Les années précédentes, les militants écologistes montés sur des embarcations pneumatiques se plaçaient sous les rampes de largage des fûts.

Ces dispositifs ont été protégés cette année par des cages en acier. Les écologistes, qui accompagnent le Gem à bord de leur propre navire, le Sirius, ont donc décidé de s'enchaîner aux cages avec des menottes pour empêcher la mise à l'eau des fûts. L'équipage du Gem a dû arrêter l'opération.

● **ERRATUM**. — Dans l'article consacré au projet du musée d'Orsay le Monde du 10 août), un lapsus nous a fait désigner sous le nom d'Arc-Architecture l'équipe Bardon-Colbo-Philippon, qui est en fait associée sous le nom d'Arc-Architecture.

## LE SAUVETAGE DU MONT-SAINT-MICHEL

La démolition de l'une des digues responsables de l'ensablement de la baie du Mont-Saint-Michel serait entreprise au début de l'année prochaine. C'est ce qu'a annoncé, lundi 9 août, M. Yves Dauge, directeur de l'urbanisme et des paysages au ministère de l'urbanisme et du logement, en inaugurant, sur le site lui-même, une exposition sur le sauvetage du Mont.

La digue en question, celle de la Roche Torin, empêche les eaux de la Sélune, rivière normande, d'émousser au large le sable que chaque marée dépose. Le devis des travaux se monte à 16 millions de francs.

Il y a une douzaine d'années, déjà que des études ont été faites pour comprendre par quel mécanisme la baie du Mont-Saint-Michel s'élève inexorablement de 3 millimètres par an. Grâce à une maquette hydraulique, on sait depuis 1977 ce qui se passe et ce qu'il faut faire pour y remédier. Mais il y a cinq ans maintenant que des responsables successifs annoncent le lancement « imminent » du chantier.

## DES BÉNÉFICES POUR AÉROPORT DE PARIS

L'établissement public autonome Aéroport de Paris a enregistré, en 1981, un résultat net positif de 18 millions de francs, contre 59 millions en 1980. Sa marge brute d'autofinancement s'établit à 348 millions de francs contre 322 millions en 1980.

Avec 28,5 millions de passagers, le trafic des trois grandes plates-formes parisiennes (Charles-de-Gaulle, Orly, Le Bourget) a augmenté de 7,1 % — bien que le nombre de mouvements d'avions ait enregistré une baisse de 2 % — et lui permet de conserver la deuxième place européenne après Londres. Paris a, en revanche, connu le premier rang européen pour le fret, avec 618 000 tonnes traitées (+ 8,4 % par rapport à 1980), devant Francfort (600 000 tonnes) et Londres (589 000 tonnes).

## VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale à l'Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - L.H. : ouvert jusqu'à heures

## DINERS

RIVE DROITE	
<b>INDRA</b> F/dim. 359-46-40 10, rue du Commandant-Rivière, 8	<b>GASTRONOMIE INDIENNE</b> . La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGREE par l'AMBASSADE et le BUREAU DE TOURISME INDIEN. P.M.R. : 120 F. Salle pour récept., cocktail, mariage.
<b>LES TROIS MOUTONS</b> 225-26-95 63, avenue F.-Roosevelt, 8. T.J.s.	Ouvert après le spectacle. Grillades d'AGNEAU et de BŒUF. Menu d'été : 130 F.T.C. Salle climatisée.
<b>LES TROIS LIMOUSINS</b> 562-35-97 8, rue de Berri, 8. F/dim.	Ouvert après le spectacle. Le spécialiste parisien des grillades de BŒUF. Menu d'été : 130 F.T.C. Salle climatisée.
<b>LE BŒUF</b> 225-37-19 96, rue La Boétie, 8. F/dim.	L'ŒUF et le BŒUF bien traités. Spécialités du Chef. PLAT DU JOUR. P.M.R. : 80 F. dans le cadre d'un bistro sympathique.
<b>TY COZ</b> 42-95 35, rue Saint-Georges, 9. F/dim.	Jusqu'à 23 heures. « La marée dans votre assiette » avec les arrivages directs de la côte, dans un cadre rustique à 50 mètres du théâtre. Ouvert tout l'été.
<b>L'OREE DU BOIS</b> 747-92-50 Porte Maillot, Bois de Boulogne. T.J.	Nouveau cadre élégant. Déjeuners d'affaires. Dîners jardin tous les jours. Salons pour réception de 10 à 800 personnes. Parking assuré.
RIVE GAUCHE	
<b>LA FERME DU PÉRECORD</b> 1, rue des Fossés-Saint-Marcel, 5.	<b>DÉJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS</b> . Commandes prises jusqu'à minuit. Tél. : 331-69-20. Ouv. T.J. Parking gratuit. OUVERT TOUT L'ÉTÉ.
<b>LE MAHARAJAH</b> 325-12-84 15, rue J.-Chaplain, 6. F/mardi	12 h 30. Carrefour Montparnasse/Raspail, venez déguster le spécial de TANDOOR. Egalement 72, bd St-Germain, 354-26-07. Ouv. T.J.

## SOUPERS APRÈS MINUIT

<b>LA CHAMPAGNE</b> 80, pl. Clichy Hôtels - Coquillages toute l'année. ODE BRASSERIE DE LA MER.	<b>Après le succès du Potager du Roy, à Versailles.</b>	<b>AUBERGE DAB</b> 161, rue Maubert 500-32-22. T.J. FRUITS DE MER - ROTISSERIE.
<b>Chez HANSI</b> 3, pl. 18-Juin-1940 F. Tour Montparnasse, 3 h, mat. CHOUKROUTE - FRUITS DE MER.	<b>LE POTAGER DES HALLES</b> 15, rue du Cygne (1 <sup>er</sup> ). Tél. 296-83-30. Tous les jours de 12 h à 2 h du matin.	<b>LA CLOSERIE DES LILAS</b> 171, boulevard du Montparnasse 326-70-50 - 354-21-68. Au piano : Yvan MEYER.



# ENVIRONNEMENT

## Manifestation de nervosité à Chamonix.

Émotion et colère à Chamonix après la décision du ministère de l'environnement de faire stopper les travaux d'équipement des Grands-Montets. Le lundi 9 août, comme nous le signale notre correspondant, le guide-écritain Gaston Rebuffat, qui consacrait son dernier livre dans une librairie de la station, a été pris à partie par un groupe de conseiller municipaux, d'hôteliers et de commerçants conduits par le maire, M. Christian Couttet. Certains Chamonixiens reprochent à M. Rebuffat, membre de la commission supérieure des sites, d'avoir poussé ses collègues à émettre par deux fois un avis défavorable au projet de construction de nouveaux remontées-pente dans le site classé du Mont-Blanc.

D'autre part, le constructeur des trois nouveaux télésièges a indiqué que, si les travaux étaient arrêtés dès de trois semaines, les installations ne seraient pas prêtes pour l'ouverture de la saison d'hiver.

## Comment équiper la montagne sans la défigurer

Comment exploiter le filon touristique de la montagne sans détruire la nature ? Ce casse-tête est celui que doivent résoudre le ministère de l'environnement et les municipalités de la vallée de Chamonix à propos de l'affaire des Grands-Montets.

Les élus chamonixiens savent ce qu'ils veulent : doubler le domaine skiable dans le secteur des Grands-Montets. Comment ? En ajoutant un nouveau télésiège au téléphérique existant et en construisant autour de son point d'arrivée deux télésièges plus petits. Ce projet est présenté comme vital pour l'économie d'une vallée qui, depuis le début du siècle, ne vit que du tourisme, été comme hiver.

L'équipement touristique du Mont-Blanc, est déjà impressionnant : 37 remontées mécaniques dont 6 téléphériques, 6 télécabines, 7 télésièges, 18 télésis, qui appartiennent à 17 sociétés différentes, le tout dans un massif « classé » et « protégé » à partir de l'altitude 2000.

Tout aménagement dans ce secteur nécessite la consultation de l'architecte des bâtiments de France, l'accord de la commission supérieure et de la commission départementale des sites ainsi que l'autorisation spéciale du ministère de l'environnement.

La capacité des installations est actuellement de 15 000 skieurs par heure. Mais la capacité d'hébergement de Chamonix, est de 55 000 lits. Le nombre des visiteurs de toute nationalité peut s'élever à 100 000 les jours de pointe. Ce déséquilibre explique les longues files d'attente qui se forment au pied des pistes échelonnées sur une vingtaine de kilomètres entre les Houches et Vallorcine dans la vallée de Chamonix.

Aux Grands-Montets, très fréquentés en raison de la qualité de la neige et de la difficulté des pistes, on attend jusqu'à trois heures au bas de la remontée principale. Les nouvelles remontées prévues devraient désengorger ce goulet. Mais deux télésièges auront leur gare d'arrivée à plus de 2 000 mètres d'altitude, soit dans le « site classé » du Mont-Blanc.

Le projet provoque un véritable tollé de la part des associations écologistes, notamment la Fédération Rhône-Alpes pour la protection de la nature (FRAPNA) et l'Association de défense de la haute vallée de l'Arve. Le Club alpin français, lui, propose un aménagement global de la vallée de Chamonix. On déterminerait les zones où les remontées mécaniques pourraient être autorisées.

# SPORTS

## FOOTBALL ECHÉC AUX VISITEURS EN CHAMPIONNAT DE FRANCE

Aucune équipe visiteuse n'a réussi à s'imposer, mardi 10 août, pour l'ouverture du Championnat de France de football. Monaco, le tenant du titre, a ainsi été nettement battu à Bordeaux (3 à 1) tout comme son dauphin de la saison dernière, Saint-Etienne, défait à Bastia (3 à 0).

La première soirée a, d'autre part, été marquée par le comportement très honorable des trois nouveaux promus : Toulouse, vainqueur de Strasbourg (3 à 1), Mulhouse, qui a tenu Nantes en échec (1 à 1), et Rouen, battu de justesse dans la capitale par le Paris-Saint-Germain (1 à 0).

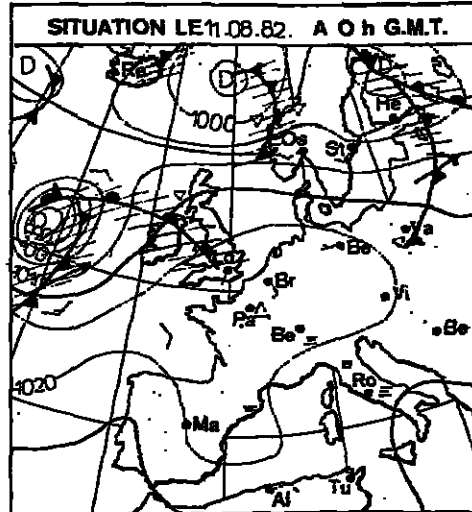
Pas moins de trente et un buts ont été inscrits au cours de cette ouverture, suivie par un très nombreux public, notamment à Bordeaux, Toulouse, Mulhouse et Paris.

## LES RÉSULTATS

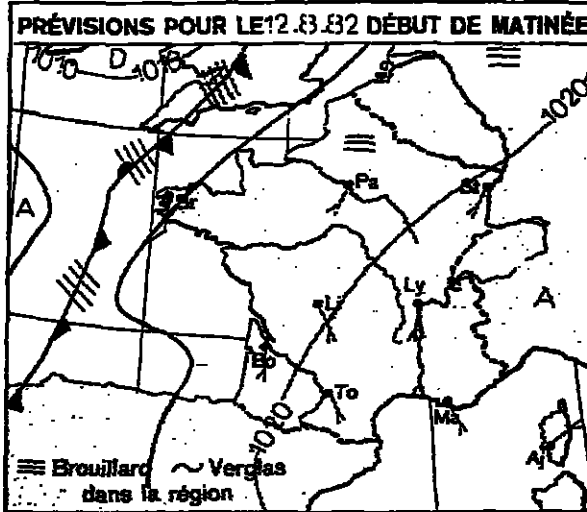
Bordeaux	Monaco	3-1
Bastia	Saint-Etienne	3-0
Laval	Sochaux	3-1
Paris-S.G.	Rouen	1-0
Toulouse	Strasbourg	3-1
Mulhouse	Nantes	1-1
Lens	Nancy	2-1
Brest	Tours	4-2
Lyon	Auxerre	1-1
Metz	Lille	2-0

# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 11.08.82. A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 12.08.82 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 11 août et le jeudi 12 août à 24 heures :

Les hautes pressions qui recouvrent mercredi matin la France vont se déplacer vers l'est-sud-est, ce qui permettra aux perturbations océaniques affectant actuellement les îles britanniques de toucher les régions proches de l'Atlantique et de la Manche avec des développements de foyers orageux.

Jeudi matin, on observera des brouillards sur le Nord, le Nord-Est et le Centre. Ces brouillards se dissipent assez rapidement et, en fin de matinée, le temps sera ensoleillé sur la plus grande partie du territoire, à l'exception des régions côtières du Finistère et des côtes de la Manche où les nuages seront nombreux.

Au cours de l'après-midi, les températures seront élevées, du sud-est au nord-est, atteignant les 30 degrés, et même jusqu'à 35 degrés au nord des Pyrénées. Des orages vont se développer en fin d'après-midi sur l'ouest du pays : de la Gascogne aux Charentes, Vendée et Bretagne ; localement, ces orages pourront être assez violents, avec des vents de sud-ouest modérés, temporairement forts.

La pression atmosphérique redécroît au niveau de la mer fin août, le 11 août à 8 heures, de 1 018,7 millibars, soit 764,1 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 août ; le second, le minimum de la nuit du 10 au 11 août) : Ajaccio, 27 et 17 degrés ; Biarritz, 25 et 14 ; Bordeaux, 25 et 14 ; Bourges, 24 et 13 ; Brest, 20 et 13 ; Caen, 23 et 12 ; Cherbourg, 19 et 12 ; Clermont-Ferrand, 24 et 10 ; Dijon, 24 et 15 ; Grenoble, 27 et 15 ; Lille, 24 et 15 ; Lyon, 25 et 13 ; Marseille-Mariniane, 31 et 18 ; Nancy, 22 et 11 ; Nantes, 25 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 23 ; Paris-Le Bourget, 23 et 12 ; Pau, 26 et 14 ; Perpignan, 31 et 18 ; Rennes, 24 et 15 ; Strasbourg, 24 et 12 ; Tours, 23 et 12 ; Toulouse, 27 et 14.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 20 degrés ; Amsterdam, 21 et 12 ; Athènes, 31 et 22 ; Berlin, 22 et 14 ; Bonn, 22 et 9 ; Bruxelles, 24 et 13 ; Le Caire, 37 et 26 ; Les Canaries, 25 et 20 ; Copenhague, 23 et 13 ; Dakar 28 et 22 ; Djibouti, 30 et 26 ; Genève, 26 et 13 ; Jérusalem, 25 et 19 ; Lisbonne, 28 et 19 ; Londres, 26 et 16 ; Luxembourg, 21 et 16 ; Madrid, 32 et 16 ; Moscou, 24 et 15 ; New-York, 28 et 19 ; Palma-de-Majorque, 30 et 16 ; Rome, 30 et 18 ; Stockholm, 25 et 16 ; Téhéran, 33 et 27 ; Tunis, 29 et 19.

LE TEMPS EN FIN DE SEMAINE

Temps prévu pour vendredi 13 et samedi 14 août :

Temps nuageux sur la moitié nord du pays. Faibles pluies près de la Manche et de la frontière belge. Vent d'ouest assez fort. Quelques éclaircies l'après-midi du sud de la Bretagne au bassin parisien. Sur la moitié sud, toujours du beau temps avec risques d'orages sur le relief.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3252

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								
XII								

### HORIZONTALEMENT

I. Font généralement appel à la police lorsqu'il y a du dégât.

II. Plusieurs personnes sous la couverture.

III. Peut-être dur à avaler bien que dans le filet. S'étend pour réfléchir.

IV. Mettent de la couleur aux yeux. Propose à certains pour faire peau neuve.

V. Note, façon d'être.

VI. Nous rappelons nos promesses le moment venu.

VII. Symbolise le néon. Endroits où il n'est pas rare de rencontrer l'heureux élu.

VIII. Son don l'objet d'un désarmement, mais pas toujours à la suite d'une agression.

IX. Peut-être sembler le doute dans un esprit cartésien. Négliges ses affaires.

X. Peut manquer le but. N'est plus un prétendant valable pour la couronne.

XI. Travail supplémentaire pour les gens qui bouloquent.

XII. Travail supplémentaire pour les gens qui bouloquent.

XIII. Travail supplémentaire pour les gens qui bouloquent.

XIV. Travail supplémentaire pour les gens qui bouloquent.

XV. Travail supplémentaire pour les gens qui bouloquent.

XVI. Travail supplémentaire pour les gens qui bouloquent.

XVII. Travail supplémentaire pour les gens qui bouloquent.

XVIII. Travail supplémentaire pour les gens qui bouloquent.

XIX. Travail supplémentaire pour les gens qui bouloquent.

XX. Travail supplémentaire pour les gens qui bouloquent.

## VERTICALEMENT

1. Ne manque jamais de se faire remarquer par sa conduite.

2. D'un accès peu facile bien qu'elle ne soit pas bien élevée.

3. Doit être bien conservé pour satisfaire ses admirateurs. S'étend à Londres, se voit à Tokyo.

4. A respecter. Manquant d'attout pour prendre la dame.

5. Motifs de renvoi. Ne manquant pas de s'élever pour assurer sa mission religieuse.

6. On y forme des fortes têtes. Mettre au jus le résultat des rallies.

7. Ne fait pas un pli. Possessif. En Norvège.

8. Se verse, pour son bien, sur une tête. Passage pour pions.

9. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

10. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

11. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

12. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

13. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

14. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

15. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

16. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

17. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

18. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

19. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

20. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

21. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

22. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

23. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

24. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

25. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

26. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

27. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

28. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

29. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

30. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

31. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

32. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

33. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

34. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

35. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

36. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

37. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

38. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

39. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

40. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

41. Personnel. Source de chaleur. Une manière de purger sa « peine ».

## UN COIN POUR JOUER



### Jeu n° 12

### « D'un mot à l'autre »

(Réponse)

1. Nudistes. - 2. Etudiants. - 3. Sourdine. - 4. Nordiste. - 5. Déraison. - 6. Douanier. - 7. Ouailles (nom de singes au puissant cri, appelés aussi hurleurs et alouettes).

8. Notaires. - 9. Aversion (terme au sens de « fin »). - 10. Orviétan (drogue inventée par Ferrante d'Orviété, par extension : remède de charlatan).

11. Ouatiner. - 12. Aotiens. - 13. Soutanes. - 14. Tonsures (chefs au sens de « têtes »).

15. Stentors (timbres au sens de « voix »). - 16. Restants. - 17. Tartines (en faire, en écrire, en dire... des « tartines »).

18. Terrains. - 19. Tanières. - 20. Sainteté (plus = « saints »).

JEAN-PIERRE COLIGNON.

## PARIS EN VISITES

### VENDREDI 13 AOÛT

• Château de la Grange du Milieu et de Villecoquin. - 13 h 30, place de la Concorde, grille des Tuileries (M<sup>o</sup> Pennec).

• Crypte de Notre-Dame. - 15 h, entrée (M<sup>o</sup> Brussais) (Caisse nationale des Monuments historiques).

• Cimetière du Père Lachaise. - 15 h, entrée, boulevard de Ménilmontant (Approche de l'art).

• Hôtel Lauzun. - 15 h, 17, quai d'Anjou (M<sup>o</sup> Camus).

• L'Opéra. - 14 h 30, entrée (Commissaire d'ici et d'ailleurs).

• Le Marais. - 15 h, métro Saint-Paul (M<sup>o</sup> Haullier).

• Musée Victor-Hugo. - 15 h, 6, place des Vosges (P-Y. Jaslet).

• Clignancourt. - 14 h 30, métro Jules-Joffrin (Paris pittoresque et insolite).

• Salons de l'Hôtel de Ville. - 14 h 30, entrée sur la place (Paris et son histoire).

• Le Marais. - 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

• Rue de la Parcheminerie. - 14 h 30, L. rue des Carmes (Le vieux Paris).

## LA MAISON NOUVELLES SOURCES DE LUMIÈRE

Depuis plus d'un siècle, l'éclairage de la maison s'effectue presque totalement avec des lampes à incandescence. La fluorescence reste la malaimée, sans doute parce qu'elle est aussi mal connue.

On lui reproche des défauts dont elle s'est débarrassée au fil des années : allumage saccadé, lumière blafarde, tubes difficiles à intégrer au décor d'une pièce. C'est pourtant une source lumineuse qui permet une importante économie d'énergie. Les habitudes d'éclairage vont cependant peut-être changer avec la nouvelle génération de lampes à fluorescence dites « compactes ». Elles donnent une lumière de teinte chaude, assez proche de celle de l'incandescence. Il existe deux types de ces lampes, à ballast intégré ou non (le ballast assure, dans les lampes à fluorescence, la stabilisation du courant électrique).

Les lampes compactes à ballast intégré, conçues pour se substituer aux ampoules classiques à incandescence, sont montées comme elles sur un culot à vis normal. Les deux premières lampes, qui ont fait leur apparition en 1980, sont constituées d'un mini tube fluorescent, en forme de U, contenu dans une ampoule cylindrique à peine plus volumineuse qu'une lampe traditionnelle. Une extrême miniaturisation a permis d'inclore, à la base de ces nouvelles lampes, le starter et le ballast. Mais leur vraie performance est de dépenser quatre fois moins d'énergie, à efficacité lumineuse égale. De plus, elles fonctionnent pendant cinq mille heures, au lieu de mille pour les lampes à incandescence. Leur prix d'achat actuellement élevé (environ 100 francs) est amorti, à l'usage, par l'économie de courant réalisée et une longévité quintuplée.

En 1980, donc, Mazda présentait la Fée 75 (Fluorescence Économie Énergie). Avec une puissance de 18 watts seulement, son flux lumineux est équivalent à celui d'une ampoule standard de 75 watts. La même année, Philips sortait en lampe compacte S.L., dans une gamme de 9, 13, 18, et 25 watts, correspondant à des lampes à incandescence de 40 à 100 watts. La Circulux d'Osram, également à ballast intégré, est en forme d'anneau, de 16,5 centimètres de diamètre. Plus légère que les précédentes, cette lampe a une puissance de 25 watts, donnant un flux lumineux semblable à une ampoule de 75 watts.

## Lampes : la deuxième génération

Les dernières nées des lampes compactes sont faites de deux petits tubes fluorescents parallèles, reliés à leur partie supérieure. La lampe P.L. et l'Eureka Mazda existent en 7, 9, et 11 watts. Plus économes encore en courant (puisque elles correspondent à des ampoules de 40, 60 et 75 watts), elles ne peuvent toutefois remplacer directement des lampes à incandescence, leur ballast n'étant pas incorporé.

Cette deuxième génération de lampes fluorescents miniaturisés implique la création de nouveaux luminaires conçus en fonction de l'intégration de ce ballast et du faible échauffement des tubes. Une lampe de bureau à bras articulé et réflecteur extensible a été dessinée pour la lampe P.L. Philips : une lampe de bureau en L renversé et une petite lampe à poser, à couplelle verticale, ont été créées par Verre lumière pour l'Eureka Mazda. De son côté, Uta a étudié, pour cette même lampe, un luminaire encastré et un module spécifique de sa gamme Spacio-lita.

La firme britannique Thorn a aussi sorti une lampe fluorescente compacte à ballast séparé, de forme carrée. Terence Corran a dessiné, pour cette lampe 2 D, une gamme de luminaires qui n'est pas encore commercialisée en France. Mais d'autres appareils sont prévus pour abriter cette lampe qui, elle, est disponible dans l'Hexagone.

JANY AUJAME.

\* Les lampes compactes sont vendues chez les électriciens et dans les grands magasins.

# Le Monde

## PARIS

Philippe HENRI, 19 ans, élève de l'École normale supérieure, la lettre suivante :  
« J'ai lu avec surprise et peine, dans votre numéro du 10 décembre, une « publicité » d'une stupidité sans pareille (page 10) :  
« Imaginez la France sans la région Rhône-Alpes... »  
Demandez l'arrêt immédiat des travaux de Malville... »

Les antinucléaires veulent nous faire croire que la centrale à plutonium de Malville va détruire le quart de la France ! Ces farouches plaisants ignorent :  
1) Que la centrale type « Phénix » (dont le prototype fonctionne sans incident depuis quatre ans) brûle l'uranium 238 et le plutonium qui sont les déchets des centrales à uranium enrichi ;  
2) Que la construction d'une centrale, qu'elle soit à uranium ou à plutonium, impose d'introduire la matière fissile dans des tubes métalliques réfractaires et hermétiques, la réaction de fission engendrant des gaz hautement radioactifs (isotopes du krypton et du xénon) dont les produits de décomposition engendrent une grande perte de l'énergie qu'il s'agit d'utiliser.

Toute explosion atomique est donc, par construction, impossible. Une explosion atomique est liée à une masse compacte de plusieurs kilos de matière fissile.

UNE LISTE  
D'admission aux concours d'entrée à l'École militaire interarmes en 1982.

Le Marais. - 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

Rue de la Parcheminerie. - 14 h 30, L. rue des Carmes (Le vieux Paris).

Salons de l'Hôtel de Ville. - 14 h 30, entrée sur la place (Paris et son histoire).

Clignancourt. - 14 h 30, métro Jules-Joffrin (Paris pittoresque et insolite).

Musée Victor-Hugo. - 15 h, 6, place des Vosges (P-Y. Jaslet).

Le Marais. - 15 h, métro Saint-Paul (M<sup>o</sup> Haullier).

Commissaire d'ici et d'ailleurs.

Hôtel Lauzun. - 15 h, 17, quai d'Anjou (M<sup>o</sup> Camus).

Cimetière du Père Lachaise. - 15 h, entrée, boulevard de Ménilmontant (Approche de l'art).

Crypte de Notre-Dame. - 15 h, entrée (M<sup>o</sup> Brussais) (Caisse nationale des Monuments historiques).

Château de la Grange du Milieu et de Villecoquin. - 13 h 30, place de la Concorde, grille des Tuileries (M<sup>o</sup> Pennec).

Le Marais. - 15 h, métro Saint-Paul (M<sup>o</sup> Haullier).

Musée Victor-Hugo. - 15 h, 6, place des Vosges (P-Y. Jaslet).

Clignancourt. - 14 h 30, métro Jules-Joffrin (Paris pittoresque et insolite).

Salons de l'Hôtel de Ville. - 14 h 30, entrée sur la place (Paris et son histoire).

Le Marais. - 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).







	1 ligne*	1 ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

# ANNONCES CLASSEES

	1 ligne*	1 ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45



## emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

## خير في الكمبيوتر مشروع مركز البحث العلمي بالكويت

أتم مؤخراً أحد المشاريع المشتركة الهامة بين شركة IBM ومعهد البحث العلمي بالكويت عن تأسيس مركز جديد للعلوم بالكويت لتقديم أحدث تقنيات الكمبيوتر إلى العالم العربي. ونحن في صدد الحاجة إلى خبير في الكمبيوتر على درجة فائقة من الخبرة لتحديد وتنفيذ المشروع الجديد بالمرکز. يعمل مع فريق من الخبراء والعلماء الدوليين ويتحمل مسؤولية تدريب الأساليب المختلفة لتطبيقات الكمبيوتر مثل أساليب معالجة النصوص واسترداد المعلومات والأنظمة المكتبية والترجمة بمساعدة الكمبيوتر.

على دراية بلغات برمجة الكمبيوتر وأن كان من الأفضل أن يكون ملماً بلغات IBM. أنه من الأهمية بمكان أن يعمل المتقدم شهادة خبرة في أعمال البحث والتطوير وأن يتقن اللغتين العربية والإنجليزية بطلاقة.

وفي المقابل فإننا نقدم راتب ممتاز ومجموعة من المزايا التي تتوقعها من شركة عالمية كبرى.



نرجو مراسلة الدكتور سمير اتاسي - مدير المركز - ص. ب. ٢٤١٧٥  
الكويت بتفاصيل المهلات والمزايا.



## emploi régional

## URGENT Pour son service Aménagement du Territoire et Equipement. La Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs recherche UN CADRE

**MISSION :**

- montage administratif, juridique et financier des zones d'aménagement concerté, lotissements industriels, bâtiments industriels, etc.
- commercialisation des opérations d'aménagement réalisées par la Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs.
- aide à l'implantation d'entreprises (études de bilans, propositions de financement).
- suivi des problèmes d'aménagement sur l'ensemble du département du Doubs (P.O.S., S.D.A.U.).

**FORMATION :**

- études supérieures de gestion + formation ou expérience juridique et/ou d'urbanisme.

**PROFIL :**

- goût du travail en équipe et d'animation de réunions.

**LIEU DE TRAVAIL :**

- Besançon et département du Doubs.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt à :  
**CHAMBRE DE COMMERCE  
ET D'INDUSTRIE DU DOUBS.**  
7, rue Charles-Nodet - 25042 BESANCON Cedex.

## ORGANISME PROFESSIONNEL AGRICOLE Région Centre recherche UN ANALYSTE

libéré obligations militaires  
langue COBOL  
Connaissance matériel CII HONEYWELL BULL,  
logiciels PAC, TDS, appréciable.

Envoyer C.V. et prétentions à :  
Ecrire s/n° 8827 Le Monde Publicité  
service ANNONCES CLASSEES  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

## OFFRES D'EMPLOI

Agence financière de Bassin « Seine-Normandie »  
cherche pour son Service des Industries Agro-alimentaires  
**UN AGENT TECHNIQUE**  
B.T.S.-D.U.T. ou équivalent.  
Bonne connaissance des Techniques d'épuration  
indispensable.  
Envoyer C.V. à A.F.B.S.N. - Service I.A.A.D.,  
10-12, rue du Capitaine-Ménard, 75732 PARIS Cedex 15.

IMPORTANT BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES  
Région Parisienne recherche  
**INGÉNIEUR COORDONNATEUR**  
Bâtiment et infrastructures  
minimum 3 années d'exp. pour animer 1 équipe technique  
pluridisciplinaire sur des opér. import. de construction  
(logements, équipements, V.R.D.).  
Ecr. à O.P.F. n° 364-2, r. de Sten. 75009 Paris q. tranem.

URGENT  
LA VILLE  
DE VIGNEUX-S/SEINE  
recherche  
**UN RESPONSABLE**  
et  
**UN ADJOINT RESPONSABLE**  
d'action de formation pour son  
centre d'accueil, d'information,  
d'orientation et de formation  
des jeunes :

- connaissances du monde du travail et du public concerné ;
- expérience professionnelle ou formation dans ce domaine.

Adresser C.V. détaillé à :  
M. le Maire de Vigneux-s/Seine  
75, rue Pierre Marini,  
91270 VIGNEUX.

Rech. pr le 1<sup>er</sup> septembre 82  
**UNE EDUCATRICE  
DE JEUNES ENFANTS**  
Hébergement, animation,  
P.M.I., crèche, Expér. souhait.  
Ad. candidatures à M. le Maire,  
Serv. Soc. 33420 Villepreux.

Rech. PROF. MATH pour  
donner leçons privées en soit à  
élève terminal C. Quartier  
Ecole-Mitry. Tél. 705-55-90  
avant 9 h ou après 20 h.

ÉTABLISSEMENT  
FINANCIER  
recherche pour son  
service social à  
**PARIS** : JEUNE  
**COLLABORATEUR**  
dépensé des O.M. titulaire  
d'une maîtrise de gestion  
formation spécifique en comptabilité  
et en informatique (appréciable).

Poste à pourvoir  
immédiatement.  
Salaires intéressants.  
Avantages sociaux.

Envoyer C.V. et photo sous  
n° 42.590 à Contesse Publicité,  
20, avenue de l'Opéra  
75001 Paris Cedex 01.

DES COLLABORATEURS  
COMMERCIAUX (H. ou F.).  
Formation assurée ;  
- Goût des contacts à haut niveau ;  
- Rémunér. import. (moyenne  
mensuelle de nos collaborateurs en 1981 : 12.500 F.) ;  
- Possibilités de promotion.  
Tél. pour r.v. 553-91-30 +.

Centre pré-formation, ch.  
**ANIMATEUR FORMATEUR  
JEUNES ET ADULTES**  
Ecole, diplômé indispensable  
Téléphone : 843-57-70

## DEMANDES D'EMPLOI

### CONSEIL JURIDIQUE INSCRIT

33 ans, rech. emploi stable,  
haut niveau, bien rémunéré ds  
Direction Juridique d'une impr.  
société ou fiduciaire. Expé-  
rience complémentaire, bureau,  
assurance, contentieux,  
notariat, etc.

Etudier les propositions.  
Tél. pour r.v. : 248-54-91.  
Libre courant espérance.

J. F. 28 ans, cherche emploi  
ASSISTANTE EN COMMERCE  
Internat., publications, etc.  
Tél. : (16-4) 483-48-32.

J. H. 28 ans, bonne culture  
générale, autodidacte,  
rech. CHEF D'ENTREPRISE  
pr se former afin de l'assister.  
Ec. M. CHEVALIER  
40, bd St-Antoine,  
75150 Le Chesnay.

J. F. bilingue, licencié, méth. al-  
tern., 10 ans exp.  
R.F.A. : enseignant lycée, adulte,  
cadre, trad. interpr. ch. poste  
CORRESP. (63) 58-05-48.

PHARMACIEN, libre voyager  
ch. pl. gr. struct. ou grand lab.  
Anglais/Exp. Ec. HAVAS  
HAYES 3616 Le Chesnay  
75065 LE HAVRE Cedex.

CLASSE D'ANGLAIS, prof. nat.  
qualité et expérimenté.  
Tél. 328-60-52 - BENEDICT.

H. 37 ans, licencié en droit,  
16 ans expérience administr.  
et financ. ch. situation stable.  
Ec. s/n° 2.880 Le Monde Pub.  
service ANNONCES CLASSEES.  
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION,  
sténographe, connais. d'angl.,  
franç. qualifiée, 36 a., hab. Paris,  
bonne présent., rech. poste  
motivant à TEMPS PARTIEL  
Tél. : 224-60-22.

JEUNE HOMME 23 ANS  
Expérience Cabinet d'Etude  
DUT Gestion, déposé O.M.  
recherche emploi  
**COMPTABLE**  
Ec. s/n° 42.482 CONTESSÉ  
Publ. 20, av. de l'Opéra, 75001  
Paris Cedex 01 qui trans.

J. F. cherche  
restauration ou bar.  
Région parisienne, 7 ans d'exp.  
(16-68) 67-47-80, M. MAS.

propositions  
diverses

Les possibilités d'emplois à  
l'étranger sont nombreuses et  
variées (Canada, Australie, Afri-  
que, Amérique, Asie, Europe).  
Dern. une documentation sur  
nos offres de travail. Envoyer  
MIGRATIONS I.M.I. 3, r. Morny,  
75428 Paris Cedex 08.

Société d'ETUDES  
recherche

CONSONNATEURS  
(TRICES)  
pour réunions rémunérées  
avec grandes sociétés.  
758-76-72 de 9 h à 18 h.

travail  
à domicile

SECRÉTAIRE, ch. tr. dictée,  
Français/Anglais, sur mach.  
électr. à sténos. 1920, factures,  
devis, etc. Tél. : 274-51-77.

capitaux  
propositions  
commerciales

Orthophoniste, Tonney (17)  
dép. imp. clientèle + matériel.  
Vente location local prof.  
(46) 58.40.44/(55) 80.91.34.

divers

Cause de déménagement  
vds cuisine de DIETRICH  
4 feux gaz, four électrique +  
programmateur, parfait état.  
1.900 F. Tél. 548-03-60.

PROFETZ du calme  
de Paris au mois d'août pour  
vacances.

**VOTRE PIANO**  
La meilleure sélection des plus  
grandes marques européennes  
avec garantie 3 ans, plus de  
100 pianos droit ou à queue,  
neufs ou occasionnels. SAV  
France et outre-mer, garantie  
10 ans, crédit jusqu'à 7 ans et  
location bail.

Centre musical Rosenfelder,  
17, av. Raymond-Poincaré,  
75116 Paris. Tél. 553-20-60.

DÉSIRE TABLEAUX DES PHIL-  
IPPINES : contact Gonzales  
38 A Argyl Road, Londres,  
W8, Angleterre.

A vendre Toner Sténo SONY  
FM, PO et GO - Etat neuf -  
1.000 F. Tél. : 341-83-78.

cours  
et leçons

Apprenez l'anglais cours inter-  
sifs à Regency School s.  
(Ramsgate), Rem. BOLLON,  
4, rue de la Paroisse, Gisors,  
45600 Eaubonne. 558-28-33.

villégiature

(Côte d'Azur) SAINT-  
LAURENT-DU-VAIR, Entre Nice  
et Cannes en bord de mer.  
Résidence HÔTEL MARINE  
Luxe studios et appartements  
équipés : ruelles, T.V.,  
couleur, piscine, tennis, villas  
de croisière.

Loc. : studio 2/4 pers. - 25 m²  
- 21-28 août - 2.250 F.  
- 28/8-28/9 - 1.750 F. sem.  
Tél. (1) 259-30-50.

## L'immobilier

### appartements ventes

8<sup>e</sup> arrdt  
PRÈS MADEIRA  
28, RUE GODET-DE-MAUROY  
bail em. rev. 400 F. TRÈS  
BEAUX STUDIOS, 2 P.  
cuisine équipée, 40 m².  
4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> P. Tél. : 551-21-08.

13<sup>e</sup> arrdt  
MAISON INDÉPENDANTE  
liv. + 2/3 chbres, refect. neuf,  
jardin arboré, sur place.  
jeud. 12, 18 h à 20 h.  
33, r. du Moulin de la Pointe,  
78150 Le Chesnay.

15<sup>e</sup> arrdt  
SAINT-CHARLES - RÉCENT  
LUXUEUX DUPLEX  
56, av. cheminée, 2 chbres,  
cuis. équipée, terrasse plain  
sud. Dernier étage.  
Paul Garbous - 298-10-11.

M. BALARD - IMM. PIERRE  
3 P. CFT. 560.000 F.  
Bon plan. Tél. 577-47-74.

19<sup>e</sup> arrdt  
Métro Quatre - 19<sup>e</sup>  
Appartement 2 pièces  
4<sup>e</sup> étage sans ascenseur, sur  
cour ensoleillé, cuisine amé-  
nagée, Salle d'eau avec douche,  
w.c. indépendant, Chauffage  
central individuel.  
Tél. 201-30-55.

92  
Hauts-de-Seine  
BOULOGNE  
RÉSIDENTIEL, près bois  
3-4-5 PIÈCES, 603-29-51.

93  
Seine-Saint-Denis  
NOISY LE GRAND (93)  
5 m R.R. Bry-sur-Marne  
BEL APPARTEMENT  
5 pièces, 55 m² + 70 m²  
terrasse, salon + séjour  
+ 3 chbres, 1 d'entr., s. de  
bains  
Cuisine équipée.  
Box 1/2 car + parking + cave  
650.000 F. M. DROUAILLÉ  
Tél. bureau 723-78-62.

NEUILLY DANS HOTEL PARIL-  
LEU INSTITUT DE BEAUTÉ  
ATELIER LOFT  
à aménager, gde hauteur  
sous plafond, 5.000 F le m²  
Téléphone : 325-33-08.

94  
Val-de-Marne  
GENTILLY  
5 p. neuf, 95 m² + 18 m² balc.  
visite ca p. 9, av. Gallieni  
11 h-12 h et 14 h-15 h.  
Tél. 545-23-25 et 500-72-00.

Province  
CÔTE D'AZUR, NICE  
Mt. Boron, résidentiel, vue  
panoramique mer, 4 P.  
134 m² + 51 m² terr. piscine  
saut, piscine, sauna  
88-68-24/67-68-88 NICE.

SAINT-ETIENNE Centre, A se-  
sir TS, Luxueux, calme,  
Tél. (77) 33-24-11.

appartements  
achats

URGENT AVANT LE 15/9  
ACHETE COMPTANT 154 F.  
PARIS, Tél. : 504-25-04.

fonds  
de commerce

Part. vld rste, sans Centre  
gde ville, Rég. Est (Lorraine).  
ÉTALON DE COIFFURE  
500 m² en plein esp., très gde  
remont. install. réc. gd stand.  
Très gros C.A. (il n'est pas im-  
portant que le successeur soit  
un prof. mais très gde et  
gestionnaire).  
Ecrite sous le n° 034985 M.  
RÉCÉS-PRESSÉ  
88 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

immobilier  
information

MAISON-APPARTEMENT  
à louer, à modifier, à vendre  
nous dessinons toutes sortes  
d'idées. 225-11-30.

### locations non meublées demandes

Paris  
Pour louer rapidement  
SANS FRAIS et sans AGENCE  
CHÈRES, STUDIOS, 2-3-4 P., en tr.  
254-62-30.

PROPRIÉTAIRES  
Pour louer rapidement  
SANS FRAIS et sans AGENCE  
CHÈRES, STUDIOS, 2-3-4 P., en tr.  
254-62-30.

TRES URGENT pr fonct. nuitée  
Paris. Rech. chbres, pous. 2/3P  
770-88-86.

Région parisienne  
Pour Stds européennes, cher-  
ches villas, pav. pour CADRES  
Durée 3 et 6 ans. 253-57-02.

locations  
meublées  
demandes

Paris  
OFFICE INTERNATIONAL  
recherche pour sa direction  
Beaux apparts de standing  
4 pièces et plus. 251-10-20.

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
Bureaux, Tél. Secrétaire  
TOUTES DÉMARCHES  
AGECO 294-95-28  
(MEMBRE F.F.E.D.).

Locations  
VOTRE SIÈGE SOCIAL  
Bureaux, Tél. Secrétaire  
TOUTES DÉMARCHES  
AGECO 294-95-28  
(MEMBRE F.F.E.D.).

Démarches : 8-2  
SECRÉTARIAT, TEL. TEL.  
Loc. bureaux, toutes dé-  
marches pour constitution de sociétés,  
acte S.A. 261-80-88 +.

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
S.A.R.L. - R.C. - R.M.  
Constitution de sociétés,  
démarches et tous services.  
Permanence téléphonique.  
355-17-50  
MEMBRE F.F.E.D.

locaux  
commerciaux

64, R. FOLIE MÉRICOURT  
PRÈS OBERKAMPF  
local Cal. 200 m², cuisine  
clair, toute activité, idéal  
confiserie, 551-21-06.

Emplacement à concéder de  
25 m² dans la gare souterrai-  
ne de PARIS-AUSTERLITZ  
(local à construire).  
Renseignements : S.N.C.F.,  
Service des Domaines,  
Concessions commerciales  
dans les bâtiments voyageurs,  
6, r. de Florence, 75003 Paris.  
Tél. 285-63-54.

LOUE ou vld rég. LYON  
St-Germain-Laval 400 m², 2.000 m².  
STEV. Tél. (7) 855-07-27.

COMPAGN. DE THÉÂTRE  
rech. local vide Paris, banlieue  
500 à 1.000 m², 6 m. de haut.  
minim. Pl.-pd et sans poteaux.  
Tél. matin au 325-58-26.

immeubles

BOULOGNE  
- Un petit immeuble 300 m²  
dont 200 m² libres  
- Un immeuble près bois  
220 m² dont 250 m² libres  
- Un imm. 1.000 m² près  
Mairie.  
Bonne affaire 603-29-51.

terrains

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

SAINT-TROPEZ  
A vendre, à louer ou investis-  
seur, terrain centre de Saint-  
Tropez, à 300 m. env. de la  
place des Lices, de 2.700 m²  
COS 0,25, surf. constructible  
730 m² avec permis de const.  
pour un hôtel à 3 ét. de  
20 chbres, avec piscine  
et parking.  
Tél. le matin au (94) 97-33-20.

### pavillons

Pour cause départ, à vendre  
Pavillon à Chambray-lès-Tours.  
Terrain 357 m².  
H.-de-ch. : gar., bureau, cave,  
1<sup>er</sup> étage : entr., salon, séjour,  
chambre, cuisine, s. de bains,  
W.C., terrasse. 2<sup>e</sup> étage :  
Chambre, grenier aménageable.  
Chauff. gaz, bal. eau ch. 150 l.  
Transp. Bus, R.E.R., S.N.C.F.



Le Monde

# économie

AFFAIRES

## Une politique industrielle ne peut pas être la politique des industriels

(Suite de la première page.)

C'est ainsi que, après avoir mené vainement ce combat en retraite, M. Gandois s'est affranchi de sa condition d'otage volontaire pour choisir la liberté de nous expliquer que les nationalisations tendent fatalement à ruiner l'avenir industriel de la France. Car, s'il était vrai que les nationalisations ne comportassent que des inconvénients et aucun avantage, comment expliquer la détermination du président de la République et du gouvernement à les mener à bien autrement que par l'obligation où ils se seraient trouvés d'acquiescer à une sorte de cotisation idéologique à leur passé, mais comment du même coup ne pas comprendre que des chefs d'entreprise qui les résistent en bloc aient tenté de les servir, tant qu'ils croyaient pouvoir se flatter de l'espoir d'être en mesure de les déstabiliser ?

### Nationaliser pour investir

Il est temps, à la vérité, de placer le débat sur les nationalisations, leur fonction et leur usage sur un terrain moins idéologique.

L'élargissement du secteur public en France répond à quatre nécessités : investir, investir efficacement, investir utilement et donner aux travailleurs une conscience de leurs responsabilités et la possibilité concrète de l'exercer sans laquelle il n'est pas de démocratie.

Investir, car c'est un fait que depuis dix ans le secteur public est le seul à supporter l'effort en France, et une illusion de croire que des exportations patriotiques ou un allègement de leurs charges conduiront les entrepreneurs privés à réaliser sous Mitterrand les investissements qu'ils différaient sous Giscard, tant qu'ils n'y seront pas entraînés par un moteur assez puissant pour engager la relance de l'économie. Mais l'efficacité de l'investissement implique une restructuration de l'appareil de production où le poids de leur endettement et la concurrence internationale conduisent les grands groupes privés à sacrifier à l'impératif financier l'impératif industriel. Et l'impératif industriel, ou ce que l'entreprise parvient à en sauvegarder, ne saurait être à lui seul celui de la nation : la contradiction qui oppose à court terme la productivité et l'emploi ne peut pas se résoudre dans la répétition éternelle que ce qui est bon pour l'ELF-ERAP serait forcément bon pour la France. La Grande-Bretagne nous offre l'éloquent exemple de multinationales florissantes dépeçant une économie en perdition. S'il est clair que l'utilité sociale de l'investissement doit à coup sûr se mesurer à la rentabilité de l'entreprise, mais ne saurait s'y

réduire, il s'ensuit que celle-ci ne saurait constituer l'alpha ni l'oméga de l'ordre de nos raisons.

Le Plan, c'est-à-dire la démocratisation des choix économiques et l'intégration du calcul économique dans un calcul social, ne serait qu'une dissertation académique ou un plaidoyer rétrospectif s'il n'était lié aux entreprises dont les décisions structurelles l'avenir. L'élargissement du secteur public est enfin une des conditions nécessaires, mais, à l'évidence, non la seule, d'une extension des droits et des responsabilités des travailleurs et du renforcement d'un pouvoir syndical qui s'inscrivent sans doute à terme, et d'un point de vue socialiste, dans la perspective d'un changement social dont on comprend parfaitement qu'il ne répond pas aux vœux du patronat français, mais qui ne feront aujourd'hui que mettre la législation du travail et les relations industrielles au niveau de pays d'Europe du Nord qui ne passent pas pour des modèles de désorganisation économique.

Les Français — qui ont sous les yeux, depuis 1936, l'exemple de la S.N.C.F. et, depuis la libération, celui de Renault et de l'E.D.F. — sentent assez généralement d'ailleurs que la nationalisation des grands groupes industriels est une réponse nécessaire aux exigences modernes de l'efficacité de la démocratie, et je ne crois pas qu'ils soient prêts à changer d'avis. C'est pourtant peut-être dans cet espoir que d'aucuns se firent les avocats d'une nationalisation à 51 % avec un acharnement qui aurait suffi à le faire pressentir : des nationalisations à 51 % ne sont pas des nationalisations. Les difficultés rencontrées par les pouvoirs publics dans leurs relations avec les entreprises dont le capital est partagé entre l'Etat et les intérêts privés, tel que la C.F.P. et l'ELF-ERAP, mais davantage encore l'importance qu'attachent les capitalistes — à juste titre — à la répartition de leur patrimoine et à la détention de minorités de blocage le montrent clairement, sans parler de l'ambiguïté qu'un tel partage peut introduire dans les orientations de la gestion ou dans les rapports avec les salariés. Ne couvrons donc pas d'un abus de langage ces alléges : ils pensent au demeurant fournir dans certains cas des techniques judicieuses pour étendre l'influence du secteur public, mais ne sauraient en aucune manière se confondre avec lui.

Nul ne songerait assurément faire grief à M. Gandois d'avoir eu le souci de préserver les intérêts des actionnaires du groupe Rhône-Poulenc, et plus particulièrement de ses petits porteurs. Si l'on se souvient aujourd'hui des centaines de procès que, selon leurs adversaires,

devaient provoquer les nationalisations, et qui n'ont pas eu lieu, et l'on se souvient également de la hausse de la valeur boursière dont les actions concernées bénéficièrent à la même époque, on peut penser que la crainte que leurs détenteurs fussent lésés n'était pas partagée par tout le monde. Mais ce qui paraît véritablement étrange est la manière dont M. Gandois entend expliquer à la fois sa décision de rester et celle de partir, en opposant une première conception de l'entreprise, qu'il croyait pouvoir appliquer, à une seconde qui aurait, selon lui, prévalu. « Selon la première conception, nous dit-il, l'entreprise nationalisée se distingue de l'entreprise privée par trois différences :

« Sur le plan économique, elle doit prendre plus de risques calculés à long terme ;

« Sur le plan social, elle doit pratiquer la même politique, mais elle doit en plus se sentir un devoir d'innovation ;

« Enfin, elle doit prendre en charge certains soucis de l'Etat, pour autant que cela ne la détourne pas de sa vocation et ne la pénalise pas. »

Quant à la seconde conception, celle qui considère, selon M. Gandois, l'entreprise comme un « outil politique », dont les missions prioritaires sont la réalisation des objectifs économiques et sociaux du gouvernement, elle peut conduire :

« A investir sans être sûr que le marché existe et à se donner ainsi l'illusion de créer des emplois qui ne seront pas durables ;

« A sacrifier les équilibres financiers du bilan pour réaliser des objectifs ambitieux ;

« A accepter des concessions importantes sur la productivité pour favoriser l'emploi ;

« A faire des expériences risquées sur la répartition du pouvoir de l'entreprise, quitte à la mettre en péril. »

Ces distinctions nous paraissent bien spéculatives et ne servent qu'à masquer la vérité, qui est tout autre. Car enfin : qu'est-ce que « reconnaître la nécessité de prendre plus de risques à long terme » (que l'entreprise privée) sinon « investir sans être sûr que le marché existe », ou plus exactement sans pouvoir l'évaluer avec certitude ? Et qu'est-ce que « prendre en charge certains soucis de l'Etat et se sentir un certain devoir d'innovation » sinon consacrer directement une part des gains de productivité à l'emploi ?

### Une volonté de cohérence

Nous sommes en réalité en présence d'une attitude d'esprit qui n'accepte, d'ailleurs à regret, des nationalisations que leurs dispositions juridiques, mais qui en refuse le sens, puisqu'elle ne conçoit pas l'autonomie de l'entreprise publique autrement que celle de l'entreprise privée. Ce refus implicite, mais déterminé, de toute planification (autre que celle d'une programmation interne à l'entreprise) conduit M. Gandois à déclarer que l'incompréhensibilité relative d'objectifs divergents à court terme au niveau de l'entreprise resterait indépassable sur un autre plan : celui de la politique économique et sociale de la nation. Ecrite en effet que « rechercher la compétitivité de l'entreprise, mais en même temps créer de l'emploi, présenter les entreprises nationales comme le moteur de l'investissement tout en leur conservant le caractère d'entreprises ayant comme telles des contraintes de bilan et de financement, ne peut que déboucher sur une sérieuse contradiction », c'est recuser d'avance la capacité de l'Etat de mener une politique qui ne s'identifierait pas totalement aux intérêts d'un groupe social particulier, c'est oublier qu'on n'exerce pas une volonté de cohérence au niveau de la République en se contentant de prendre la mesure des contradictions de l'économie et de la société.

C'est un fait qu'une grande partie de l'investissement nécessaire à la

« Un contrat-cadre pour développer l'utilisation du bois dans le bâtiment » a été signé jeudi 5 août entre les pouvoirs publics et les principales organisations professionnelles du secteur du bois et du bâtiment. Bien que la construction représente 40 à 50 % de la consommation totale du bois d'œuvre, le bois apparaît encore sous-utilisé en France dans ce secteur. Le contrat-cadre prévoit de nombreuses actions pour développer cette utilisation, notamment la construction de 6 000 logements bois par an, d'ici à trois ans, dans le cadre d'un contrat spécifique passé entre la direction de la construction et l'association France Promobois Construction.

modernisation et à la compétitivité des entreprises détruit, dans un premier temps, davantage d'emplois qu'il n'en crée, ce qui appelle clairement d'autres investissements directement créateurs d'emplois et d'entreprises. En un mot, pas plus que l'industrie ne doit rester une affaire de banquier, une politique industrielle ne peut être la politique des industriels — bien qu'elle doive être, bien entendu aussi, une politique de l'entreprise industrielle. Celle-ci, qui doit concerner l'ensemble du tissu industriel français où l'on sait que le secteur privé continuera à occuper les trois quarts des emplois, doit répondre à la nécessité de renforcer les entreprises en capitaux propres et en ressources longues — sans financer indéfiniment en priorité celles qui perdent le plus d'argent — et à l'idée que la démocratie économique à l'intérieur des entreprises est une des conditions du progrès de la productivité.

Il nous semble, au contraire, que la conception qui transparaît dans les propos de M. Gandois néglige largement les effets de synergie que l'on doit rechercher à travers une dynamisation de l'ensemble de l'appareil industriel national, et qu'elle ne se distingue guère de la « politique des créneaux » de M. Barre : celle qui consiste à s'abandonner sans guère tenter de les modifier aux injonctions de la division internationale du travail en se contentant de jouer le mieux possible les rôles qu'elle nous laisse.

### La dictature des critères financiers

M. Gandois considère, en effet, qu'il serait contradictoire de « parler de reconquête du marché intérieur », alors que l'on affirme que « l'on veut rester en économie ouverte ». Il ne semble donc pas apercevoir que la première question ne peut se poser qu'à partir de la seconde. Sans doute serait-il plus juste de parler de reconquête de la production intérieure pour la bonne raison que les conditions des entreprises demeurent les mêmes et jouent dans le même sens de part et d'autre des frontières. On sait bien, par ailleurs, qu'il ne s'agit pas de choisir entre l'autarcie et le libre-échange — comment parler d'égalité dans les conditions de l'échange entre un pays comme la France, où le taux de pénétration de l'importation approche le quart de la production intérieure brute, et les Etats-Unis et le Japon, qui sont à la fois les puissances industrielles les plus fortes et les plus protectionnistes du monde, et où le taux de pénétration de l'importation est d'environ 7 % ? Il s'agit de choisir entre la colonisation économique et la recherche des conditions d'échange moins inégales.

Il est vrai que la décision de programmer l'économie française vers la croissance dans un environnement international qui suit la pente inverse constitue un enjeu d'une extraordinaire difficulté. Loin de nous épargner la nécessité de choisir, il la rend plus rigoureuse, mais aussi plus volontaire, puisqu'il appelle un certain renversement de l'ordre de nos raisons. Cela n'implique en rien qu'on oriente un million de leur chaîne : libérer l'industrie de la dictature des critères financiers ne consiste pas à en nier l'existence pour financer l'importation comment n'importe quoi. Mais cela exige certainement de notre gouvernement qu'il recherche d'abord la confiance internationale à travers celle des Français, plutôt que l'inverse.

DIDIER MOTCHANE.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
SE-IL	7,8250 7,8280	+ 135 + 175	+ 220 + 270	+ 310 + 470
SE-IL	5,6012 5,6049	- 185 - 60	- 175 - 125	- 445 - 328
Yen (100)	2,6635 2,6657	+ 150 + 180	+ 305 + 335	+ 920 + 1000
DM	2,7805 2,7828	+ 110 + 135	+ 235 + 265	+ 735 + 815
FRanc	2,5245 2,5261	+ 90 + 130	+ 195 + 235	+ 630 + 715
FL (100)	14,5285 14,5313	+ 145 + 25	+ 285 - 180	+ 310
ES	3,2523 3,2530	+ 280 + 315	+ 595 + 595	+ 1585 + 1625
L (1 000)	4,9833 4,9849	- 270 - 210	- 510 - 435	- 1555 - 1375
£	11,8912 11,9012	+ 270 + 350	+ 545 + 655	+ 1890 + 2190

### TAUX DES EURO-MONNAIES

	DM	SE-IL	FL (100)	ES	L (1 000)	£
1/4	8 1/4	9 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8
3/16	10 7/8	11 3/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8	15 1/8
1/8	11 1/4	12 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8	16 1/8
3/8	13 1/4	14 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8	18 1/8
1/2	14 1/4	15 1/8	19 1/8	19 1/8	19 1/8	19 1/8
3/4	15 1/4	16 1/8	20 1/8	20 1/8	20 1/8	20 1/8
1	16 1/4	17 1/8	21 1/8	21 1/8	21 1/8	21 1/8
1 1/4	17 1/4	18 1/8	22 1/8	22 1/8	22 1/8	22 1/8
1 1/2	18 1/4	19 1/8	23 1/8	23 1/8	23 1/8	23 1/8
1 3/4	19 1/4	20 1/8	24 1/8	24 1/8	24 1/8	24 1/8
2	20 1/4	21 1/8	25 1/8	25 1/8	25 1/8	25 1/8
2 1/4	21 1/4	22 1/8	26 1/8	26 1/8	26 1/8	26 1/8
2 1/2	22 1/4	23 1/8	27 1/8	27 1/8	27 1/8	27 1/8
2 3/4	23 1/4	24 1/8	28 1/8	28 1/8	28 1/8	28 1/8
3	24 1/4	25 1/8	29 1/8	29 1/8	29 1/8	29 1/8
3 1/4	25 1/4	26 1/8	30 1/8	30 1/8	30 1/8	30 1/8
3 1/2	26 1/4	27 1/8	31 1/8	31 1/8	31 1/8	31 1/8
3 3/4	27 1/4	28 1/8	32 1/8	32 1/8	32 1/8	32 1/8
4	28 1/4	29 1/8	33 1/8	33 1/8	33 1/8	33 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

CONJONCTURE

Le blocage des prix et des revenus

## Soixante-huit mille établissements ont été contrôlés en un mois et demi

Le blocage des prix a donné lieu à un nombre considérable de relevés. Du 11 juin à la fin juillet, quelque soixante-huit mille établissements ont été contrôlés, ce qui a fait l'objet de trois mille cents procès-verbaux. « Sur la base de cet échantillon, le blocage est respecté à 96 % », pouvait déjà affirmer le premier ministre dans son interview au Point du 26 juillet. Ces procès-verbaux sont suivis d'amendes transactionnelles ou de poursuites judiciaires. Toujours selon M. Mauroy, près d'une vingtaine d'informations judiciaires ont été ouvertes. Elles visent principalement des services et des grandes surfaces. Deux d'entre elles, Carrefour et Auchan, viennent d'être sanctionnées par le tribunal correctionnel de Bordeaux. Une troisième, Inter-marché, fait l'objet d'une instruction.

Aux nombreux agents chargés des vérifications s'ajoute l'action des associations de consommateurs dont la vigilance s'est considérablement accrue. Parfois aussi, dans les grands établissements de distribution, les syndicats s'opposent aux modifications d'étiquettes. Les infractions les plus banales ont trait à de légères hausses de prix. Les plus graves concernent des disparités de factures tendant à masquer des hausses trop importantes.

## Deux hypermarchés de la région bordelaise sont condamnés à des amendes

De notre correspondant

Bordeaux. — Les directeurs de deux hypermarchés de l'agglomération bordelaise ont été condamnés à des amendes de 30 000 et 25 000 F pour des hausses illicites, après le blocage des prix, par la troisième chambre correctionnelle du tribunal de Bordeaux qui a rendu mardi 10 août son jugement qu'elle avait mis, cinq et quatre jours plus tôt, en délibéré.

Les 15, 28 et 29 juin, des fonctionnaires de la Direction de la concurrence et de la consommation avaient effectué dans les deux hypermarchés (Carrefour à Mérignac, et Auchan à Bordeaux-Lac) les relevés des prix d'environ quatre cents denrées différentes. A Carrefour, les fonctionnaires avaient constaté des hausses illicites sur vingt-trois articles. Elles étaient en général de 0,50 F, avec cependant quelques exceptions atteignant parfois 7 F, comme sur vingt-quatre rouleaux de papier hygienique dont le prix était passé de 39,85 F à 46,85 F.

Le directeur de Carrefour, M. Roland Moreau, a expliqué que, dès qu'il avait eu connaissance de l'ordonnance gouvernementale, il avait donné la consigne à ses chefs de secteur de ne majorer aucun prix de vente. Mais certains de ceux-ci « ont interprété à tort, à leur façon, des directives précises », comme l'a reconnu l'un d'eux, le chef de service de l'alimentation. Il est vrai qu'il y a aussi un contrat passé en début d'année entre les directeurs et les chefs de secteur : on s'engage sur un chiffre d'affaires et sur un bénéfice et cet objectif doit être atteint dans l'année coûte que coûte.

On reproche donc au directeur de ne pas avoir surveillé si ses instructions avaient bien été suivies. Et le procureur avait réclamé une amende de 100 000 F.

Le directeur de Carrefour a été condamné à une amende de 30 000 F, à la publication du jugement dans le quotidien Sud-Ouest (dont le coût ne pourra être supérieur à 5 000 F) et à l'affichage de ce jugement pendant huit jours sur les portes du magasin. Quatre associations de consommateurs qui s'étaient portées partie civile recevront 800 F chacune au titre de dommages-intérêts.

Quant au directeur de Auchan, M. Guy Dujardin, il était poursuivi pour deux affaires différentes. Tout d'abord, comme dans le cas de Carrefour, pour des hausses illicites sur dix produits (soixante-dix mille denrées différentes sont vendues à Auchan) après le blocage des prix, en juin. Le procureur réclamait une amende de 80 000 F. Le tribunal a condamné le directeur à une amende de 25 000 F, à la publication dans Sud-Ouest (maximum 5 000 F) et à l'affichage, pendant huit jours aux portes du magasin, du jugement. Les quatre parties civiles recevront 500 F et 200 F chacune.

### Changement d'étiquette

La seconde procédure envers Auchan remonte à décembre 1981. Un procès-verbal avait été émis de changement d'étiquettes sur six produits qui se trouvaient sous le régime d'un arrêté de blocage limité. Auchan avait entrepris une campagne de promotion sur ces six produits. Et lorsque celle-ci fut terminée, un réajustement fut organisé au prix auquel ils auraient été vendus s'il n'y avait pas eu de promotion. L'avocat de l'hypermarché avait soutenu que si le directeur n'avait pas agi ainsi, il se serait trouvé dans la position d'avoir vendu à perte, ce qui est également répréhensible.

Il aurait donc fallu retirer de la vente les six produits, ce qui n'a pas été fait. Le procureur a réclamé une amende de 20 000 F. Le tribunal a condamné M. Dujardin à une nouvelle amende de 8 000 F, et à l'affichage aux portes du magasin du jugement. Les quatre parties civiles ont obtenu chacune 300 F et 200 F. — (Interim.)

### UNE INFORMATION A ÉTÉ OUVERTE CONTRE INTERMARCHÉ

Une information contre X a été ouverte le 28 juin. Elle vise à déterminer si le groupe Intermarché a pratiqué, postérieurement à l'arrêt du 11 juin sur le blocage des prix, des hausses de prix illicites. L'Union fédérale des consommateurs avait constaté de telles hausses entre le 11 et le 18 juin dans les intermarchés d'Aras (Pas-de-Calais) et de Saint-Dizier (Haute-Marne).

La Confédération syndicale du cadre de vie avait également enregistré durant la même période des majorations de prix dans les intermarchés de Gironde.

L'enquête, menée par M. Delahaye, Juge d'instruction à Paris, concerne les quelque 390 magasins du groupe, répartis dans toute la France. Elle devrait permettre de déterminer si les hausses enregistrées ont été décidées dans certaines régions seulement ou si elles ont été appliquées partout, à la demande de la direction générale.

Celle-ci aurait encouragé tous ses adhérents à détruire les « listings » de prix en vigueur avant la période de blocage et à les remplacer par de nouveaux barèmes tenant compte des hausses de prix qu'elle avait prévu d'appliquer à partir du 8 juin, après quatre mois de « trêve des prix ».

## SOCIAL

L'évolution de l'emploi de 1970 à 1980

LE NOMBRE DE CHOMEURS A PLUS QUE DOUBLÉ DANS LES PAYS DE L'O.C.D.E.

Le chômage a plus que doublé de 1970 à 1980 dans les pays de l'O.C.D.E., indique un rapport publié par cette organisation. Le nombre de demandeurs d'emploi est en effet passé de 10,3 millions en 1970, à 21,5 millions en 1980. Dans le même temps, avec un accroissement de 14 % de 1970 à 1980, la population active totale (les personnes pourvues d'un emploi ou en quête d'emploi) s'est développée plus rapidement que la population totale (+ 9 %). La population active était en 1980 de 351,4 millions de personnes, la population totale de 780 millions.

L'arrivée des femmes sur le marché du travail a été encore plus marquée, puisque leur proportion dans la population active a progressé de 25 %. Certes, ce mouvement varie beaucoup selon les pays, la progression étant de + 44 % aux Etats-Unis mais de 7 % seulement au Japon. En 1980, sur l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., 55 femmes sur 100 avaient un emploi ou en cherchaient un : 48 sur 100 en Europe, 54 au Japon et 60 aux Etats-Unis.

Autre constat, sans surprise : le nombre d'emplois a augmenté beaucoup plus vite dans les services (+ 27,4 %) que dans l'industrie (+ 1,6 %), il a fortement diminué dans l'agriculture (- 19,4 %). En 1980, 182,6 millions de personnes travaillaient dans le secteur des services, contre 109,3 millions dans l'industrie et 32,4 millions dans l'agriculture.

### Les suites de l'affaire A.E.G.-Telefunken

LES BANQUIERS AFFIRMENT AVOIR CONSTITUÉ DES PROVISIONS.

Les principaux banquiers du groupe allemand A.E.G.-Telefunken, dont le conseil a demandé lundi sa mise en règlement judiciaire (le Monde du 11 août), ont indiqué qu'ils seraient capables de couvrir les risques financiers découlant de cette décision. Tous ont affirmé avoir provisionné dans leurs comptes les pertes que l'affaire A.E.G. va leur occasionner.

On estime à vingt-neuf mille le nombre des créanciers qui seront remboursés intégralement, le montant de leur créance étant inférieur à 10 000 DM. Les autres créanciers, notamment les vingt-quatre banques, qui ont prêté 5 milliards de DM, à A.E.G., ne récupéreront en principe que 40 % de leurs créances.

Outre-Rhin, où l'affaire est considérée comme une tragédie pour l'industrie, on espère que l'administrateur judiciaire, les dirigeants de A.E.G., les banques et les pouvoirs publics vont mettre sur pied un plan de redressement « réaliste et concret » qui permette de sauver une partie de l'ancien empire de A.E.G.-Telefunken.

Le Sénat de Berlin-Ouest envisage d'accorder des garanties pour maintenir en activité les installations du groupe qui, à Berlin, emploie douze mille personnes. De son côté, Philippe, qui détient 24,5 % du capital de Grundig, s'est montré favorable à l'accord conclu il y a quinze jours pour la reprise des activités radio-télévision de Telefunken par Grundig.



# ÉTRANGER

AU DANEMARK

## Le gouvernement ne pourra échapper à l'adoption de nouvelles mesures d'austérité

De notre correspondante

Copenhague. — La Privatbanken, une des trois principales banques privées du Danemark, vient de publier son bilan qui ne fait que renforcer l'inquiétude des experts et des milieux d'affaires au sujet de l'évolution économique du pays.

Écartant les déclarations répétées du gouvernement minoritaire social-démocrate qui rejette les difficultés du royaume sur la crise internationale, cette étude souligne que le Danemark porte en grande partie la responsabilité de ses propres problèmes, car il est incontestablement l'un des pays d'Europe qui ont réagi le plus mal aux événements mondiaux.

Le déficit de la balance des paiements atteindra 19 milliards de couronnes (13,5 milliards de francs en 1982) contre 13 milliards de couronnes en 1981. L'impasse budgétaire représente 15 % du P.N.B. alors que plus de la moitié des Danois tirent leurs revenus des caisses publiques d'une manière ou d'une autre.

En juin, le gouvernement de M. Joergensen, conscient de cet état de choses, mais désireux de s'accrocher coûte que coûte au pouvoir,

avait fait montre d'optimisme et repoussé à la rentrée d'octobre le soin de mettre au point de nouvelles mesures d'austérité indispensables. Aujourd'hui, il ne peut plus attendre cette échéance et il doit faire vite, s'il veut éviter le pire.

Le premier ministre a entamé des consultations avec les représentants syndicaux. Il a laissé entendre qu'il réfléchirait à la possibilité d'élargir son cabinet avec les radicaux (qui avaient renforcé, en novembre 1981, le précédent gouvernement minoritaire social-démocrate), mais une telle solution n'apparaît ni probable ni même souhaitable. Elle n'apporterait d'abord aucune majorité à M. Joergensen, puisqu'il ne pourrait s'appuyer que sur soixante-huit députés — soixante-dix à la rigueur, en comptant les représentants du Groenland et des Féroé — sur cent soixante-dix-neuf. Ensuite, une fraction importante des membres du parti radical, comme un noyau dur et influent du parti social-démocrate, y sont tout à fait hostiles. Toutefois avec les Danois, et M. Joergensen en particulier, il faut s'attendre à toutes les surprises.

CAMILLE OLSEN.

## Sahel : après la grande sécheresse

### III. — Un contrat de génération

par JACQUES GRALL

Le bois et l'eau sont des biens précieux que l'on se dispute au Sahel (le Monde des 10 et 11 août). Ce pays qui fit tant parler de lui lors de la grande sécheresse de 1973. Les pays développés ont depuis accentué leur aide. Mais celle-ci peut parfois être cause de déséquilibre si elle n'est pas utilisée à bon escient.

Le déséquilibre existait au Sahel avant la grande sécheresse. Depuis, la pression démographique s'est accrue, de l'ordre de 2,5 % par an, avec le surpâturage de la déforestation qui l'accompagne. « Que la production stagne ou se répète, c'est déjà un succès », estime le ministre nigérien du développement rural. Pour l'ensemble des pays concernés, il n'y a pas de solution à court terme. Il y faut, comme l'appelle joliment M. Georges Bourgoignie, du Club du Sahel (1), « un contrat de génération entre la communauté internationale et le Sahel ».

Dans la conscience des pays développés, le Sahel fait recette. En 1979, l'aide publique au développement atteignait 40 dollars par tête pour les pays membres du C.L.I.S.S. (2), contre 19 pour le reste de l'Afrique et 8 en Asie. Cette aide publique, qui représente 90 % des ressources financières extérieures des pays sahéliens, s'est élevée de 1975 à 1980 à près de 7,5 milliards de dollars. Parmi les principaux donateurs, la France arrive en tête avec 19 %, suivie du Fonds européen de développement, 12,7 %, de la R.F.A. 8,7 %, des

Etats-Unis 8,2 %, de la Banque mondiale 8,2 % et de l'Arabie Saoudite, 7 %.

L'utilisation faite de ces sommes nous instruit. Chapitre le mieux doté : les infrastructures avec 19,7 %. On fut tellement frappé par les difficultés rencontrées pour acheminer les secours, en 1973, que les projets de voies de communication ont fleuri. Au point que le Club du Sahel, dont c'est la mission, a dû faire se rencontrer les donateurs et leur montrer une carte : y figuraient des morceaux de route qu'il devenait urgent de songer à raccorder. Aujourd'hui, on se demande si le cinquième de l'aide pour les infrastructures représente une bonne priorité. Il faudra corriger le tir avant que « le Sahel ne soit devenu saharien, avec des routes en béton et personne pour rouler dessus ».

Le second poste, qui absorbe 13,7 % de l'aide représente en fait la caisse d'urgence au fonctionnement des Etats : soutien à la balance des paiements, soutien budgétaire. Ces investissements à fonds perdus sont le prix de la stabilité relative, de la sécurité aussi. Leur ampleur, qui va croissant, met en lumière un aspect de l'aide au tiers-monde, celui de la responsabilité des Etats dans la conduite de leur économie : trop de fonctionnaires, des prix largement subventionnés aux consommateurs, des importations massives qui destablisent les faibles productions lo-

cales, une épargne improductive, des investissements privés paralysés, de gros projets bureaucratiques en faillite, ne se traduisent pas par une production de richesses. En second lieu, combien de projets de développement n'y concourent plus, parce qu'ils entraînent des frais de fonctionnement et des dépenses en chaîne (coûts récurrents) non couverts par les donateurs et que les Etats ne peuvent payer.

Cette aide au fonctionnement fait partie avec l'aide alimentaire (10,3 %) et l'assistance technique (18,1 %) du chapitre des aides dites hors projets dont l'augmentation signifie « une dégradation de la situation économique et financière des Etats du Sahel », estime M. Bourgoignie. Pour les programmes de lutte pour l'autosuffisance alimentaire et contre la désertification, les pourcentages sont plus faibles. Cultures pluviales, 8 % ; cultures irriguées, 9,5 % ; élevage, 5 % ; pêche, 1,5 % et enfin reforestation, 1,4 %. Mais, note le représentant du Club du Sahel, « pour 100 millions de dollars engagés dans les projets de cultures pluviales, le quart concerne les cultures vivrières et les trois-quarts les cultures d'exportation ». Quant aux crédits de reforestation, il ajoute : « C'est peu, mais plus qu'auparavant, car ils ont progressé de 71 % en un an. Les donateurs et décideurs (les Etats du Sahel) n'avaient pas suffisamment conscience de la dégradation géométrique de la forêt ».

Le risque pour les Etats du Sahel, au-delà de leur responsabilité propre, serait que l'intérêt que leur portent les pays développés ne s'émousse. C'est, semble-t-il, la pression désordonnée de l'opinion publique qui, depuis 1973, a incité les pays « riches » à donner, puis à organiser avec les dirigeants sahéliens la lutte pour la survie. La faiblesse des résultats obtenus incitera peut-être les donateurs à réorienter leurs aides et, dans ce cas, le « contrat de génération » a peu de chances d'être rempli. Ils voudront sans doute contrôler plus encore les aides hors projets, et imposer dès lors des changements structurels inacceptables par les Etats africains. Inacceptables parce qu'il y aura eu « ingérence » et parce que la pérennité des « pouvoirs en place » ne serait pas assurée du fait des retombées sociopolitiques apportées par ces changements.

S'il fallait ajouter un élément de précarité de plus, dans la liste déjà longue des fragilités du Sahel, le maintien du niveau de l'aide internationale serait celui-là.

Depuis 1974, le Sahel n'a certes pas connu de crises majeures et l'objectif des Etats du C.L.I.S.S. demeure l'autosuffisance alimentaire pour l'an 2000, ce qui signifie multiplier par deux les productions végétales et animales. Mais comment gagner cette course de vitesse quand les éléments du « progrès » deviennent si sources de déséquilibre : trop grande pression animale, trop grande pression démographique.

Pour vaincre la précarité, le Sahélien possède autrefois une planche de salut, une seule : le mouvement.

Mouvement des terres cultivées tour à tour pour éviter l'épuisement : mouvement des animaux qui transhumait d'un point d'eau à l'autre ; mouvement du village aussi. Les forages ont limité la transhumance, favorisé le surpâturage. Chez les animaux qui ne pratiquent plus la « cure saignée », apparaissent des carences minérales. Les humains, qui provoquent le désert en allant cou-

per de plus en plus de bois, ne restent pas à l'abri des maladies en devenant des néosédentaires : le « péril focal », comme disent les spécialistes, les guette.

Finalement, est-ce que la plus grande responsabilité des hommes dans la désertification ne serait pas là, dans la sédentarisation, dans l'absence de mouvement qu'imposent peu à peu les structures toujours plus rigides des administrations et des Etats (que représentent pour un éleveur pour les frontières du Niger ou du Mali ?), la tendance à la fixation sur un coin de terre pour les agriculteurs, depuis que, venu de la ville, le droit de propriété pénètre lentement, mais pénètre, les campagnes, où l'on ne connaissait qu'un droit d'usage. Cependant pour avoir le désir de replanter les arbres de la survie, ne faut-il pas envisager la permanence de l'habitat ? Alors, bouger ? Ne plus bouger ? Cette fois, on s'y perd. Et l'on voudrait que les populations « participent »...

FIN.

(1) Association informelle réunissant les représentants des donateurs et des décideurs dont le siège est à l'O.C.D.E. à Paris.

(2) Le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel comprend les Etats du Cap-Vert, le Tchad, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et la Haute-Volta.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### JEAN PATOU PARFUMEUR S.A.

vient de reprendre le contrôle de sa société de distribution américaine

### JEAN PATOU INC.

dont elle a racheté la totalité du capital qui appartenait depuis seize ans à la société BORDEN Inc.

Cette opération a été réalisée avec l'appui de la

### BANEXI

qui a agi comme conseiller de l'acquéreur.

### EPEDA-BERTRAND FAURE

POUR le premier semestre 1982, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 950 millions de francs, en augmentation de 44 % sur celui du semestre correspondant de 1981. Cette progression inclut les ventes de la société Desey, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1982.

A structure comparable, la progression du chiffre d'affaires hors taxes consolidé est de 27,6 %.

### SOCIÉTÉ EPEDA-BERTRAND FAURE

Pour ce qui concerne la société EPEDA-BERTRAND FAURE, le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1982 a atteint 252,5 millions de francs, soit une augmentation de 18,9 % par rapport à celui de la période correspondante de 1981.

## FAITS ET CHIFFRES

### Affaires

● Le groupe Worms vient de racheter par sa filiale interposée A.R.C. (Aménagement Rénovation Construction) la participation majoritaire (50 %) que la société d'ingénierie SERETE détenait dans SERETE Aménagement, affaire spécialisée dans cette activité. Le montant de la transaction n'a pas été rendu public.

Grossi de SERETE Aménagement, l'A.R.C., qui s'occupe également de promotion immobilière, en centre ville, pour élargir la gamme de services offerts à sa clientèle.

A la SERTE, on précise que ce désinvestissement permettra en renforçant les fonds propres de l'entreprise, d'accélérer le programme d'investissement lancé pour améliorer la productivité dans la fourniture de prestations d'ingénierie. Le Crédit Lyonnais et la Banque privée de gestion financière (B.P.G.F.) resteront actionnaires de SERETE Aménagement à hauteur respectivement de 33 % et de 14,4 % des titres étant détenus par des particuliers.

### Conjoncture

● Le volume des investissements dans l'industrie devrait décroître de 6 % en 1982, les chefs d'entreprise prévoyant une hausse de 7 % de leurs dépenses en valeur dans ce domaine et de 14 % du prix des biens d'équipement, indique l'INSEE dans son enquête réalisée en juin. Selon les premiers résultats de cette enquête publiée, en juillet, les trois mille industries interrogées prévoyaient une baisse de 5 % du volume des investissements (le Monde du 15 juillet).

### Social

● Un accord sur la réduction de la durée du travail a été conclu entre la direction des Charbonnages de France, Chimie-Ethylène et plastiques (C.E.F.P.) et les syndicats C.F.T.C. et C.G.C. Selon un communiqué de la direction, publié le 10 août, le personnel posté effectuera trente-six heures par semaine dès le 1<sup>er</sup> octobre 1983 et le personnel de jour trente-sept heures. Une compensation de 66 % du salaire est prévue pour la trente-septième heure et de 50 % au moins pour la trente-huitième. C.d.F. — Chimie E.P. va proposer un contrat de solidarité permettant l'embauche d'une centaine de personnes.

● P.T.T. : Grèves dans le Pas-de-Calais. — Depuis une semaine environ, une partie des préposés des P.T.T. à Boulogne-sur-Mer sont en grève : seuls les services d'urgence sont assurés. Ce mouvement a gagné plusieurs autres villes du Pas-de-Calais, notamment Calais et Saint-Omer. Il est soutenu par la C.G.T. et la C.F.D.T. et a pour but de dénoncer les décisions de la direction concernant les auxiliaires.

### Etranger

#### ARGENTINE

● L'inflation en Argentine a atteint en juillet son taux mensuel le plus élevé depuis six ans. Selon les statistiques officielles, l'indice des prix de détail a augmenté de 16,3 % en juillet, contre 7,9 % en juin, et celui des prix de gros de 27,7 %. Ces résultats sont bien supérieurs aux prévisions des milieux économiques qui avaient chiffré l'inflation à 14 % pour les uns et à 20 % pour les autres. C'est le secteur de la construction qui a subi la plus forte hausse (22 %) suivi de l'alimentation et des boissons (21,1 %) et de l'équipement ménager (18,8 %). Le taux annuel de l'inflation s'élève à 137,2 %, alors qu'en 1981 l'inflation avait atteint 131,3 %. En 1976, le chiffre record de 350 % avait été enregistré. — (A.F.P.).

#### BRÉSIL

● Crédits internationaux pour le programme minier de Carajás, au Brésil. — Le Brésil recevra cette année 1 504 millions de dollars sous forme de prêts internationaux pour la réalisation du programme minier de Carajás, en Amazonie, a annoncé le 9 août le ministre de la planification. M. Neto signera, le 13 août à Washington, un accord portant sur 500 millions de dollars destinés à la société étatique Val do Rio doce, chargée de l'exécution du projet. En outre, le 20 août, seront parafés à Tokyo d'autres contrats financiers pour Carajás avec la Nippon Carajás, l'Eximbank du Japon et un groupe de banques japonaises pour un montant de 450 millions de dollars.

En septembre, diverses banques de la C.E.E. accorderont une série de prêts au Brésil pour une valeur de 600 millions de dollars et, en octobre, la Kreditanstalt signera une ligne de crédit de 150 millions de dollars. Le projet, qui s'étend sur une zone de 900 000 km<sup>2</sup>, porte sur l'extraction de minerai de fer et la production d'aluminium destinés à l'exportation. Le coût du projet a été estimé à 8 milliards de dollars. — (A.F.P.).

#### R.F.A.

● Les prix en Allemagne fédérale ont augmenté de 0,2 % en juillet, contre 1 % en juin. L'Office fédéral des statistiques avait estimé provisoirement la hausse à 0,3 %. Calculé sur douze mois, le coût de la vie a progressé de 5,6 %, depuis juillet 1981 contre 5,8 % en juin, 5,3 % en mai et 5 % en avril. Le niveau élevé de la hausse des prix en juin, exceptionnel pour la R.F.A., avait été qualifié d'« accidentel » par le ministre ouest-allemand de l'économie, qui avait attribué à une forte augmentation des prix du tabac et ceux des carburants. L'indice s'est situé en juillet à 131,4 (base 100 en 1976). — (A.F.P.).

## ÉNERGIE

### EN DÉPIT DE LA HAUSSE DU DOLLAR

#### La facture pétrolière de la France est restée stable au cours du premier semestre

La facture pétrolière de la France a atteint 64,6 milliards de francs pour le premier semestre de 1982, montant pratiquement identique à ce qu'il avait été au cours des six premiers mois de 1981. La forte hausse du dollar, dont le cours moyen est passé, en un an, de 5,14 F à 6,14 F a entraîné une hausse du prix moyen de la tonne de pétrole brut importée de 17 % (1 618 F contre 1 387 F).

La baisse sensible de la consommation de produits pétroliers, qui est revenue de 46,5 millions de tonnes au premier semestre 1981 à 39,9 millions pour le premier semestre 1982, a compensé la hausse du dollar. Si la devise américaine s'était maintenue aux niveaux de 1981, la facture pétrolière du premier semestre aurait été voisine de 55 milliards de francs.

Les projections établies, à partir de ces statistiques douaniers, par le Bulletin de l'industrie pétrolière prévoient, sur la base d'un dollar à 7 F, pour l'ensemble de l'année une facture pétrolière de 135 milliards de francs contre 131,5 milliards en 1981. La facture énergétique totale de la France devrait cependant croître plus sensiblement en raison des augmentations de prix du gaz. Elle atteindra, selon les 100 milliards de francs contre 162 milliards en 1981.

La dépendance de la France à l'égard de l'O.P.E.P. s'est sensiblement atténuée depuis un an. L'approvisionnement pétrolier de la France a été couvert à 76,8 % par les pays de l'O.P.E.P. au premier semestre 1982, contre 86,6 % au premier semestre

1981. La part de l'Arabie-Saoudite est tombée de 51 % à 40 %, le Nigeria restant le deuxième fournisseur avec 9 %, suivi par l'Algérie (7,6 %), le Royaume-Uni (5,7 %) et l'Union soviétique (5,5 %).

Dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 août les prix des principaux produits pétroliers ont, comme prévu, augmenté. La hausse est de 9 centimes pour le litre de super et d'essence ordinaire, qui passent, dans la région parisienne, à 4,51 F et à 4,20 F, et de 6 centimes pour le gazole et le fuel domestique, qui sont désormais vendus en région parisienne 3,43 F et 2,48 F le litre.

L'application automatique de la nouvelle formule de fixation des prix aurait entraîné, en août, une hausse de plus de 30 centimes pour l'essence et le super et de 12 centimes environ pour le gazole et le fuel domestique sur la base d'un dollar moyen à 6,84 F en juillet.

Pour éviter l'impact brutal qu'une telle hausse aurait eu sur l'indice des prix du mois d'août, le gouvernement avait décidé, à la fin du mois de juillet, de limiter les hausses des prix des produits pétroliers à 9 centimes par mois pour l'essence et le super et à 6 centimes pour le gazole et le fuel domestique pendant la durée du blocage des prix, qui prend fin en octobre.



### LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE PANHANDLE SIGNE AVEC ALGER UN ACCORD SUR LE PRIX DU GAZ.

La compagnie américaine Panhandle a signé en début de semaine un avenant au contrat conclu en 1975 avec la société nationale algérienne SONATRACH pour l'importation de 4,67 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié (G.N.L.). Le nouvel accord soumis à l'approbation des autorités algériennes et américaines prévoit que le prix du G.N.L. sera révisé trimestriellement en fonction de l'évolution du prix moyen de vente d'un « panier » de cinq pétroles bruts. La compagnie Panhandle a en conséquence retiré le recours qu'elle avait déposé devant la chambre de commerce de Paris.

La signature de ce contrat est un succès pour la SONATRACH, qui avait déjà conclu un accord avec une autre société américaine, Distrigas, il y a quelques jours.

## SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SOCIÉTÉ ANONYME CRÉÉE PAR LA LOI DU 4-1-1973  
CAPITAL SOCIAL : 407 MILLIONS DE FRANCS  
SIÈGE SOCIAL : 87, rue de Richelieu, PARIS 75002

### CHIFFRES D'AFFAIRES MONDIAL

(En millions de francs)

1 <sup>er</sup> semestre 1982	1981	1982	Variation %
A.G.F. VIE	2 066	2 473	+ 19,7
A.G.F. I.A.R.T.	2 849	3 352	+ 13,7
	5 015	5 825	+ 16,2

Les deux sociétés A.G.F. VIE et A.G.F. I.A.R.T. sont filiales de la Société Centrale des A.G.F. qui a exclusivement pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des actions des Sociétés constituant le groupe des A.G.F.

- 1 600 AGENTS GÉNÉRAUX.
- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES A.G.F. DANS PLUS DE 50 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.

## MARCHÉS FINANCIERS

### LA BOURSE DE LONDRES

Le marché des obligations

Le marché des obligations a été très actif, les rendements ont augmenté, les cours ont baissé. Les obligations à court terme ont été particulièrement recherchées.

Le marché des actions a été calme, les cours ont légèrement baissé. Les actions à dividendes ont été favorisées.

Le marché des devises a été très actif, les taux de change ont augmenté. Le dollar a été particulièrement recherché.

Le marché des matières premières a été calme, les cours ont légèrement baissé. Les métaux précieux ont été favorisés.

Le marché des produits agricoles a été calme, les cours ont légèrement baissé. Les céréales ont été favorisées.

Le marché des produits industriels a été calme, les cours ont légèrement baissé. Les produits chimiques ont été favorisés.

Le marché des produits de consommation a été calme, les cours ont légèrement baissé. Les produits alimentaires ont été favorisés.



**BOURSE DE PARIS Comptant**

**10 ABOUT**

## NEW-YORK

## Une nouvelle reprise tourne court

Pour la seconde fois consécutive Wall Street a esquissé mardi un mouvement de reprise. Mais, comme la veille

VALEURS	Cours du 3 août	Cours du 10 août
100 actions de 1.000 francs	1.000	1.000
100 actions de 500 francs	500	500
100 actions de 250 francs	250	250
100 actions de 125 francs	125	125
100 actions de 62,50 francs	62,50	62,50
100 actions de 31,25 francs	31,25	31,25
100 actions de 15,62 francs	15,62	15,62
100 actions de 7,81 francs	7,81	7,81
100 actions de 3,90 francs	3,90	3,90
100 actions de 1,95 francs	1,95	1,95
100 actions de 0,97 francs	0,97	0,97
100 actions de 0,48 francs	0,48	0,48
100 actions de 0,24 francs	0,24	0,24
100 actions de 0,12 francs	0,12	0,12
100 actions de 0,06 francs	0,06	0,06
100 actions de 0,03 francs	0,03	0,03
100 actions de 0,01 francs	0,01	0,01

1. T.T.	25 3/4	50	1/8
2. T.T.	16 1/2	16	3/4
3. T.T.	18 1/2	16	3/4
4. T.T.	35 3/4	36	3/4
5. T.T.	35 3/4	36	3/4
6. T.T.	35 3/4	36	3/4
7. T.T.	35 3/4	36	3/4
8. T.T.	35 3/4	36	3/4
9. T.T.	35 3/4	36	3/4
10. T.T.	35 3/4	36	3/4
11. T.T.	35 3/4	36	3/4
12. T.T.	35 3/4	36	3/4
13. T.T.	35 3/4	36	3/4
14. T.T.	35 3/4	36	3/4
15. T.T.	35 3/4	36	3/4
16. T.T.	35 3/4	36	3/4
17. T.T.	35 3/4	36	3/4
18. T.T.	35 3/4	36	3/4
19. T.T.	35 3/4	36	3/4
20. T.T.	35 3/4	36	3/4
21. T.T.	35 3/4	36	3/4
22. T.T.	35 3/4	36	3/4
23. T.T.	35 3/4	36	3/4
24. T.T.	35 3/4	36	3/4
25. T.T.	35 3/4	36	3/4
26. T.T.	35 3/4	36	3/4
27. T.T.	35 3/4	36	3/4
28. T.T.	35 3/4	36	3/4
29. T.T.	35 3/4	36	3/4
30. T.T.	35 3/4	36	3/4
31. T.T.	35 3/4	36	3/4
32. T.T.	35 3/4	36	3/4
33. T.T.	35 3/4	36	3/4
34. T.T.	35 3/4	36	3/4
35. T.T.	35 3/4	36	3/4
36. T.T.	35 3/4	36	3/4
37. T.T.	35 3/4	36	3/4
38. T.T.	35 3/4	36	3/4
39. T.T.	35 3/4	36	3/4
40. T.T.	35 3/4	36	3/4
41. T.T.	35 3/4	36	3/4
42. T.T.	35 3/4	36	3/4
43. T.T.	35 3/4	36	3/4
44. T.T.	35 3/4	36	3/4
45. T.T.	35 3/4	36	3/4
46. T.T.	35 3/4	36	3/4
47. T.T.	35 3/4	36	3/4
48. T.T.	35 3/4	36	3/4
49. T.T.	35 3/4	36	3/4
50. T.T.	35 3/4	36	3/4
51. T.T.	35 3/4	36	3/4
52. T.T.	35 3/4	36	3/4
53. T.T.	35 3/4	36	3/4
54. T.T.	35 3/4	36	3/4
55. T.T.	35 3/4	36	3/4
56. T.T.	35 3/4	36	3/4
57. T.T.	35 3/4	36	3/4
58. T.T.	35 3/4	36	3/4
59. T.T.	35 3/4	36	3/4
60. T.T.	35 3/4	36	3/4
61. T.T.	35 3/4	36	3/4
62. T.T.	35 3/4	36	3/4
63. T.T.	35 3/4	36	3/4
64. T.T.	35 3/4	36	3/4
65. T.T.	35 3/4	36	3/4
66. T.T.	35 3/4	36	3/4
67. T.T.	35 3/4	36	3/4
68. T.T.	35 3/4	36	3/4
69. T.T.	35 3/4	36	3/4
70. T.T.	35 3/4	36	3/4
71. T.T.	35 3/4	36	3/4
72. T.T.	35 3/4	36	3/4
73. T.T.	35 3/4	36	3/4
74. T.T.	35 3/4	36	3/4
75. T.T.	35 3/4	36	3/4
76. T.T.	35 3/4	36	3/4
77. T.T.	35 3/4	36	3/4
78. T.T.	35 3/4	36	3/4
79. T.T.	35 3/4	36	3/4
80. T.T.	35 3/4	36	3/4
81. T.T.	35 3/4	36	3/4
82. T.T.	35 3/4	36	3/4
83. T.T.	35 3/4	36	3/4
84. T.T.	35 3/4	36	3/4
85. T.T.	35 3/4	36	3/4
86. T.T.	35 3/4	36	3/4
87. T.T.	35 3/4	36	3/4
88			

**GROUPE CUI-HONEYWELL, BULL.** — Malgré un chiffre d'affaires accru de 20,5 % à 3 444,1 millions de francs, le groupe annonce pour le premier semestre un déficit net consolidé de 501,1 millions, soit quatre fois plus qu'en 1981. En 1981, il avait enregistré une perte nette de 124,3 millions (124,3 millions) et près de huit fois supérieur à celui du premier semestre de l'année précédente (66,9 millions).

Le gonflement des frais financiers et les pertes de change sont à l'origine de cet important accroissement des pertes.

Les prises de commandes sont en augmentation de 28,8 %.

**R.N.P. - CRÉDIT LYONNAIS - BANQUE INDOSUEZ.** — Ces trois établisse-

---

**INDICES COMPTAIS**  
(INSEE, base 100 à 31 déc. 1982)

	9 août	10 août
Valeurs françaises .....	96,5	
Valeurs étrangères .....	108,8	

**C<sup>o</sup> DES AGENTS DE CHANGE**  
(Bourse 100 à 31 déc. 1981)

	9 août	10 août
Indice général .....	95,4	94,8

---

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**  
Efficax prisés du 11 août ..... 14 1/2 % |

---

**COURS DU DOLLAR A TOKYO**

1 dollar (en yens) .....	252,10	1 264
--------------------------	--------	-------

ants viennent de s'associer avec deux banques britanniques, la Midland Bank et la International Westminster Bank pour étudier le financement d'une éventuelle « liaison ferroviaire » à travers la Manche. Un groupement de ce genre faciliterait pour le financement de la construction de ce lien fixe sous la rétrovente que son financement puisse être assuré sans la moindre contribution des fonds britanniques ou encore de garantie risqués de sa part.

**THE BARCLAYS BANK.** - La première banque de la Grande-Bretagne vient d'acquiescer à la petite banque de commerce irlandaise, Commercial Banking Company, de développer son implantation en Irlande, pour un montant qui n'a pas été précisé.

Le Commercial Banking Company possède six succursales dans diverses villes d'Irlande, et son actif atteint environ 10 millions de livres sterling. Le Barclays se propose d'accroître ses activités, principalement dans le financement des moyennes entreprises, de la commerce import/export, ainsi que cette opération.

## Comptant

[illegible][illegible]

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette

demiers cours. Dans ce cas cours-ci figurant le lendemain dans la première édition

raison, nous ne pouvons pas garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation
1748	A.B. 5% 1872	1748	1748	1752	1750	560	Falcon	681	683	563	560	250	Pacific-Hénaup	258	258	257	263	106	Volvo	107	107	107	106	47
3220	C.R.E. 5%	3175	3175	3187	3188	168	Falkenberg	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	47
3175	Al. L. 4%	3175	3175	3187	3188	168	Falkenberg	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	168	47
470	Al. L. 4%	435	435	435	442	137	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
365	Al. L. 4%	338	338	338	342	137	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130	Al. L. 4%	130	130	130	130	130	Finco-Lite	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
130																								



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. CRISE : « Une mutation à négocier en vingt ans », par André Croquet ; « La crise sociale des prix reste à réinventer », par J.-F. Delorme ; répliques à Paul Boccard et Christiane Bouffier.

### L'ATTENTAT DE LA RUE DES ROSIERS

3 à 5. LIBRE OPINION : « Un tragique retour du destin », par Daniel Amson.

### ÉTRANGER

- 6. PROCHE-ORIENT : Les négociations sur le retrait des Palestiniens de la capitale libanaise.
- 7. AMÉRIQUES : CANADA : M. Ryan abandonne la direction du parti libéral québécois.
- MEXIQUE : la crise économique est aggravée par la longue période de transition présidentielle.
- 7. EUROPE : ITALIE : M. Spadolini est chargé de former le nouveau gouvernement.
- 7. AFRIQUE : 8. DIPLOMATIE : « La France soutiendra à l'ONU la position argentine sur les Malouines », affirme Buenos-Aires.
- 8. ASIE : AFGHANISTAN : deux nouveaux prisonniers soviétiques ont été transférés en Suisse.

### ARTS ET SPECTACLES

- 9. CINÉMA : le Festival de Taormina.
- L'ART DE PARIS : Tony Carrel, clousier.
- 10-11. MUSIQUE EN CALIFORNIE : l'italien de Los Angeles ; l'opéra d'une côte à l'autre ; l'IRCAM de Stanford.
- UNE SÉLECTION ; PROGRAMMES EXPOSITIONS.
- 15 à 17. PROGRAMMES SPECTACLES.

### ÉQUIPEMENT

- 17. TRANSPORTS : la construction du métro de Mexico est reportée.
- 18. ENVIRONNEMENT : nervosité à Chomonic après l'arrêt des travaux aux Grands-Moutets.

### SOCIÉTÉ

- 19. Santé médical.
- SCIENCE.

### ÉCONOMIE

- 21. CONJONCTURE : le blocage des prix et des revenus ; soixante-huit mille établissements ont été contrôlés en un mois et demi.
- 22. AFFAIRES : « Sahel » après la grande sécheresse (III), par Jacques Grell.
- ÉNERGIE.

**RADIO-TELEVISION (14) INFORMATIONS « SERVICES » (18) :**  
La maison ; Jeux ; Mots croisés ; Journal officiel ; Météorologie.  
Annonces classées (20) ; Carnet (18) ; Programmes spectacles (15 à 17) ; Bourse (23).

**TENNIS A PARIS**

**STAGES LONGUE DUREE**  
1 heure par semaine pendant 4 ou 5 mois  
**STAGES INTENSIFS**  
de mai à septembre, Noël, Pâques.  
**tennis-action**  
734.36.36  
équipé par *STANLEY*

**BAC et SC.P.O.**  
préparation simultanée pour élèves de bon niveau et redoublants terminale  
**CEPES**  
17, rue Ch.-Lafitte, 92 944, 722.54.74/75.00.79  
enseignement supérieur privé

## A PARIS

### Action directe revendique un nouvel attentat contre un objectif « sioniste »

Un attentat par explosifs a été commis à Paris, dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 août, vers 0 h 40. L'engin explosif, déposé sur le rebord d'une fenêtre d'un immeuble situé, 20, rue de la Baume (9<sup>e</sup> arrondissement), a blessé une passante qui promenait son chien, Mme Marie-France Vilela, trente-neuf ans. Sérieusement atteinte aux jambes et aux yeux, Mme Vilela a été hospitalisée dans le service d'ophtalmologie de l'Hôtel-Dieu. L'immeuble visé par l'attentat abrite plusieurs sociétés, dont une entreprise spécialisée dans l'importation d'armes d'Israël, la Citrus marketing of Israel, et une banque de gestion privée (anciennement banque Meyer). L'un de ses responsables a déclaré qu'elle n'était « pas un établissement juif et n'entretient aucune relation avec Israël ». Une revendication, écrite avec de la peinture, a été découverte dans un immeuble voisin : « Retrait immédiat et inconditionnel des fascistes israéliens. Si les Palestiniens sont chassés de Beyrouth, nous tuerons les financiers et propriétaires du sionisme ». Ce signe est celui de l'organisation Action directe qui a revendiqué, ces dernières semaines plusieurs attentats contre des bâtiments ou symboles supposés d'Israël en France.

L'organisation Action directe, née en 1979, a déjà longtemps fait parler d'elle. Regroupant des militants libertaires et marxistes prenant l'étiquette de « communistes révolutionnaires », leurs premières actions jusqu'en 1981 — essentiellement des mitraillages de bâtiments — ont visé des sociétés immobilières, des cibles touchant au monde du travail (siège du C.N.P.F., ministère du travail) et des symboles des pouvoirs publics (ministère de la coopération, Ecole militaire). Après l'assassinat de l'été 1981, le groupe Action directe a semblé s'être retiré et corrigé sa tactique. De clandestin, il a voulu, tout au moins en partie, vivre de manière « ouverte ».

Les actions violentes ont cependant vite repris leur rythme. Ainsi, à la fin du mois de mai et début juin, une série d'attentats ont précédé et accompagné, dans la région parisienne, le sommet de Versailles et la venue en France de M. Ronald Reagan (attentat contre la Bank of America, l'école américaine de Saint-Cloud, le siège du F.M.I., etc.). Ces actions contre des intérêts américains, ou des bâtiments censés symboliser ces intérêts, ont été précédées d'une série d'attentats contre des symboles d'Israël. Ainsi, la police soupçonne-t-elle Action directe d'avoir mitraillé, le 31 mars, la façade de la mission d'achat du ministère israélien de la défense à Paris. Ainsi la justice s'emploie-t-elle à comprendre qui a pu être le rôle, éventuel et non prouvé, du groupuscule

dans l'assassinat du diplomate israélien Yacov Barsimantov, à Paris, le 3 avril. Rappelons que cet attentat fut revendiqué par les « Fractions révolutionnaires armées libanaises ». Après une courte accalmie, la « lutte armée » contre Israël à Paris a repris au mois d'août, en relation avec l'entrée des troupes israéliennes au Liban. Action directe a, de la sorte, revendiqué le mitraillage, au début du mois, de la voiture d'un fonctionnaire de l'ambassade d'Israël. Depuis, d'autres attentats ont été revendiqués par le groupe français : contre le Discount Bank, filiale de l'Européenne des banques (ex-groupe Rothschild), contre la société Nemor et, dernier en date, contre l'immeuble du 20, rue de la Baume.

Pour la police, ces actions violentes s'inscrivent dans la logique politique d'Action directe. A savoir, une violence cherchant à « internationaliser les luttes » et à poser le groupuscule français comme une organisation active et solidement structurée. Aussi l'arrestation de huit de ses militants, mardi 10 août, (trois membres d'Action directe, deux membres d'Action directe, deux membres d'Action directe, deux membres d'Action directe) a-t-elle suscité de vives inquiétudes. Ces militants connus et inconnus n'auraient pas, à coup sûr, commis l'imprudence d'avoir eux-mêmes commis des attentats. Ce mercredi matin, Jean-Marc Rouillan, l'un des chefs d'Action directe était toujours placé en garde à vue, alors que Frédéric Orbach, ancien militant maoïste, était relâché.

LAURENT GRELSAMER.

## A la Caisse d'assurance-maladie de la région parisienne

### LES PROPOSITIONS DES ADMINISTRATEURS PROVISOIRES SONT ACCUEILLIES FAVORABLEMENT PAR LES GESTIONNAIRES C.G.T.

Les syndicats gestionnaires (C.G.T., F.O., C.F.D.T.) du comité d'entreprise (C.E.) de la Caisse primaire d'assurance-maladie de la région parisienne (C.P.A.M.) ont été « réunis » mardi 10 août par les deux administrateurs provisoires afin de trouver une issue au conflit qui les oppose. En cas d'échec, les administrateurs ont prévu de prendre, à la fin de la semaine, des mesures de cinquante permanents et mille salariés, seraient amenés à quitter une partie du patrimoine du C.E. évalué à plus de dix millions de francs.

Présente en qualité d'observateur à la réunion de conciliation, la section syndicale C.G.T. a examiné les propositions de la C.P.A.M. en un rendu compte dans l'après-midi, au cours d'une conférence de presse.

Elle a tenu à souligner qu'il n'y avait eu en aucun cas d'« escroqueries » mais « des erreurs de gestion qui en définitive ont profité à tous les agents de la Caisse ». Les syndicats ont accepté de faire l'annulation de la mise en place d'une commission financière, composée des trois syndicats, et de la démission de la direction financière. L'élaboration d'un nouveau protocole d'accord avec le ministère des affaires sociales et de la solidarité et nomination d'un magistrat de la Cour des comptes pour examiner la situation financière passée du C.E. Seuls les gestionnaires C.G.T. du C.E. ont donné une réponse favorable ; les deux autres organisations réservant leur réponse jusqu'à jeudi, date théorique de la création de la commission financière. Pour sa part, la section C.G.T. du personnel a exposé ses propositions. Elle a demandé la suppression de la prime de 100 000 francs, et d'autre part, l'arrêt de la guerre et de la cuisine intersyndicale au profit d'un accord entre les trois gestionnaires du C.E.

## LE DIFFÉREND ENTRE LA C.E.E. ET LES ÉTATS-UNIS

### Selon Washington la hausse du dollar explique en partie les prix de dumping des sidérurgistes européens

Tandis que le mardi 10 août à Bruxelles, des responsables de la C.E.E. faisaient le point sur le contentieux commercial entre les États-Unis et l'Europe, à Washington, le département du commerce continuait d'instruire les plaintes des aciéries américaines à l'encontre de leurs concurrents essentiellement européens. Il a rendu son second et dernier verdict préliminaire dans ce dossier, tout en rappelant l'arrangement intervenu entre le gouvernement de M. Reagan et la C.E.E. afin de limiter les importations d'acier au marché américain. L'accord est toujours considéré comme « équitable » par Washington bien qu'il ait été remis en cause par des sidérurgistes et notamment par U.S. Steel et Bethlehem Steel.

Cependant, un collaborateur du secrétaire au commerce s'est montré plus dubitatif : il a estimé qu'il était nécessaire d'« attendre que la poussière retombe » pour y voir clair.

Statuant sur le second volet des plaintes américaines, le département du commerce a conclu provisoirement que les ventes aux États-Unis de certains aciers européens se faisaient à des prix de dumping, pouvant atteindre jusqu'à 41 %. Des droits compensateurs, ajoutés, il serait annoncé le 25 octobre en fonction des conclusions définitives de l'enquête qui est actuellement menée.

Les six pays concernés sont la Belgique, la R.F.A., la France (Usinor et Sacilor), l'Italie, la Grande-Bretagne et la Roumanie. Le département du commerce s'en prend en outre aux exportateurs français qui ont — selon lui — accéléré leurs ventes avant l'imposition probable de droits compensateurs. Toutefois, le département du commerce a abondé dans le sens des thèses européennes en faisant valoir officiellement que les marges de dumping déterminées provisoirement « pourraient être réduites de manière importante ».

## LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES

### Les États-Unis ne sont pas opposés à la démilitarisation de l'espace

Vienne (A.P.P., Reuter). — Les États-Unis ne sont pas opposés à la démilitarisation de l'espace, mais la deuxième conférence des Nations unies sur l'exploration et l'exploitation pacifiques de l'espace, qui est actuellement réunie à Vienne (Autriche), n'est pas le lieu d'un tel débat. C'est ce que déclare, en substance, mardi 10 août, M. James Beegs, administrateur de l'Agence spatiale américaine (NASA).

Interrogé sur l'éventualité de l'interdiction de toute arme dans l'espace, M. Beegs a ajouté que les États-Unis étaient d'accord sur ce point mais qu'il convenait de faire une distinction entre système de défense et système de renseignement militaire. Tous sujets qui, selon lui, ne peuvent être traités de manière sérieuse qu'au sein du comité des Nations unies sur le désarmement. Toute tentative de détourner l'attention de la conférence de Vienne sur l'utilisation pacifique de l'espace de sa véritable vocation se ferait

rait d'ailleurs, a-t-il dit, à une opposition américaine. Évoquant les programmes spatiaux américains, l'administrateur de la NASA a rappelé que l'agence américaine projetait la réalisation de bases permanentes dans l'espace, se réservant la participation à la conférence de Vienne à réfléchir à l'organisation éventuelle, en 1983, d'un séminaire international consacré à l'étude des changements — naturels ou causés par l'homme — qui affectent le milieu terrestre. De ce point de vue, la mise en œuvre des moyens spatiaux contribuerait grandement à la collecte de telles informations.

Enfin, l'administrateur de la NASA a déclaré ce qui est en fait un accord avec la rupture récente des liens de coopération dans le domaine spatial entre les États-Unis et l'Union soviétique, que son pays n'organiserait pas de vols communs avec l'U.R.S.S. tant que la situation en Pologne et en Afghanistan n'aurait pas été clarifiée.

## RÉOUVERTURE 17 AOÛT 1982

**NO 1 DE LA FOURRURE D'OCCASION**  
achat-dépôt-vente  
**LES DEUX OURS**  
106 Bd de Grenelle  
Paris 15<sup>e</sup> M. La Motte-Piquet  
**575.10.77**

**VISITE PANORAMIQUE**  
**Tour Montparnasse**  
L'autre sommet de Paris  
Belvédère - Terrasse - Bar - Boutique.  
Tarif réduit enfants - familles - étudiants - groupes.  
Tous les jours de 9 h 30 à 23 h 30 - tél. 538.52.56

LE CONGRÈS A APPROUVÉ LES AUGMENTATIONS D'IMPÔTS RÉCLAMÉES PAR M. REAGAN

LE 12 AOÛT 1982

PAGE 1

## L'évacuation Une victoire cher payée

Les négociations de paix au Liban ont été interrompues mardi 10 août par une nouvelle explosion à Beyrouth. L'attaque a eu lieu dans le quartier de la capitale libanaise, à l'ouest de la ville, dans une zone où se trouvent de nombreux bâtiments officiels et résidentiels. L'explosion a fait plusieurs victimes et a causé de graves dégâts matériels. Les négociations de paix, qui étaient en cours, ont été suspendues jusqu'à nouvel ordre. Les responsables américains ont déclaré que l'attaque était une violation flagrante de l'accord de cessez-le-feu.

La situation au Liban reste tendue. Les forces israéliennes continuent d'occuper une partie de la capitale libanaise. Les négociations de paix restent bloquées. Les États-Unis ont exprimé leur inquiétude à l'égard de la situation et ont appelé à une reprise immédiate des négociations. Les responsables libanais ont déclaré qu'ils étaient prêts à reprendre les négociations dès que la situation le permettra.

Le conflit au Liban a causé de nombreuses victimes et a entraîné de graves destructions. Les négociations de paix ont été interrompues à plusieurs reprises. Les États-Unis ont joué un rôle important dans les négociations de paix. Ils ont appelé à une solution pacifique du conflit. Les responsables américains ont déclaré qu'ils étaient prêts à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre fin au conflit.

Le conflit au Liban est une tragédie. Les négociations de paix ont été interrompues à plusieurs reprises. Les États-Unis ont joué un rôle important dans les négociations de paix. Ils ont appelé à une solution pacifique du conflit. Les responsables américains ont déclaré qu'ils étaient prêts à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre fin au conflit.